

Sébastien Abis et Pierre Blanc

GÉOPOLITIQUE DE L'AGRICULTURE

40 fiches illustrées
pour comprendre le monde

Collection dirigée par Pascal Boniface

NOUVELLE ÉDITION MISE À JOUR

« Les enjeux politiques, économiques et sociétaux de l'agriculture sont bien connus. Dans une approche originale et stimulante, Sébastien Abis et Pierre Blanc nous font découvrir ses - immenses - enjeux géopolitiques. »

PASCAL BONIFACE



● Éditions
EYROLLES

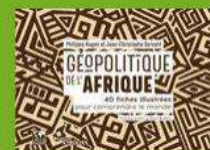
REPÈRES ET CLÉS POUR DÉCRYPTER L'ACTUALITÉ

L'agriculture est au cœur de la géopolitique. Combien de conflits s'enracinent dans une terre disputée ou dans une eau rare ? Combien de révoltes sont aussi celles de la faim ? Peut-on rêver de souveraineté ou de puissance sans sécurité alimentaire ? Ces questions traversent l'histoire contemporaine et resurgissent au fil de l'actualité. Des clichés à la réalité, cet ouvrage nous parle de lieux, de faits et de chiffres pour nous aider à y voir plus clair. Spécialistes incontestés, les auteurs proposent 40 fiches documentées pour cerner les enjeux et les défis de cette activité ancestrale et universelle. L'ensemble est illustré de cartes, de graphiques et de tableaux. **Cette nouvelle édition fait le point sur un monde bouleversé par les récents événements, notamment la guerre en Ukraine.**

SÉBASTIEN ABIS est le directeur du Club DEMETER, chercheur associé à l'IRIS, chroniqueur, enseignant à l'université catholique de Lille et à Junia.

PIERRE BLANC est docteur en géopolitique (HDR) et ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts. Il enseigne la géopolitique à Bordeaux Sciences Agro et Sciences Po Bordeaux. Chercheur au LAM (Sciences Po/CNRS), il est rédacteur en chef de la revue *Confluences Méditerranée*.

Dans la même collection



GÉOPOLITIQUE DE L'AGRICULTURE

40 fiches illustrées
pour comprendre le monde

Éditions Eyrolles
61, bd Saint-Germain
75005 Paris
www.editions-eyrolles.com

Création maquette et mise en pages : Claire Fauvain
Réalisation des cartes : Santiago Mora Van Cauwelaert, Sebastián Estremo - Légendes Cartographie

© Éditions Eyrolles, 2020, 2023 pour la présente édition
ISBN : 978-2-416-00931-0

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement le présent ouvrage, sur quelque support que ce soit, sans l'autorisation de l'Éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris.

Depuis 1925, les éditions Eyrolles s'engagent en proposant des livres pour comprendre le monde, transmettre les savoirs et cultiver ses passions ! Pour continuer à accompagner toutes les générations à venir, nous travaillons de manière responsable, dans le respect de l'environnement. Nos imprimeurs sont ainsi choisis avec la plus grande attention, afin que nos ouvrages soient imprimés sur du papier issu de forêts gérées durablement. Nous veillons également à limiter le transport en privilégiant des imprimeurs locaux. Ainsi, 89 % de nos impressions se font en Europe, dont plus de la moitié en France.

SÉBASTIEN ABIS ET PIERRE BLANC

GÉOPOLITIQUE DE L'AGRICULTURE

40 fiches illustrées
pour comprendre le monde

Collection dirigée par Pascal Boniface

Deuxième édition

● Éditions
EYROLLES

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	6
PARTIE 1 TENDANCES PLANÉTAIRES.....	9
FICHE 1 RÉVOLUTIONS DÉMOGRAPHIQUES.....	10
FICHE 2 MONDES RURAUX INCONTOURNABLES.....	14
FICHE 3 TERRES VITALES.....	18
FICHE 4 EAUX CONVOITÉES.....	22
FICHE 5 MERS NOURRICIÈRES.....	26
FICHE 6 ENCORE LA FAIM.....	30
FICHE 7 BOMBES URBAINES.....	34
FICHE 8 DÉPENDANCES INTERCONTINENTALES.....	38
FICHE 9 SANTÉS MENACÉES.....	42
FICHE 10 EMPREINTES RELIGIEUSES.....	46
PARTIE 2 CONFLITS D'HIER ET D'AUJOURD'HUI.....	51
FICHE 11 QUAND LES CÉRÉALES FONT L'HISTOIRE.....	52
FICHE 12 LA FACE CACHÉE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE.....	56
FICHE 13 VIOLENCES ET HYDRO-HÉGÉMONIES.....	60
FICHE 14 PASTEURS ET AGRICULTEURS : CONFRONTATIONS AFRICAINES.....	64
FICHE 15 AFRIQUE AUSTRALE : LA SÉGRÉGATION AGRICOLE.....	68
FICHE 16 LUTTES FONCIÈRES EN ASIE.....	72
FICHE 17 FRACTURES RURALES LATINO-AMÉRICAINES.....	76
FICHE 18 COLOMBIE : TERRES, GUERRES ET DROGUES.....	80
FICHE 19 MOYEN-ORIENT, UNE GÉOPOLITIQUE PAR LE SOL.....	84
FICHE 20 PALESTINE-ISRAËL : UN CONFLIT AGRAIRE.....	88
FICHE 21 UKRAINE, TERRE FERTILE AUX GUERRES.....	92

PARTIE 3 PUISSANCES ET STRATÉGIES 97

FICHE 22 ÉTATS-UNIS : UNE (EX)-PUISSANCE ? 98

FICHE 23 EUROPE : LA CONQUÊTE DE LA PAIX 102

FICHE 24 BRÉSIL : LE CHAMP DE CONTROVERSES 106

FICHE 25 RUSSIE : L'AUTRE RÉARMEMENT 110

FICHE 26 CHINE : DOMINATION ET DÉPENDANCE 114

FICHE 27 SOUDAN : L'ÉTERNELLE PROMESSE 118

FICHE 28 MAROC : CONTRÔLE ET DIPLOMATIE 122

FICHE 29 COMMONWEALTH : DÉLÉGATION DE PUISSANCE ? 126

FICHE 30 INDE : VICTOIRES ET MALAISES 130

FICHE 31 SINGAPOUR : L'AMBITION D'UN CARREFOUR 134

PARTIE 4 DÉFIS, TRANSITIONS ET FRAGILITÉS 139

FICHE 32 PAYSANS : UNE IMPOSSIBLE FORCE ? 140

FICHE 33 AGROMAFIA ET ÉCONOMIE INFORMELLE 144

FICHE 34 GOUVERNANCES CONTESTÉES 148

FICHE 35 GÉANTS EN COMPÉTITION 152

FICHE 36 POUVOIRS NUMÉRIQUES : L'EXTENSION DE LA TOILE 156

FICHE 37 RUPTURES CLIMATIQUES 160

FICHE 38 MOYEN-ORIENT : L'INSÉCURITÉ À JAMAIS ? 164

FICHE 39 ÉTHIOPIE : L'ÉMERGENCE INCERTAINE 168

FICHE 40 FRANCE : UN ÉQUILIBRE À TROUVER 172

BIBLIOGRAPHIE 176

INDEX 178

TABLE DES ILLUSTRATIONS ET SOURCES 181

INTRODUCTION

Les plus grandes évidences méritent parfois d'être répétées. Parce qu'à force de l'être, elles finissent par ne plus se voir... Nous aimerions ici en répéter deux. D'une part, l'agriculture couvre un espace très important dans le monde, souvent le plus conséquent selon les pays. Est-il dès lors étonnant que les mots paysan et paysage aient la même racine ? Partout sur le globe, c'est le paysan qui cultive et entretient en grande partie les paysages, véritables traits du visage d'un pays. D'autre part, l'alimentation, acte quotidien de l'ensemble de l'humanité, dépend de cette agriculture. En évoquant l'agriculture et l'alimentation, nous pourrions nous limiter à une évocation sentimentale, avec tout ce que cela entraîne de représentations et de souvenirs personnels souvent paisibles : la lumière sur les champs à l'aube, des paysans à la sagesse séculaire, des nourritures variées et goûteuses.

Quoique tout à fait recevable, ce prisme bucolique n'est pas celui de cet ouvrage. Ici, nous nous intéressons à un versant moins paisible, celui de la géopolitique, que trois mots définissent : le territoire, la rivalité et la puissance, d'évidence plus tragiques, du moins beaucoup plus politiques.

Sans faire de grands tours de passe-passe, ces trois mots s'articulent fortement à l'agriculture, à l'alimentation qu'elle procure et aux agriculteurs qui la pratiquent. L'agriculture, l'alimentation et les agriculteurs sont déterminants dans la construction du territoire, cet « espace politique », tel que le définissait le philosophe et sociologue Henri Lefebvre ; autrement dit un espace façonné par les décisions humaines dont l'agriculture est une incarnation massive. L'agriculture, l'alimentation et les agriculteurs sont bien au cœur des rivalités qui se manifestent partout, qu'elles soient internes

aux États, ce que le géographe et géopolitologue Yves Lacoste nommait la géopolitique interne, ou externes, à savoir les tensions interétatiques. L'agriculture, l'alimentation et les agriculteurs sont partie prenante des dynamiques de puissance, cette puissance des États qui est au minimum une « capacité de faire » (la production), mais aussi de ne pas dépendre des autres (« capacité à refuser de faire » en se nourrissant) ou au contraire de peser sur d'autres (« capacité de faire faire » en fournissant aussi des aliments), comme l'ont fait par exemple les États-Unis.

Si l'agriculture et l'alimentation ont toujours été marquées du sceau de la conflictualité et des dynamiques de puissance, le monde d'aujourd'hui oblige encore davantage à opérer cette géopolitique agraire et alimentaire. Les ruptures démographiques et climatiques sans précédent que connaît la

planète ont des incidences massives sur les mondes agricoles et tout l'univers organisationnel qui s'y rattache. Toutes aussi fortes sont celles qu'elles font peser sur les ressources qui conditionnent l'agriculture et, par ricochet, l'alimentation. Dans ce contexte, c'est souvent une géopolitique inquiète qui prédomine. Ce faisant, il ne s'agit pas de contribuer à une œuvre de démoralisation mais tout simplement de tenter de regarder le monde tel qu'il est. Moins pour se résigner que pour contribuer modestement à l'expliquer, en considérant que des sursauts sont possibles. D'ailleurs, s'ils contribuent depuis longtemps à la vie de chacun, à la stabilité collective, à la création de solidarités effectives, voire à la paix, les agriculteurs peuvent apporter beaucoup de solutions aux insécurités sociale, climatique et politique, à condition bien sûr que les politiques publiques soient porteuses et

que les États retrouvent le chemin perdu du multilatéralisme.

Mus par la question de la paix collective, nous nous intéressons depuis longtemps à la géopolitique qui est un premier pas pour comprendre ce qui empêche cette paix d'advenir. Or il nous est apparu que les hommes et les femmes qui pratiquent l'agriculture sont souvent oubliés des analyses géopolitiques, de même que les acteurs qui gravitent autour d'eux, pour le meilleur et parfois pour le pire.

Avec cet ouvrage, nous voulons contribuer à combler cette lacune. Pour ce faire, nous proposons d'articuler notre réflexion en quatre parties. La première évoque la situation et les tendances à l'œuvre en termes de ressources, de populations et d'acteurs impliqués. Ce tour d'horizon est incontournable si nous voulons saisir les rivalités et les insécurités qui se dessinent, et que nous décrivons dans la deuxième partie. Nous y

analyserons des conflits plus ou moins récents à l'aune des questions agricoles et alimentaires. Nous décrypterons ensuite les jeux de puissance et les stratégies de grands acteurs, essentiellement des États, qui ont saisi (ou pas) le caractère incontournable de l'agriculture et de l'alimentation dès lors qu'ils veulent compter ou du moins être stables. Enfin, nous regarderons les mondes agricoles au travers de défis nouveaux, de transitions incertaines et de fragilités inquiétantes.

Tandis que le monde traverse une crise géopolitique avec la guerre en Ukraine – qui menace les équilibres alimentaires –, que le climat s'emballe et que la faim affecte près d'un milliard d'habitants, il est plus que temps de remettre l'agriculture au centre des analyses géopolitiques. Prendre conscience et comprendre pour agir. C'est aussi l'objectif de ce livre.

PARTIE 1

TENDANCES PLANÉTAIRES

RÉVOLUTIONS DÉMOGRAPHIQUES

Une nécessité vitale pour les êtres humains traverse les époques et les continents : l'accès à l'alimentation. Se nourrir est indispensable pour exister et se développer. Le premier des besoins dans l'histoire humaine reste le pilier central de la sécurité individuelle et collective. L'agriculture répond depuis toujours à cet enjeu universel et permanent. La production de nourriture constitue la principale fonction de l'activité agricole. Cela explique l'intimité de ses liens avec la démographie et la dimension stratégique de ce secteur. Il faut dire que les sociétés ont imposé à la planète un rythme particulièrement complexe à suivre !

NOURRIR UN MONDE DE PLUS EN PLUS PEUPLÉ

Au cours des deux derniers millénaires, la population sur Terre a connu une croissance phénoménale. Elle comptait 250 millions d'habitants en l'an 0 comme en l'an 1000. Mais ensuite, le doublement démographique se fait de plus en plus rapide : 460 millions en 1500, 1 milliard en 1815, 2 en 1930, 4 en 1972, 6 en 1999 et 7,8 pour 2020. Les projections onusiennes tablent sur des temps de passage moins prononcés pour les futurs changements de milliard : 8 en 2023, 9 en 2037, 10 en 2055, 11 en 2088... Pour le dire autrement, la

population mondiale a quadruplé au cours des neuf dernières décennies (1930-2020), mais ne devrait compter « que » 3 milliards de personnes en plus d'ici à 2100, horizon où une stabilisation globale est attendue (11,2 milliards). Ce ralentissement lointain ne doit pas masquer des tendances récentes et à venir qui mettent au défi les agricultures et la sécurité alimentaire mondiale. Entre 1990 et 2020, ce sont 2,5 milliards d'individus en plus qui sont venus peupler la planète. Les trois prochaines décennies ne seront pas moins exigeantes que les trois dernières, puisque 2 milliards de personnes supplémentaires

sont attendues. Actuellement, entre les naissances et les décès, la planète enregistre un solde de croissance démographique équivalent à 82 millions de personnes par an.

DISPARITÉS SPATIALES ET STRATÉGIQUES

Cette évolution de la population mondiale doit être analysée à l'aune des contrastes régionaux. Les continents sont inégalement peuplés et le rythme de leur croissance démographique s'avère très différencié. La question de la sécurité alimentaire ne se pose donc pas dans les mêmes termes stratégiques. L'augmentation du nombre de bouches à nourrir est la principale raison qui pousse des pays à la plus haute vigilance politique pour leur agriculture et leur alimentation. L'Asie, par exemple, avec 4,5 milliards d'habitants, dont deux tiers regroupés en Chine, Inde et Indonésie, reste de loin l'espace géographique le plus peuplé. Elle concentre actuellement 58 % de la population du globe. Cette part est plus ou moins identique depuis 2 000 ans. Si l'Asie pèse encore pour 53 % en 2050,

elle verra son poids décliner dans la seconde partie du siècle, pour tomber aux alentours de 43 % à l'horizon 2100. Nourrir l'Asie demain continuera à être un défi colossal, vu la taille démographique de cette région, mais les habitants ne seront pas croissants. En revanche, ils seront plus nombreux à être dotés d'un pouvoir d'achat supérieur et souhaiteront davantage de qualité dans leur assiette. L'essor des classes moyennes en Asie représente ainsi une variable géoéconomique incontournable dans la dynamique des marchés alimentaires. Au début du XXI^e siècle, seuls 10 % des Asiatiques (soit 300 millions de personnes) appartenaient à la classe moyenne selon les niveaux définis pour une telle catégorie dans ces pays. Depuis, la progression est fulgurante : 35 % actuellement et 75 % pour 2030, soit 3,5 milliards d'Asiatiques dont le profil socio-économique leur permettra de consommer plus et mieux. Une sécurité alimentaire à la fois quantitative et qualitative sera donc requise demain dans cet espace. La croissance démographique mondiale est principalement soutenue par l'Afrique. Ce continent connaît

un bouleversement inédit dans l'Histoire : 120 millions d'habitants en 1900, 500 millions en 1980 puis la barre du milliard est franchie en 2009. Avec une population désormais située à 1,3 milliard (dont la moitié a moins de 20 ans), l'Afrique a vu ses habitants doubler depuis 1990. Un autre doublement est prévu pour 2050, quand le continent devrait atteindre 2,5 milliards d'individus, tandis que pour 2100, l'Organisation des Nations unies (ONU) annonce un chiffre de 4,5 milliards (projection médiane), voire 6,2 milliards selon l'hypothèse haute. Avec près d'une naissance sur deux à venir dans le monde, l'Afrique, qui réunissait à peine 13 % de la population du globe en 2000 en comptera 25 % en 2050 et plus de 40 % à la fin de ce siècle. Deux inconnues géopolitiques se posent néanmoins : l'agriculture et la sécurité alimentaire en Afrique peuvent-elles relever un tel défi démographique ? Combien d'Africains migreront par-delà le continent si les conditions de vie et la satisfaction de leurs besoins de base ne sont pas au rendez-vous ?

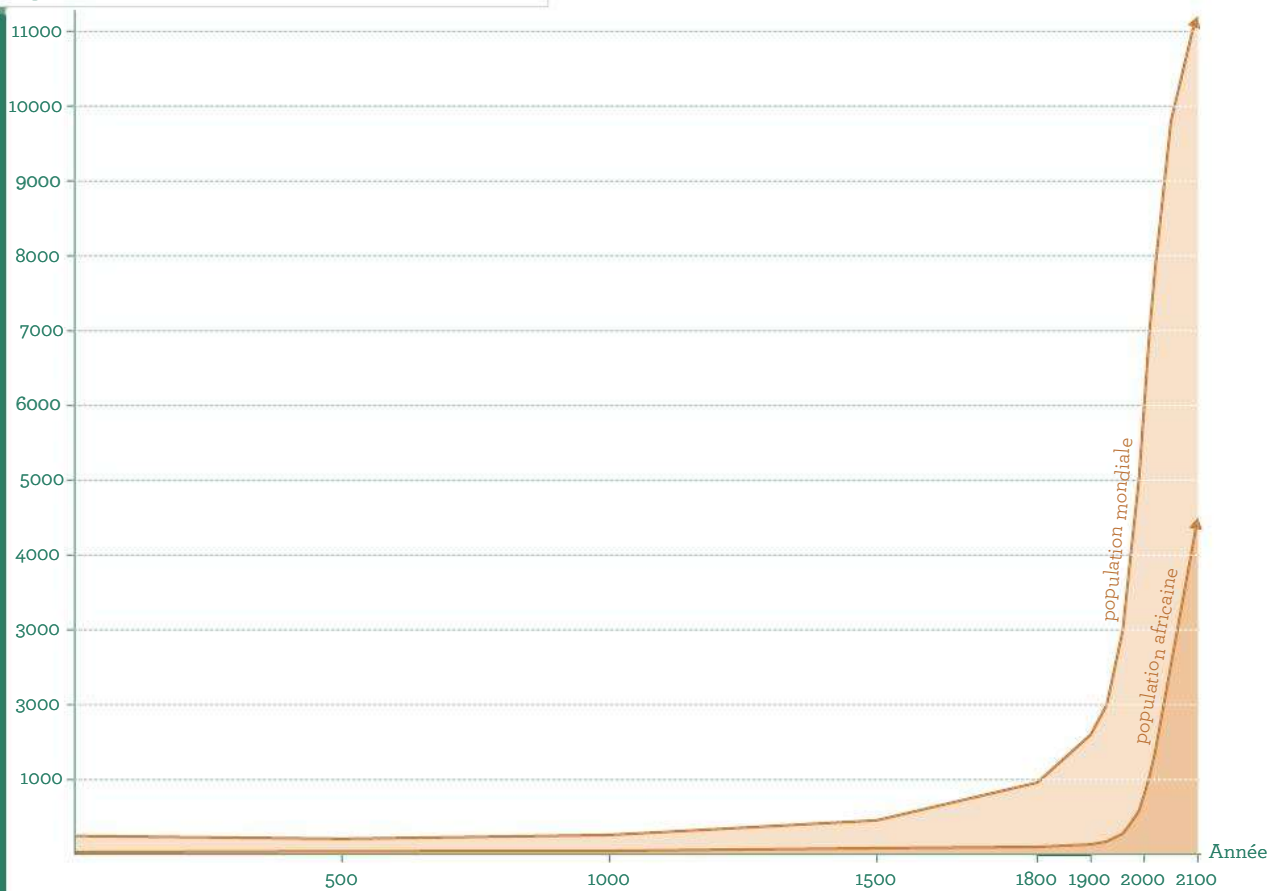
FOCUS

Alors que la grande pauvreté a chuté de 36 à 10 % de la population mondiale de 1990 à nos jours, la classe moyenne mondiale s'accroît : 1,8 milliard d'individus en 2000, 3,6 milliards en 2020 et 5 milliards prévus en 2030. Ces catégories de population constitueront alors, de loin, le segment le plus important dans les sociétés, présentant des profils différenciés selon les pays, et donc des pouvoirs d'achat pluriels. Si l'Europe et l'Amérique du Nord concentraient au début du XXI^e siècle la majorité de cette classe moyenne mondiale, celle-ci sera demain bien plus importante en valeur absolue dans les zones asiatiques, africaines et sud-américaines. En 2030, l'Asie représentera deux tiers de la classe moyenne mondiale, là où elle ne pesait que pour 20 % au début du siècle. L'Europe comptera pour 14 % en 2030 contre 41 % en 2000. Ainsi, les marchés du futur se déplacent-ils rapidement. L'émergence de cette classe moyenne mondiale se caractérise par une consommation alimentaire en hausse et une exigence de meilleure qualité des produits.

À RETENIR

Se nourrir reste le premier des besoins humains. L'accélération de la croissance démographique constitue un défi immense pour l'agriculture. La planète est passée de 2 à 8 milliards d'individus entre 1930 et 2020. 11 milliards d'habitants sont prévus pour la fin du siècle. Autant de personnes à nourrir chaque jour et si possible plusieurs fois par jour. Alors que 10 000 personnes s'ajoutent chaque heure au total de la population mondiale, l'activité agricole s'avère donc indispensable en raison de son caractère vital pour chaque individu, sur tous les continents et dans toutes les sociétés.

ÉVOLUTION DE LA POPULATION MONDIALE ET
DE LA POPULATION AFRICAINE
Population (en millions)



MONDES RURAUX INCONTURNABLES

Il convient de regarder les territoires ruraux avec l'attention géopolitique qu'ils exigent. Leur population ne s'est pas réduite et ne saurait être exclue du développement. L'agriculture domine dans ces zones rurales au sein desquelles l'exode vers les villes ou l'étranger constitue une tendance de fond.

NE PAS OUBLIER LE MONDE RURAL

Les populations rurales dans le monde sont stables depuis le début du siècle, soit 3,4 milliards de personnes. C'est le double par rapport à 1950 et un milliard de plus comparé à 1970 ! Ces vingt dernières années, en raison de sa

croissance démographique, l'Afrique a enregistré 235 millions de ruraux supplémentaires. Elle en compte désormais 765 millions et devrait dépasser le milliard en 2050. 90 % d'entre eux seront localisés au sud du Sahara, représentant alors un tiers des ruraux de la planète. À l'inverse, on note une baisse de 300 millions de ruraux entre 1990 et 2020 en Chine où développement et urbanisation riment avec littoralisation. C'est d'ailleurs la tendance mondiale. Les villes et les bords de mer concentrent la croissance humaine, économique et la visibilité médiatique.

Les investissements et les mesures politiques ont bien moins essaimé dans

les zones rurales, généralement situées à l'intérieur des territoires. Aussi les progrès ont-ils été plus rapides, plus massifs et plus commentés dans ces mondes urbains aspirés par la mondialisation et la modernité. En contraste, les campagnes ont accumulé les retards et toutes les formes de précarité. Elles peuvent alors se rappeler au souvenir des pouvoirs lorsqu'elles deviennent le siège de troubles et de rébellions. Comme on l'a vu avec le début des révoltes en Tunisie en 2010-2011, les mécontentements ruraux peuvent gagner les villes. Cette fracture territoriale interne, périlleuse avec l'explosion

des outils de communication, traverse aujourd'hui la majorité des États. Elle s'impose comme l'une des grilles de lecture prioritaires de la géopolitique du XXI^e siècle.

Au sein de ces mondes ruraux, 1,3 milliard de personnes vivent aujourd'hui de l'agriculture. Cela représente 28 % de la population active mondiale, contre 45 % au début des années 1990. Le secteur demeure néanmoins l'un des principaux pourvoyeurs d'emplois sur la planète. C'est plus d'un actif sur deux en moyenne en Afrique subsaharienne, 40 % en Inde et en Asie du Sud, 25 % en Chine et dans les pays arabes, mais 5 % dans ceux de l'OCDE (contre un tiers dans les années 1960). Si l'on prend l'emploi rural uniquement, ces pourcentages doubleraient ou tripleraient tant l'agriculture prévaut dans l'activité de ces territoires. Le secteur agricole pèse pour 14 % du produit intérieur brut (PIB) africain (avec des pics à 40-50 % pour certains pays) et 8 % de celui de l'Asie. Dans l'Union européenne (UE), sa part est tombée à 2 %.

Outre des conditions de travail difficiles liées à la pénibilité physique ou à l'incertitude des revenus, ces forces

vives qui produisent de la nourriture, de l'énergie ou d'autres services connexes ne bénéficient pas toutes de statut et de contrat en bonne et due forme. C'est notamment le cas des femmes, pourtant essentielles à la sécurité alimentaire locale, mais aussi des enfants, qui servent parfois de bras dans les exploitations familiales des pays en développement. Ainsi, le nombre d'agriculteurs salariés dans le monde, réellement producteurs et capables de valoriser leurs productions sur des marchés, est-il plutôt de 450 millions.

EXODE RURAL ET MIGRATIONS

L'industrialisation puis la tertiarisation des économies ont entraîné de puissants exodes des zones rurales vers les villes. Les perspectives d'un futur meilleur se trouvent rarement dans les campagnes. La dégradation des ressources naturelles, les changements climatiques et les violences physiques

Le secteur agricole assure 50 % de l'emploi féminin en Afrique, le tiers en Asie et 20 % en Amérique du Sud.

poussent également des individus à quitter leur territoire. Pauvreté, inégalités et insécurité alimentent ces migrations de détresse, notamment au sein de

pays en guerre ou en souffrance météorologique. Trop de zones rurales tombent en déshérence et passent aux mains des extrêmes (politiques

ou religieux), faute d'être considérées comme des terres d'avenir par les pouvoirs centraux, les investisseurs ou les acteurs internationaux. Pourtant, pour construire une plus grande sécurité alimentaire, l'équipement de ces zones rurales est partout nécessaire. De même, pour rendre les villes soutenables et éviter des troubles sociopolitiques liés aux disparités territoriales, le développement en milieu rural reste indispensable et repose encore en grande partie sur celui de l'agriculture. Faute de cela, les déplacements intérieurs et internationaux s'amplifieront, surtout en l'absence de paix.

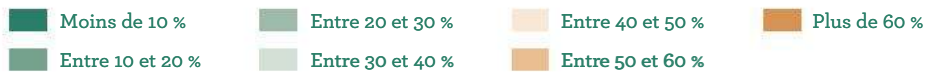
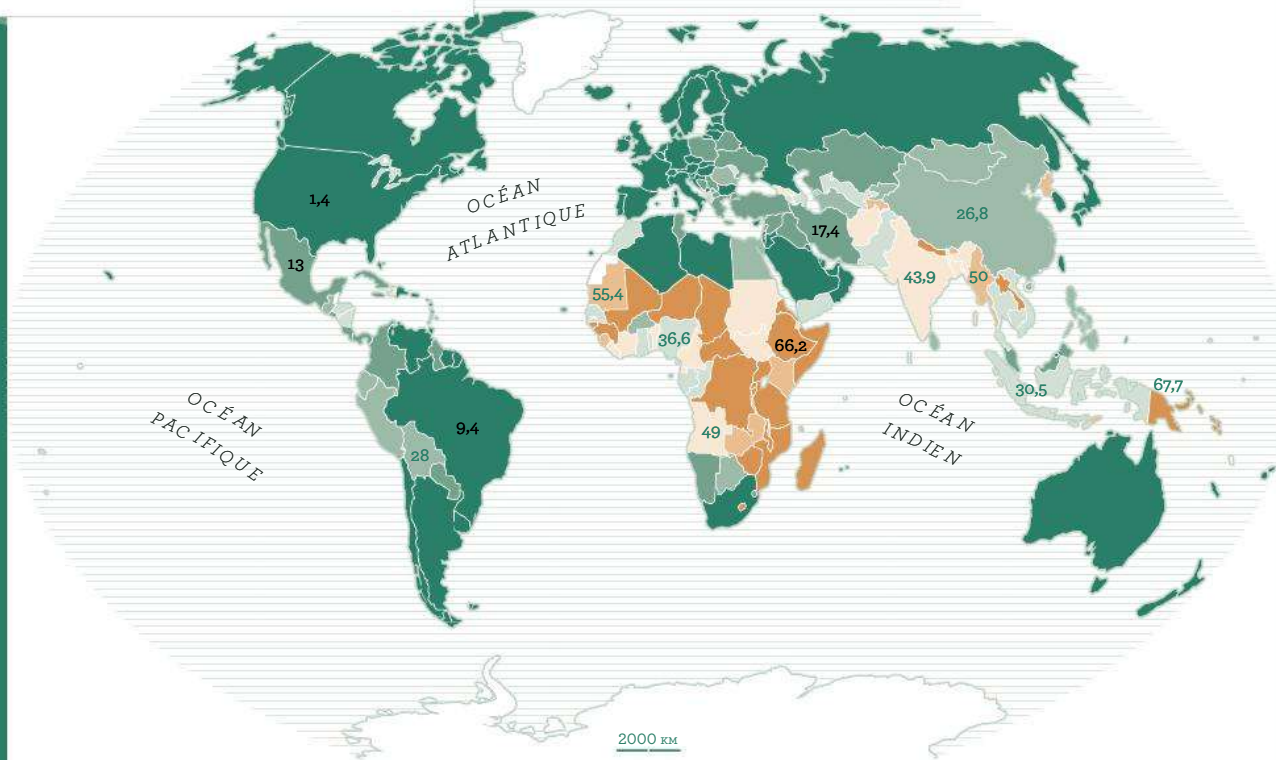
F̄OCUS

Partout dans le monde, les agriculteurs vieillissent. Un tiers d'entre eux en Europe ont plus de 65 ans. Au Maghreb, en Amérique latine et en Asie, la moitié dépasse désormais 50 ans. Ces dynamiques posent de multiples inconnues sur le devenir de l'agriculture mondiale. Sera-t-elle encore à visage humain dans certains pays ou les machines et les robots prendront-ils le dessus ? Le renouvellement générationnel agricole s'affaiblit faute de perspectives motivantes pour les jeunes. Parallèlement, un tiers environ de la migration internationale dans le monde est le fait de personnes âgées de 15 à 34 ans. Beaucoup d'entre eux sont des ruraux. Vidées de leurs jeunes, les campagnes peinent à se développer, à se transformer et à attirer. En Afrique, l'exode rural de la jeunesse est difficile à tarir, alors que la production agricole est appelée à significativement progresser et que l'emploi dans d'autres secteurs n'est pas si abondant. Mais la télévision et Internet nourrissent les velléités de départ.

À RETENIR

L'urbanisation s'accroît dans toutes les régions du globe. Pour autant, les zones rurales n'ont jamais été aussi peuplées. Des considérations humaines et stratégiques exigent d'inclure ces populations dans les politiques de développement. L'agriculture, secteur d'emploi dominant, sert à la fois de résilience et de levier. Créer les conditions d'une meilleure vie dans les espaces ruraux s'avère indispensable pour enrayer les migrations de détresse.

PART DES AGRICULTEURS
DANS LA POPULATION ACTIVE EN 2018



TERRES VITALES

Dans un ouvrage récent (*Dirt - The Erosion of Civilizations*), le géologue Dave Montgomery soulignait que « *le sol, c'est la peau de la terre, la frontière entre la géologie et la biologie* ». En faisant passer du minéral à la vie, le sol a un rôle essentiel, en particulier pour l'agriculture et l'élevage. Mais, comme le suggère le sous-titre de cet ouvrage, le patrimoine foncier est exposé à diverses menaces, tant la dégradation et l'artificialisation que les convoitises.

DES TERRES EN QUANTITÉS ?

Sur un total d'environ 13 milliards d'hectares de terres émergées, les terres

agricoles représentent 4,9 milliards d'hectares. Sur ce « stock », les terrains de parcours pour les élevages dominent largement avec 3,3 milliards d'hectares. L'agriculture se pratique quant à elle sur 1,5 milliard d'hectares, dont 140 millions sont dévolus aux plantations permanentes (vignes, plantations, vergers). Les terres affectées à l'agriculture représentent ainsi à peine 12 % de la surface émergée mais leur importance sociale, économique et politique n'est pas à prouver. Entre 1960 et 2016, les terres cultivées ont augmenté de quelque 8 %, alors que les pays ont dû affronter avec plus ou moins de décalage une transition démographique et alimentaire.

C'est donc surtout l'accroissement de la productivité qui a permis d'augmenter la production d'environ 150 % sur la même période. Avec quelque 531 millions d'hectares, c'est l'Asie qui domine devant l'Amérique du Nord (229 millions), l'Afrique subsaharienne (191 millions), l'Europe (172 millions) et l'Amérique latine (164 millions).

Si les terres cultivées sont bien évaluées, il est plus difficile de connaître les terres encore cultivables, à l'exclusion des forêts et des réserves naturelles. Les hypothèses varient en sachant que 500 millions d'hectares mobilisables est le scénario le plus modeste, et que l'Afrique

et l'Amérique latine constituent les réservoirs essentiels dans tous les scénarios. Cette ressource potentielle doit permettre de répondre aux besoins supplémentaires mais des questions se posent : peut-on compter sur ces réserves foncières souvent situées sur des espaces géopolitiques instables ? Quels seront les effets des changements climatiques sur les rendements des régions les plus productives ? Quelle sera la pression des autres usages pastoraux, urbains et forestiers sur ce réservoir ?

DES TERRES MENACÉES ET CONVOITÉES

Les surfaces cultivées sont déjà soumises à de fortes pressions. L'artificialisation par les constructions d'infrastructures et l'urbanisation grignotent les terres arables, en particulier en Asie. Les terres sont également affectées dans leurs performances par les dégradations en tout genre. Assez forte en Asie, au Moyen-Orient et en Europe, la salinisation liée à une irrigation mal conduite ou à l'intrusion de l'eau de mer dans les sols peut les rendre impropres à l'agriculture. La compaction des sols,

liée à l'usage de matériel lourd, est importante sur les vieilles terres d'agriculture intensive. L'érosion des terres, qu'elle soit d'origine éolienne ou hydrique, dégrade leur qualité tandis que le transport des particules par le vent peut provoquer des pluies de poussière très néfastes pour l'agriculture. Depuis le *Dust Bowl* américain au début des années 1930, rendu célèbre par John Steinbeck dans *Les Raisins de la colère*, ces phénomènes se sont étendus à d'autres régions du monde, particulièrement l'Asie et le Moyen-Orient.

Non seulement ces deux régions sont affectées par les dégradations et l'artificialisation foncières mais elles sont aussi les plus touchées par le manque de terres. Est-il étonnant dès lors que certains pays de ces régions soient très actifs dans la recherche de terres au-delà de leurs frontières, particulièrement depuis la crise des années 2007-2008 ? Du fait du renchérissement des prix

agricoles, la terre arable avait alors suscité un regain d'intérêt. Depuis, certains États veulent assurer leur sécurité alimentaire en investissant à l'étranger. Mais à côté de cette approche « souverainiste » de l'acquisition foncière de la Chine ou des monarchies du Golfe, une stratégie spéculative se fait jour, la terre

Les terres arables
représentent quelque
10 % des terres
émergées mais elles
assurent en grande
partie la sécurité
alimentaire de la
planète.

étant désormais perçue comme un actif rentable. Si les États-Unis et la Malaisie sont les plus grands investisseurs fonciers, ce n'est pas pour sécuriser leur alimentation mais parce que des investisseurs de ces pays

voient une opportunité économique. Par contre, dans les pays qui reçoivent ces investissements, les États souvent fragiles ou faillis n'incluent pas forcément les paysans ou les éleveurs dans ces projets agricoles. La recherche de terres mais aussi du gain des uns peut ainsi nourrir des frustrations sociales ou, pire, cultiver la faim des autres.

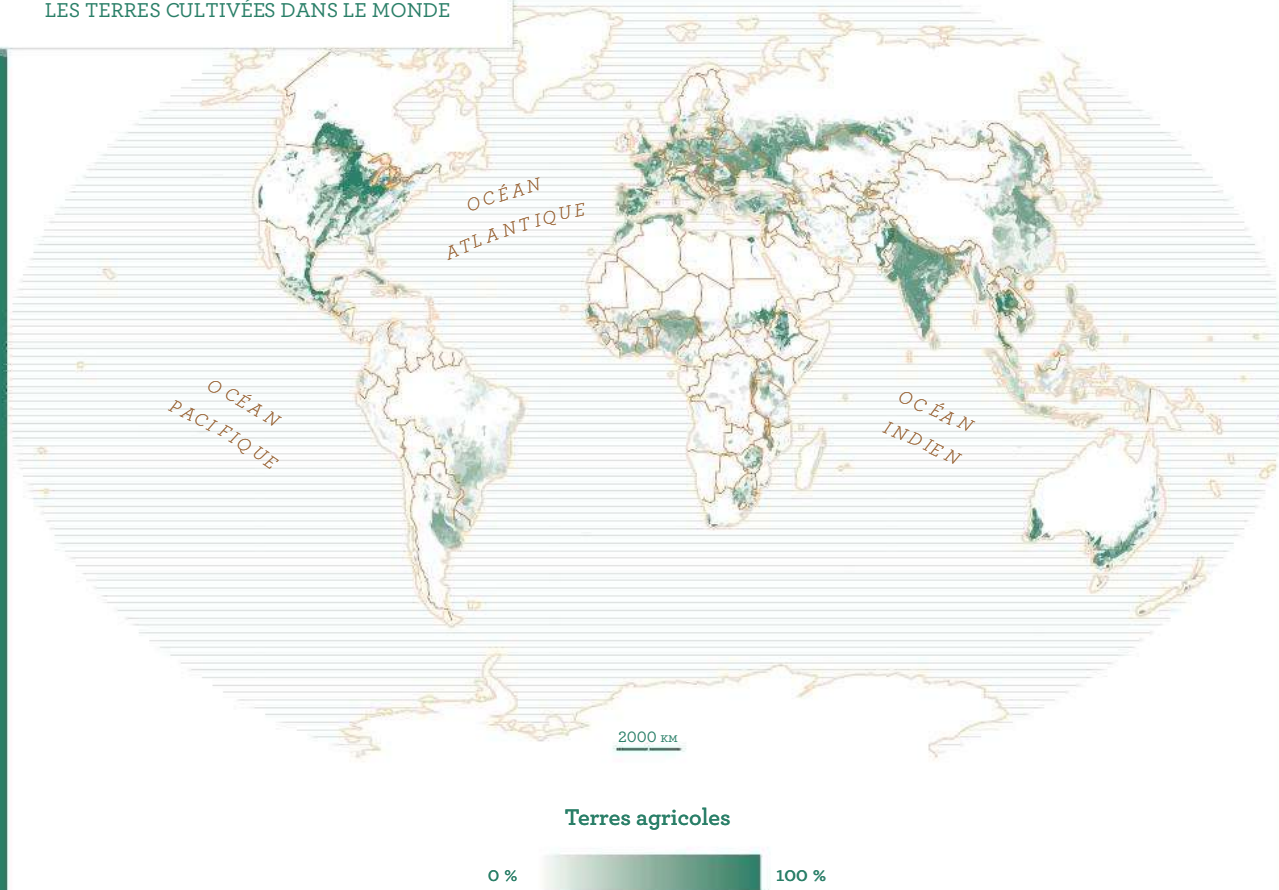
FOCUS

Avec la production d'énergie, les terres cultivées pour l'alimentation sont soumises à un nouveau concurrent. L'idée de produire des biocarburants a germé dès les crises pétrolières de 1973 et 1979. Le Brésil s'est le premier lancé avec sa filière éthanol à partir de canne à sucre. Cette production a connu surtout un engouement depuis le début des années 2000, poussé par l'anticipation de l'épuisement pétrolier et de la prise de conscience des changements climatiques, les biocarburants étant présentés comme des facteurs de réduction des gaz à effets de serre. Si les biocarburants n'ont pas un bilan carboné aussi favorable qu'on a pu le dire, leur développement s'est poursuivi au point de concurrencer les cultures alimentaires. Ceci n'est pas sans effets comme on a pu le voir lors de la crise agricole de 2007-2008 où le remplacement de cultures alimentaires par des agrocarburants a pesé dans le renchérissement des prix agricoles. Assouvir la faim d'énergie peut produire la faim.

À RETENIR

Les terres arables permettent de produire suffisamment d'aliments pour une planète qui est passée de 1,5 milliard d'habitants en 1900 à plus de 7 milliards aujourd'hui. Même si certaines régions ne peuvent déjà plus trouver de solutions par elles-mêmes à leur équation alimentaire, les réserves de terres devraient globalement permettre de résoudre l'accroissement de la population. Cependant, des menaces pèsent sur les terres, depuis la concurrence des autres usages jusqu'à leur dégradation et leur artificialisation.

LES TERRES CULTIVÉES DANS LE MONDE



EAUX CONVOITÉES

De l'Asie du Sud au Moyen-Orient, de l'Andalousie à l'Amérique précolombienne, ont émergé des civilisations hydrauliques fondées sur la maîtrise de l'eau. Cette maîtrise a pu pallier les aléas pluviaux dans des régions souvent arides. Le lien entre civilisation et maîtrise de l'eau est tellement consubstantiel qu'en perse le mot *āb* (eau) est le radical d'*ābadan* (civilisation). Par-delà le rayonnement lié à la maîtrise hydraulique, l'anthropologue Karl Wittfogel, à l'origine

Sans les gains de productivité de l'irrigation, 500 millions d'hectares de plus seraient nécessaires pour produire autant que maintenant.

du concept de civilisation hydraulique, a montré combien l'eau a été un élément déterminant de certaines constructions étatiques. La nécessité de développer de grandes infrastructures d'irrigation a poussé à l'établissement d'organisations centralisées, voire autoritaires. Quelle que soit la validité de cette thèse, force est d'admettre que les régions faisant face à un manque d'eau

- qui peut se mêler à des inondations - ont inventé toutes sortes de techniques pour pomper de l'eau dans les fleuves ou les nappes, sans perdre de vue les techniques d'optimisation de l'eau d'irrigation, notamment au travers de la technique chinoise ou inca du terrassement.

UNE RÉVOLUTION HYDRAULIQUE

Après cette première révolution hydraulique au long cours, une révolution beaucoup plus rapide dans le temps s'est produite depuis les années 1950. Aussi prestigieuses furent-elles, ces

techniques ont été en partie supplantées par des travaux de grande hydraulique au cours du XX^e siècle. Basé notamment sur les grands barrages, l'essor quantitatif a été sans commune mesure avec le précédent siècle, dans un contexte de pression démographique sans précédent. Si la surface irriguée couvrirait 110 millions d'hectares en 1950, elle tourne de nos jours autour de 330 millions, soit 20 % des surfaces cultivées mais 40 % de la production.

Considérée comme un facteur de productivité essentiel, l'irrigation a été notamment au cœur des révolutions vertes qui se sont produites en Asie, de loin le continent le plus couvert en irrigation. Avec environ 230 millions d'hectares irrigués, ce continent représente plus de 70 % de la superficie mondiale d'irrigation, en sachant que la Chine et l'Inde totalisent à elles seules 220 millions d'hectares - soit 42 % du total mondial, qu'on doit quand même ramener aux 40 % de la population mondiale qui s'y trouve.

Ailleurs, l'irrigation s'est également développée, notamment en Europe et aux États-Unis qui sont devenus des poids lourds de l'agriculture mondiale.

Toutefois, eu égard à leur climat tempéré qui restreint la nécessité d'irriguer et à leur moindre taille, les surfaces irriguées sont bien moindres : 26,4 millions aux États-Unis et moins de 10 millions en Europe. S'ils contribuent peu à la surface irriguée totale, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient n'en sont pas moins les régions où l'irrigation est la plus incontournable eu égard à la faiblesse de la ressource pluviale. Cas extrême dans cette région, l'Égypte - qui ne reçoit pratiquement pas de précipitations - a une surface irriguée équivalente à sa surface cultivée. Autre fait à noter, l'Afrique est le continent le moins irrigué de la planète. Non pas que l'agriculture pluviale suffise mais parce que ce continent souffre d'un manque de développement de ses infrastructures.

UNE NOUVELLE RÉVOLUTION

Si en Afrique, l'irrigation est donc appelée à s'accroître afin notamment de sécuriser les revenus des paysans, partout ailleurs l'heure est plutôt à sa limitation. Sur le plan environnemental, une irrigation mal conduite a fortement

dégradé les sols, notamment du fait de leur salinisation, tandis que beaucoup de nappes voient leur niveau diminuer. La pression de l'irrigation a même fait disparaître la mer d'Aral et beaucoup de zones humides. Sur le plan social, l'agriculture irriguée entre en compétition avec les autres usages en plein essor, à commencer par les besoins d'eau potable, du fait des transitions démographiques plus ou moins avancées.

Sur le plan géopolitique, le poids des prélèvements liés à l'irrigation aiguise les rivalités entre États riverains d'un bassin partagé. Quand il est question de guerres de l'eau, ce sont bien des guerres de l'irrigation qui se produisent, l'eau étant utilisée à 70-80 % par cette activité dans les régions arides concernées. L'heure n'est cependant pas à l'arrêt de l'irrigation, car la sécurité alimentaire est en partie conditionnée par l'usage de l'eau, mais à son optimisation. Il s'agit surtout de faire des économies d'eau *via* entre autres la réfection des réseaux, la conversion technologique et culturelle vers des systèmes et des productions économes en eau, le pilotage plus fin de l'irrigation, la tarification juste et la concertation entre usagers.

FOCUS

L'eau nécessaire au processus de production varie selon les plantes et les espèces animales. En production végétale, cette eau dite virtuelle varie d'un climat à un autre et d'une variété à une autre. Dans le domaine animal, la quantité d'eau virtuelle nécessaire dépend du climat, qui conditionne la consommation en eau des animaux, mais également des rations alimentaires. Malgré ces réserves, on peut retenir que la production d'un kilogramme de céréales et d'un kilogramme de viande requiert respectivement 1 000 et 13 500 litres. Attention toutefois aux conclusions hâtives : étant donné que la viande dégage une forte valeur ajoutée et que ce sont surtout les céréales présentes dans les rations de ces animaux qui élèvent l'eau virtuelle de la viande, il peut être préférable pour un pays aride d'importer des céréales et de les faire manger sur place par du bétail. En cultures végétales, mieux vaut pour un pays aride produire des légumes secs dont la production est économe en eau.

À RETENIR

L'eau peut venir directement du ciel, permettant ainsi l'agriculture pluviale. Elle peut aussi venir des forages, des rivières ou des retenues d'eau, permettant l'irrigation. Quand les terres sont irriguées, la productivité s'accroît et la pauvreté recule. Pour autant, après avoir été un attribut des civilisations hydrauliques puis un moteur du développement de certains États contemporains, l'irrigation est aujourd'hui sous pression, du fait de ses incidences environnementales, sociales et géopolitiques.

LES SURFACES IRRIGUÉES EN POURCENTAGE
DE LA SURFACE CULTIVÉE



Pourcentage des surfaces irriguées

0 %



100 %

MERS NOURRICIÈRES

La sécurité alimentaire ne repose pas uniquement sur les récoltes à terre : les produits de la mer s'avèrent déterminants. À l'échelle mondiale, 20 % de l'apport en protéines animales pour les populations proviennent de la pêche et de l'aquaculture. Cette part tend à progresser, tout comme le nombre d'individus consommant des produits de la mer. Au cœur des dynamiques géopolitiques sur les ressources marines se trouve donc une problématique alimentaire importante.

L'OFFRE ET LA DEMANDE EN TENDANCES

La consommation de produits de la mer par habitant et par an est passée de 9 à

20 kg au cours des cinq dernières décennies. Un Japonais en consomme 50 kg chaque année, un Chinois 35, un Français 33, un Européen 22, mais le chiffre tombe à 10 pour un Brésilien et à 5 pour un Indien. Pour répondre à ces besoins, la production a dû suivre le rythme. De 40 millions de tonnes (Mt) au début des années 1960, elle est passée à 178 Mt de nos jours, dont 85 % sont destinés à la consommation humaine. Si la part de la pêche représentait l'intégralité de la production dans les années 1960, avec environ 96 Mt, elle reste stable depuis les années 1990 dans l'offre de produits de la mer. En revanche, celle de l'aquaculture explose. Elle qui atteignait à peine 20 Mt au

début de la décennie 1990, a franchi les 40 Mt au début du millénaire et dépasse désormais la barre des 80 Mt.

Comme les produits de la terre, ceux de la mer se concentrent dans peu de zones en termes de production. La Chine est le seul pays dans le monde à capturer 15 Mt en pêche. Loin derrière se trouvent l'Indonésie et le Pérou (7 Mt), les États-Unis, l'Inde et la Russie (5 Mt). En Europe, la Norvège est leader (2 Mt), suivent l'Espagne (1 Mt) et la France (0,5 Mt). L'ensemble de l'UE représente 4 à 5 Mt en moyenne. Au niveau de l'aquaculture, sur les 80 Mt au total, la Chine (50 Mt), l'Indonésie et l'Inde (7 Mt chacune) et le Vietnam (4 Mt) réalisent à elles seules

les trois-quarts de la production mondiale, hyper-polarisée donc sur l'Asie. Avec la croissance de la demande mondiale, la nécessité de commercer vaut aussi pour ces produits de la mer. 35 % de la production mondiale de poisson se retrouvent sur les marchés internationaux. Les échanges atteignent désormais 164 milliards de dollars (MUSD) par an, un montant trois fois supérieur par rapport au début du siècle. La Chine est le premier exportateur avec 21 MUSD, suivie par la Norvège (11), le Vietnam (8), la Thaïlande (6,5), les États-Unis, le Chili et l'Inde (6). Sur le plan des importations, les États-Unis sont premiers (20 MUSD), la France étant située au 5^e rang mondial.

DIMENSIONS ÉCOLOGIQUES, ÉCONOMIQUES ET STRATÉGIQUES

Les débats environnementaux s'intensifient à propos de ces activités économiques. D'un côté, la surexploitation des stocks de nombreuses espèces de poissons contrarie fortement l'activité halieutique. De l'autre, les controverses restent nombreuses sur l'empreinte des

fermes aquacoles sur la biodiversité. L'objectif de développement durable (ODD) n° 14 porte précisément sur les mers et les océans, dont la pêche et l'aquaculture. Les changements climatiques n'épargnent pas ces secteurs.

Les littoraux et la mer ne sont pas des espaces dédiés aux loisirs et au tourisme uniquement. L'économie bleue repose aussi sur la pêche et l'aquaculture. Pour de nombreux pays, la pêche artisanale et côtière s'avère indispensable en termes de revenus et de nourriture pour les communautés littorales et rurales. De même, le secteur halieutique peut constituer un pilier de l'économie nationale, à l'instar du Chili. Avec 4 000 kilomètres de front maritime, la pêche contribue pour 8 % du PIB et 16 % de l'emploi.

La lutte contre la pêche illicite, représentant 15 % du total des prises halieutiques mondiales, nécessite des moyens militaires conséquents. Vis-à-vis des

trafiquants et des pirates, les marines de guerre protègent les flux mais aussi ces produits nourriciers de la mer. En miroir à ce rôle sécuritaire se trouvent aussi des comportements plus agressifs, consistant à développer des straté-

60 millions de personnes dans le monde travaillent dans la pêche et l'aquaculture, soit un doublement en 30 ans. Plus de 80 % d'entre eux sont Asiatiques.

gies navales dans lesquelles l'accès aux ressources halieutiques est aussi visé. Dans les rivalités qui se dessinent entre riverains de la mer de Chine, les motivations liées à la pêche sont très prégnantes. Sur un autre registre, dans

les processus de négociations commerciales, les produits de la mer peuvent être utilisés à des fins politiques. La France, qui dispose du 2^e domaine maritime du monde avec sa zone économique exclusive, capitalise-t-elle suffisamment cet avantage en termes d'offre alimentaire et commerciale ?

F̄OCUS

Les pêcheurs britanniques ont massivement soutenu la sortie de l'UE (Brexit), exprimant la volonté de reprendre la maîtrise complète de leurs eaux territoriales. Le Royaume-Uni est la réserve poissonneuse de l'Union, assurant 40 % des captures de pêche européenne. La moitié des prises françaises se font dans les eaux anglaises ! 75 % des exportations britanniques de produits de la mer partent sur le marché européen. Le départ du Royaume-Uni de la Politique commune de la pêche (PCP), instaurée en 1983, bouleverserait l'accès aux eaux territoriales et la gestion commune de la ressource halieutique. En l'absence d'accord, les risques sont multiples : fermeture des zones de pêche britannique aux navires européens, distorsions de concurrence, surexploitation de la ressource, instauration de nouvelles barrières commerciales et sanitaires aux échanges... Quand l'Europe va mal, l'agriculture et la pêche souffrent et perdent leurs repères construits depuis un demi-siècle.

À RETENIR

Depuis un demi-siècle, la progression annuelle mondiale de consommation de poisson représente le double de la croissance démographique. La mer est indispensable pour nourrir la planète ! La pêche et l'aquaculture sont également des secteurs clefs de l'économie pour beaucoup de pays. Les captures de pêche et les productions aquacoles sont concentrées géographiquement. Plus du tiers des stocks de poissons est surexploité. La durabilité de ces ressources est en jeu.

NOMBRE D'EMPLOIS DANS LES SECTEURS DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE DANS LE MONDE

AMÉRIQUE DU NORD
218



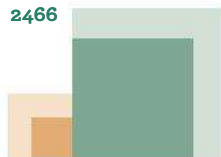
EUROPE
445



ASIE
50468



AMÉRIQUE DU SUD ET CARAÏBES
2466



AFRIQUE
5671



OCÉANIE

342



342 Nombre d'emplois dans les deux secteurs en 2016 (en milliers)

■ Pêche en 1995
■ Pêche en 2016

■ Aquaculture en 1995
■ Aquaculture en 2016

ENCORE LA FAIM

Le droit à l'alimentation est reconnu par la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. De fait, les États ont l'obligation de le faire respecter. Parmi les ODD, le deuxième vise à éradiquer la faim d'ici 2030. Mais 800 millions d'individus, généralement pauvres et habitant en milieu rural, luttent encore pour accéder à l'alimentation et vivre dignement.

UNE PROBLÉMATIQUE ANCIENNE ET COMPLEXE

Le manque de nourriture a toujours existé. Aucune personne ou société subissant cette situation n'a survécu. Cette triste réalité repose sur trois paramètres qui traversent les époques et parfois se

combinent dramatiquement : la pauvreté, la guerre et l'accident climatique. La faim est avant tout liée à des problématiques d'accès. De trop faibles revenus, des systèmes politiques autoritaires et des insécurités hydriques ou foncières pèsent davantage dans l'équation que la seule variable des productions alimentaires dans le monde.

L'économiste britannique Thomas Malthus, à la fin du XVIII^e siècle, était déjà inquiet pour l'avenir de la planète en raison de la croissance démographique qui serait la cause d'une inexorable insécurité alimentaire exponentielle. De nos jours encore, certains estiment que nous sommes trop nombreux sur Terre

et qu'il conviendrait de réguler, y compris par la force, les courbes de la population. Jusqu'à présent, l'agriculture et ses innovations ont pourtant réussi à suivre l'augmentation de la demande en produisant les quantités nécessaires. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le médecin et sociologue brésilien Josué De Castro a montré que la faim procède de corrélations entre des facteurs géographiques et des phénomènes de caractère politique. Il a aussi souligné que la sécurité alimentaire n'est jamais définitivement acquise et reste soumise à une profonde stabilité sociopolitique.

En outre, les guerres provoquent des instabilités à tous les niveaux du quotidien. Elles poussent les individus dans la pauvreté, la migration forcée et parfois, voire souvent, dans la faim. L'inflation du prix des aliments, la destruction d'infrastructures et les rivalités inévitables qui s'installent en zones de combat complexifient la donne pour se nourrir régulièrement. La nourriture sert parfois d'arme de guerre pour assujettir des communautés ou les anéantir. Elle peut soutenir des mécanismes de contrôle et d'enrôlement des populations qui trouvent avant tout de l'alimentation auprès de leurs dirigeants ou nouveaux protecteurs. Au cœur de trocs et d'échanges de première nécessité, la nourriture façonne des complicités sociales et dessine parfois des alliances politiques. Si les famines d'origine naturelle sont devenues exceptionnelles, il est évident que les insécurités alimentaires

« Peu de phénomènes ont influé aussi intensément sur le comportement politique des peuples que la tragique nécessité de manger. »
Josué De Castro (1952)

peuvent être induites ou exacerbées par des chocs météorologiques. Des catastrophes naturelles comme les inondations, séismes, cyclones, ou sécheresses viennent chambouler, à courte comme à moyenne échéance, les termes de l'équation agricole et alimentaire dans les territoires touchés.

TOUJOURS DES FAMINES

Malgré la hausse des disponibilités alimentaires moyennes par personne, la seconde moitié du XX^e siècle a connu des famines (Chine, Éthiopie, C a m b o d g e , B a n g l a d e s h , Nigéria, Corée du Nord...). La sensation de faim ne saurait néanmoins être comparée à celle du passé. Les conditions de vie et la pénibilité du travail ont changé. L'explosion des moyens de communication et donc d'intervention a réduit les risques d'ignorance ou d'isolement

territorial. Cela ne doit toutefois pas masquer les crises alimentaires aiguës qui touchent encore certains pays (Somalie, Niger, Soudan du Sud, Syrie, Yémen...). Le monde génère toujours plus de richesses, mais produit davantage d'inégalités. Les chiffres de la faim sont éloquentes : elle touche environ 820 millions de personnes de nos jours, soit 11 % de la population mondiale. Il faut néanmoins souligner la réduction en valeur relative sur un demi-siècle, car 30 % des êtres humains souffraient de la faim dans les années 1960. En outre, deux éléments distincts sont à préciser. D'abord, le retard de croissance des enfants lié à des carences alimentaires et au manque de nourriture touche 20 % des jeunes de moins de 5 ans dans le monde, 3 % en Europe ou en Amérique du Nord mais un tiers en Afrique subsaharienne. Des disparités régionales majeures s'expriment sur la carte de la faim. Toujours présente en Asie, elle tend à y régresser, à la différence de l'Afrique subsaharienne où elle frappe un habitant sur quatre aujourd'hui ! L'aide alimentaire se concentre donc essentiellement vers ce continent à la sismicité géopolitique élevée.

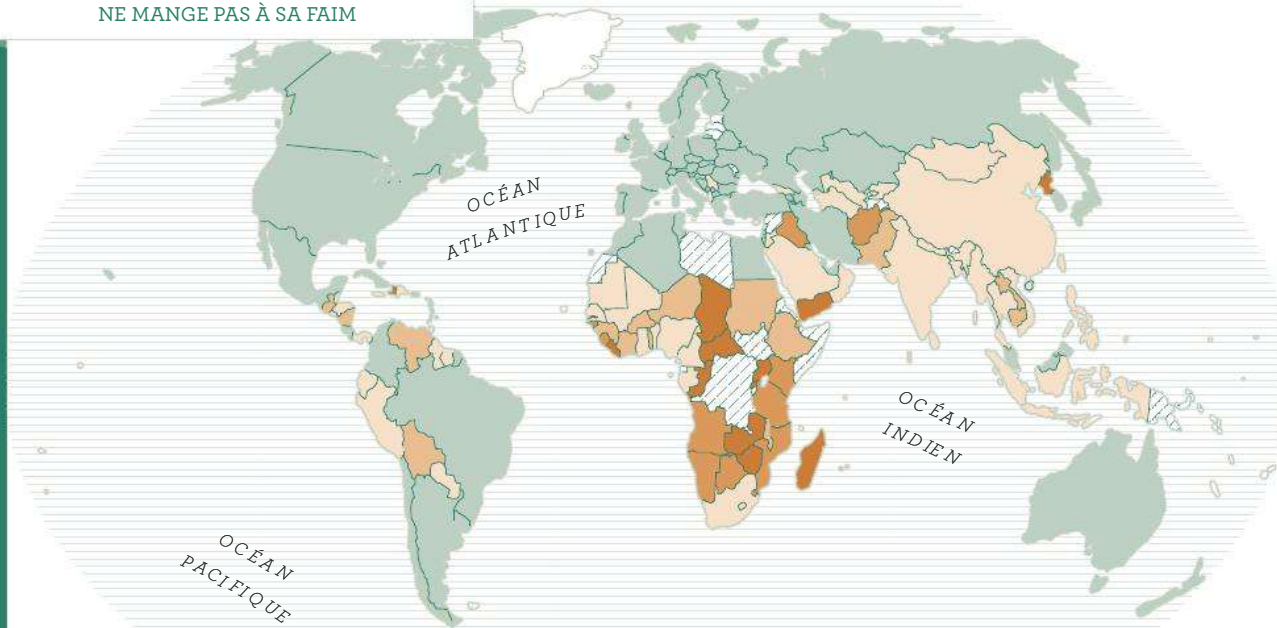
FOCUS

La dernière décennie a vu se combiner plusieurs types de crises. La flambée des prix alimentaires entre 2006 et 2008 a non seulement fragilisé les marchés mondiaux, dérégulé des approvisionnements locaux mais surtout perturbé le pouvoir d'achat des individus. Pour les plus pauvres, qui consacrent plus de la moitié de leur budget mensuel pour se nourrir, toute inflation transforme le quotidien alimentaire. Le nombre de personnes sous-alimentées avait ainsi atteint le milliard en 2009 en raison de ces tensions agricoles mondiales mais aussi de la crise financière qui sévissait. Des revenus en baisse ou un chômage de longue durée accentuent les contraintes de dépense. Les ménages resserrent alors les frais alimentaires, plus élastiques que ceux du logement, du transport ou de l'énergie. Ce choix se fait généralement au détriment de la qualité des produits consommés. Malgré des systèmes de transferts sociaux et un vaste tissu d'associations de solidarité, 40 millions d'Européens n'ont pas accès à un apport alimentaire quotidien suffisant.

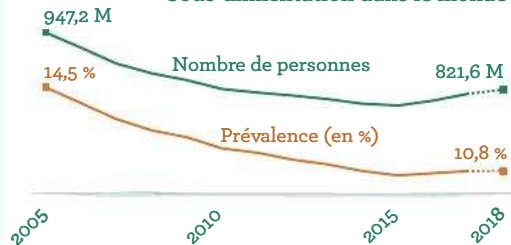
À RETENIR

La géopolitique est intimement liée à l'alimentation. La peur de manquer de nourriture a toujours obsédé les esprits. Si les êtres humains ne cessent d'innover et de repousser les limites du champ des possibles, y compris en agriculture, la faim demeure une réalité pour 11 % de la population mondiale. Alors que la pauvreté et l'isolement renforcent ces insécurités alimentaires, ce sont généralement les conflits et les accidents climatiques qui les provoquent ou les entretiennent.

1 PERSONNE SUR 9 DANS LE MONDE
NE MANGE PAS À SA FAIM



Sous-alimentation dans le monde



Prévalence de la sous-alimentation (en %)

- Moins de 5 %
- Entre 5 et 15 %
- Entre 15 et 25 %
- Entre 25 et 35 %
- Plus de 35 %
- Données non disponibles

BOMBES URBAINES

En 2007, une rupture mondiale se produit : la population urbaine (alors qu'elle représentait 10 % au début du xx^e siècle) dépasse la population rurale. En 2030, deux tiers des êtres humains vivront en ville et 75 % des richesses mondiales y seront produites. Alors qu'elles n'étaient qu'une centaine environ en 1950, le nombre de villes de plus d'un million d'habitants atteint 650 désormais et pourrait franchir la barre des 1 000 vers 2035. D'ores et déjà, 35 mégapoles ont franchi les 10 millions d'habitants. Nourrir ces populations est un défi en termes de gouvernance publique, de logistique et d'accessibilité pour tous.

QUELLE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES VILLES ?

Si l'urbanité s'étale et domine, l'alimentation détermine toujours le pouvoir dans le monde. Il serait dangereux de considérer pour acquis et valant pour tous les quatre piliers de la sécurité alimentaire : disponibilité, régularité, accessibilité et qualité, car cette réalité reste fragile et le privilège d'une minorité à l'échelle du globe.

Les quantités de nourriture en ville proviennent très majoritairement de l'extérieur et souvent de loin. Quand bien même des aliments sont produits

en ville ou en zones périurbaines, la consommation de ces populations repose sur le travail des agriculteurs, de leur pays ou d'ailleurs. C'est ici un premier élément de la sécurité à rappeler, car l'autarcie urbaine n'est pas possible, sauf à envisager des régimes alimentaires drastiques pour une population forcément réduite. Le deuxième pilier qu'est la régularité exige que les infrastructures et les acteurs de la distribution soient en capacité de proposer, sans rupture et sans exclusion, de la nourriture dans chaque recoin de la ville. Dans les pays développés, la constance des approvisionnements impose ainsi

une fluidité logistique de jour comme de nuit, pour assurer au consommateur urbain de trouver des produits à profusion sur les étals des magasins. À tel point qu'il s'est habitué à avoir le choix. Néanmoins, dans beaucoup de villes, les marchés ou les rayons ne sont pas toujours abondants ou régulièrement approvisionnés. Le risque de pénurie s'accroît avec l'éloignement des espaces de production ou de la mer par laquelle arrive l'alimentation de l'étranger.

La problématique de l'accessibilité est essentiellement d'ordre économique. En fonction de leur pouvoir d'achat, les populations se procurent de la nourriture avec plus ou moins de facilité. Dans les villes des pays du Sud, si le prix des aliments explose, le budget des ménages pauvres est mis sous tension et des agitations populaires peuvent se produire, comme ce fut le cas en 2007-2008. C'est d'ailleurs ce risque politique qui conduit beaucoup de pays à sécuriser au maximum leurs approvisionnements. Enfin, les habitants ont tendance à se soucier de la qualité de leur nourriture. Les classes moyennes urbaines, sur tous les continents, réclament de la quantité et de la sûreté dans les produits qu'ils

consomment. L'importance du conditionnement et des chaînes du froid, de la traçabilité et des contrôles sanitaires s'amplifie dans ces circonstances.

QUELLE GOUVERNANCE ALIMENTAIRE EN MILIEU URBAIN ?

La sécurité alimentaire urbaine est une priorité stratégique. Les pouvoirs publics le savent depuis toujours. Par le passé, une ville où la nourriture était rare devenait révolutionnaire. Si cela reste vrai de nos jours, il faut désormais garantir une alimentation saine et variée, sans inflation des prix ! Cette contrainte pour les gouvernements s'est également traduite par des positions commerciales à prendre pour les opérateurs du secteur, de l'agroalimentaire à la distribution en passant par le transport.

Quelle politique mettre en place demain pour nourrir les villes ? Comment concilier cet enjeu avec celui de la protection de l'environnement ? Certaines villes, qui en ont les moyens agricoles, privilégient les productions de proximité dans un schéma de sécurité alimentaire

territorialisée et d'économie davantage circulaire. D'autres, dotées de ressources financières et urbanistiques, cherchent des réponses innovantes dans la verticalisation. Les fermes urbaines se développent, comme à Tokyo au Japon, dans des bâtiments ultra-technologiques orientés vers le ciel ou dans des dispositifs souterrains. De nombreuses villes sont engagées dans une course contre le gaspillage : éviter les pertes d'aliments tout au long des circuits logistiques, cesser d'étaler la ville au détriment des terres agricoles, exploiter tous les espaces (comme les toits) pour produire ou coproduire de l'énergie. Mais ces dynamiques demeurent l'apanage des villes les plus développées. Les autres sont surtout engagées dans une course contre la montre : apporter l'eau potable au plus grand nombre, nourrir toujours plus de personnes, y compris dans les bidonvilles, construire les infrastructures de base, diversifier l'offre alimentaire, contrer le spectre de la « monstropolisation » insoutenable.

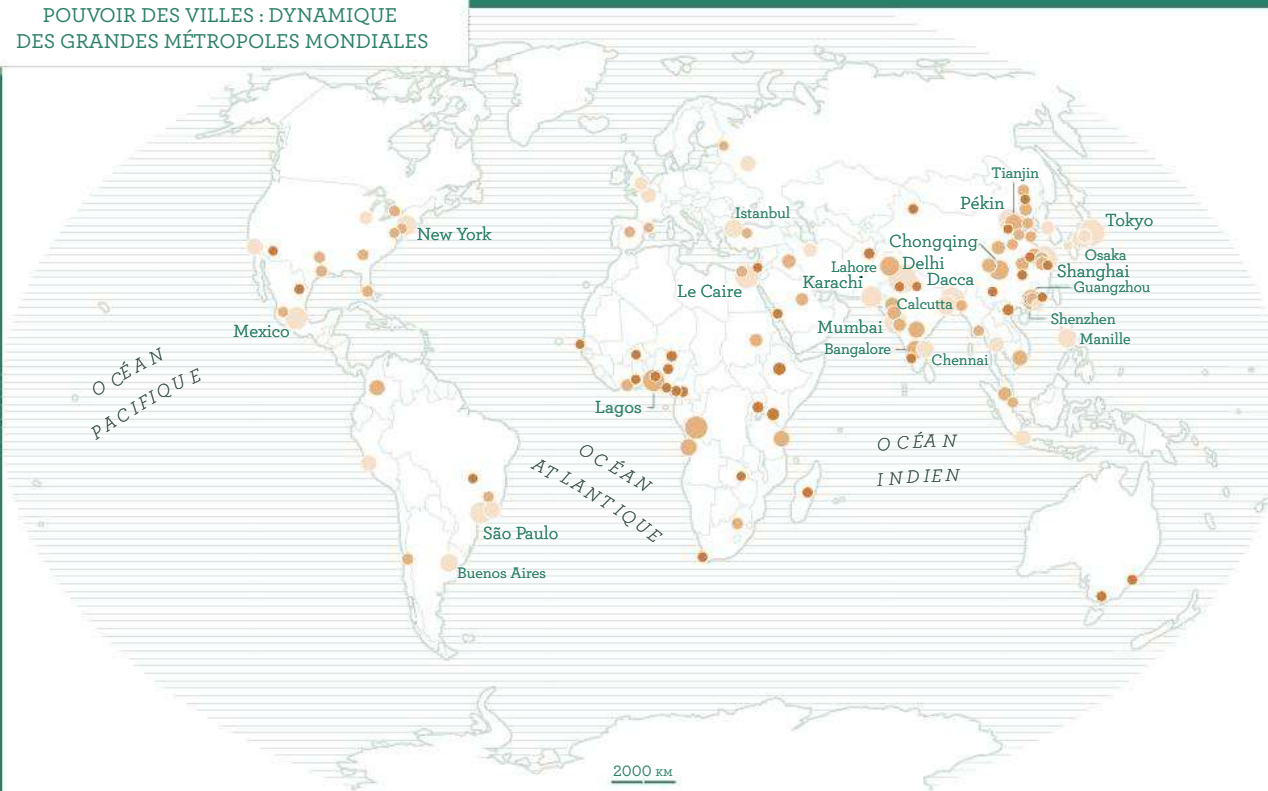
FOCUS

Urbanisation et littoralisation se conjuguent. Près des deux tiers de la population mondiale vit à moins de 60 kilomètres des côtes. D'ici à 2030, la Chine comptera 250 millions de citoyens en plus et 27 villes de plus de 5 millions d'habitants. La mégapole de Shenzhen, située à proximité de Hong Kong au sud-est du pays, était un village il y a moins d'un demi-siècle. Classée zone économique spéciale dès 1980, elle devient le symbole de la croissance économique chinoise et compte 13 millions d'habitants aujourd'hui. Au Nigéria, Lagos, devenue la plus grande ville africaine, semble déborder sur le golfe de Guinée. La population de la capitale a été multipliée par 100 en 60 ans, passant de 200 000 à 20 millions aujourd'hui ! Deux tiers de ses habitants vivent dans un bidonville. En Inde, Bombay présente à peu près les mêmes chiffres... D'ici à 2050, la Chine, le Nigéria et l'Inde polariseront ensemble le tiers de la croissance urbaine mondiale. Autant dire que les défis alimentaires sont énormes.

À RETENIR

La planète est de plus en plus urbaine. Un archipel de mégapoles, souvent au bord de la mer, concentre les pouvoirs économiques, logistiques et informationnels. La ville et ses habitants chassent progressivement les ruralités des priorités politiques. Pour rendre l'urbanisation soutenable, il faut néanmoins garantir la sécurité alimentaire, gage de stabilité sociale pour la cité et de développement pour les individus. Pour bien nourrir les mondes urbains demain, en quantité et en qualité, bonne gouvernance et innovation des acteurs seront indispensables. La ville intelligente passera toujours par là.

POUVOIR DES VILLES : DYNAMIQUE DES GRANDES MÉTROPOLES MONDIALES



Agglomérations
de plus
de 5 millions
d'habitants
à partir de...



En millions d'habitants



Villes qui seront les plus peuplées en 2035

- Mexico Plus de 20 millions d'habitants
- Osaka Plus de 10 millions d'habitants

DÉPENDANCES INTERCONTINENTALES

La sécurité alimentaire des populations passe inévitablement par des échanges, de proximité ou de longue distance, par voies terrestres, aériennes ou maritimes.

Si le troc reste fréquent, notamment dans les régions à forte instabilité politique, c'est bien le commerce qui régit massivement ces échanges de produits.

Les échanges entre les territoires sont depuis des millénaires à la base de l'alimentation. Ils ont aussi stimulé l'économie, favorisé

l'innovation, imposé l'aménagement d'infrastructures, brassé les cultures mais aussi les patrimoines génétiques

des plantes ou des animaux. À l'inverse, l'autarcie et la fermeture ont plutôt eu tendance à figer les civilisations. Le commerce permet de rapprocher l'offre de la demande, sachant que les inégalités climatiques, hydriques, foncières ou démographiques ne placent pas tous les pays du monde

D'ici 2050, la demande alimentaire mondiale augmentera de 50 %. La globalisation des échanges continuera à cohabiter avec un commerce de proximité.

dans la même situation vis-à-vis de l'agriculture.

D'ailleurs, ce concept sonne faux à l'heure où les cuisines se métissent. La globalisation des goûts a été permise par ces flux intercontinentaux de marchandises et le développement des communications, humaines ou virtuelles. Les grandes découvertes, à grands coups d'expéditions maritimes, ont ouvert les perspectives et les appétits. Les sociétés modernes ont ensuite exigé que ces produits soient sains, sûrs et tracés. À ces revendications s'est aussi superposée l'accélération des rythmes de vie et la quête frénétique d'une plus

grande rapidité pour tout dans la vie, y compris le contenu de son assiette. Les êtres humains sont désormais en quête de cette palette alimentaire élargie : avoir si possible de tout, tout le temps et à des prix les plus bas possibles.

L'INTENSIFICATION DES ÉCHANGES MONDIAUX

Le montant du commerce mondial s'élève à 20 000 MUSD par an, le triple du niveau enregistré au début des années 2000. Dans ces échanges, les marchandises agricoles et alimentaires représentent 8 %, soit 1 500 MUSD. Cette valeur est quatre fois supérieure à celle du début du millénaire. Cela résulte d'une hausse significative des besoins commerciaux en volumes et d'une inflation des prix depuis deux décennies. Si l'on examine les produits par grandes catégories, les échanges se sont accrues depuis le début du siècle, tant en valeur qu'en volume. Ils ont triplé pour les viandes, les produits laitiers et les céréales. Pour les huiles et les oléagineux, le commerce a quintuplé. Pour les fruits, le quadruplement depuis le début des années 2000 en fait les produits agricoles

les plus échangés en valeur aujourd'hui sur la planète.

Pour les grandes puissances agricoles, commercer fait partie des objectifs eu égard à l'influence et à l'économie que cela procure. Mais c'est aussi une responsabilité géopolitique, quand on sait à quel point des régions ou des pays ont besoin d'importer une partie de leur nourriture pour répondre à la demande locale. Demain, la nécessité de ce commerce persistera, même si nous assisterons à des relocalisations de productions.

Simultanément, les flux sont déjà devenus multidirectionnels, avec l'essor des échanges Sud-Sud notamment. Brésil, Chine, Indonésie, Inde, Argentine, Mexique, Vietnam, Malaisie, Russie et Thaïlande représentent en moyenne 30 % des exportations agricoles mondiales, soit le double par rapport à la décennie 1990 pour ces dix pays « émergents ».

QUAND LA LOGISTIQUE DEVIENT GÉOSTRATÉGIQUE

L'activité commerciale et la fluidité des échanges reposent sur un fin maillage

infrastructurel. L'initiative des nouvelles routes de la soie de la Chine s'appuie d'ailleurs sur un solide raisonnement logistique. Cette route doit être intermodale, avec un couple terre-mer particulièrement décisif en ce qui concerne les produits agricoles et alimentaires.

Pour ces derniers, 60 à 80 % du commerce mondial se réalise actuellement sur voies navigables (canaux, fleuves, océans), dans des péniches ou des porte-conteneurs. La route est également empruntée par des camions ou des trains, qui se branchent aux réseaux portuaires ou aéroportuaires. En effet, la plupart des produits frais ou sensibles (comme ceux de l'horticulture) voyagent par avion.

En conséquence, un embargo politique, une rupture physique ou un risque sanitaire peuvent perturber, voire entraver, ces routes commerciales pourtant vitales. Un autre enjeu essentiel est la réduction des gaspillages. Faute d'outils suffisants, de stockage conséquent, de chaîne de froid efficiente ou en raison de pratiques de distribution et de consommation peu responsables, un tiers des aliments produits dans le monde serait actuellement perdu.

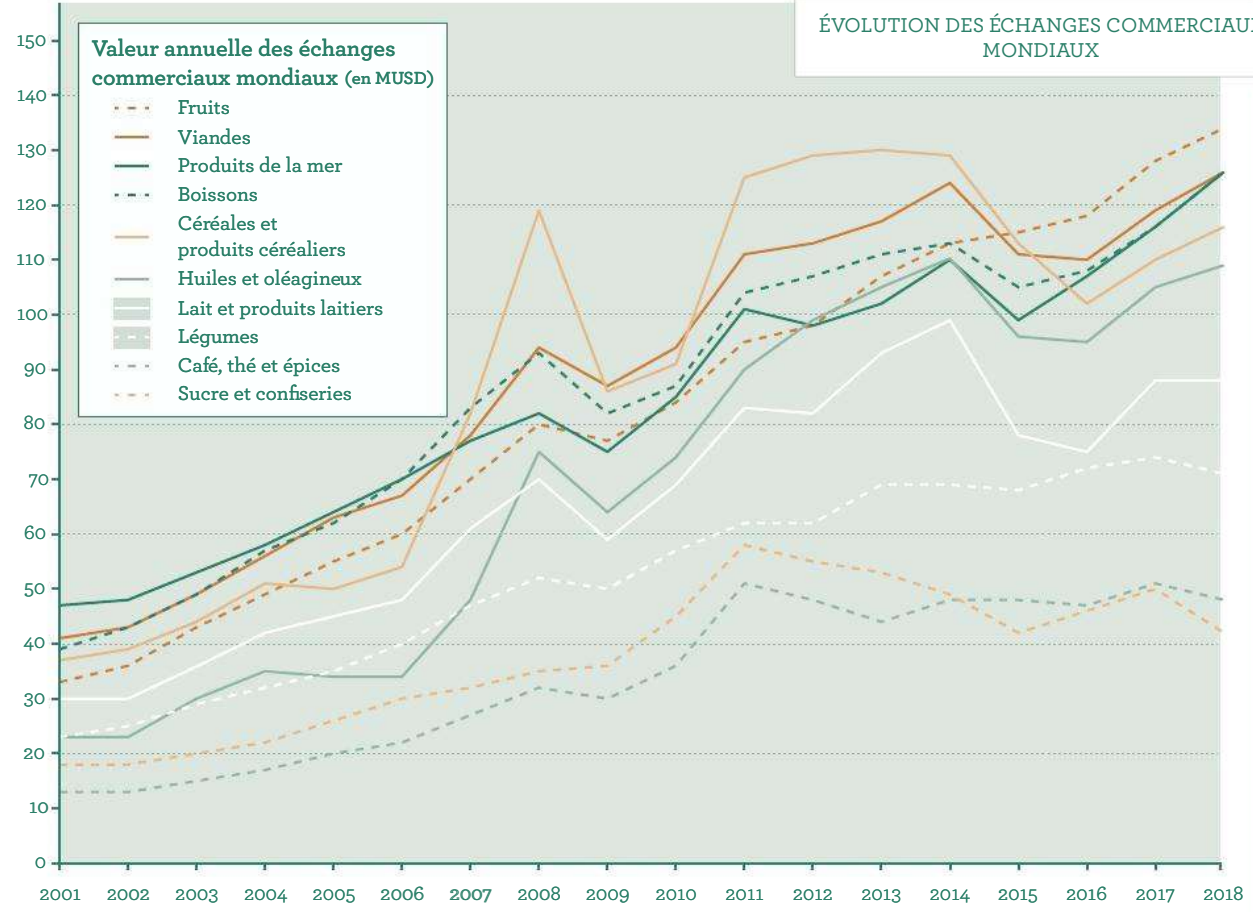
F̄OCUS

Les performances portuaires font la différence pour un commerce fluide et sûr. L'Asie domine le paysage et le secteur des conteneurs, miroirs de la globalisation alimentaire qui caractérise ces économies. Dans le Golfe persique, c'est la course à celui qui aura le plus grand *hub* pour le commerce agricole entre les continents européen, africain et asiatique. Autour de la mer Noire, les produits russes ont bénéficié de lourds investissements dans la logistique portuaire. Vancouver, Oakland et La Nouvelle-Orléans sont des fers de lance pour l'exportation agroalimentaire du Canada ou des États-Unis. En Amérique latine, le Brésil et l'Argentine comblent leur déficit logistique intérieur pour accroître leur expansion agrocommerciale vers le reste du monde, avec des corridors interocéaniques visant à relier les rives atlantique et pacifique. En les finançant en grande partie, la Chine sécurise ses importations de protéines et de soja. À long terme, les routes polaires du Nord pourraient ouvrir de nouvelles voies.

À RETENIR

Produire de l'alimentation et en assurer la circulation dans le temps et dans l'espace : voilà un défi qui existe depuis toujours et repose sur des équilibres complexes. Plus la démographie et l'interdépendance économique des nations ont progressé, plus les flux agricoles et alimentaires mondiaux se sont accentués. La globalisation des cuisines est venue amplifier la dynamique. Demain, en raison d'inégalités climatiques, géographiques et géopolitiques qui persisteront, le rôle de ce commerce et de la logistique sera renforcé. Cela se combinera (ou non) avec l'impérieuse nécessité d'une agriculture de proximité.

ÉVOLUTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX MONDIAUX



SANTÉS MENACÉES

La malnutrition associe parfois autant la faim (quantité) que les maladies d'origine alimentaire (qualité). Il est toutefois utile de bien distinguer ces questions afin de révéler à quel point les risques reposent de plus en plus sur des variables sanitaires. La sécurité humaine et collective est en jeu.

UNE SEULE SANTÉ, PLUSIEURS RISQUES

Au début du XXI^e siècle, le concept « une seule santé » émerge pour expliquer que la santé humaine et celle des animaux sont interdépendantes et liées à la santé des écosystèmes dans lesquels elles coexistent. Les maladies d'origine

alimentaire peuvent être provoquées par la présence de bactéries, virus, parasites, produits chimiques et toxines. Dans le monde, 1 personne sur 10 tombe malade en consommant des aliments contaminés. Les alertes sont récurrentes, résultant de fraudes, d'imprudences ou de concours fâcheux de circonstances. Au moment où la connaissance des faits s'affine, la perception des risques, réels ou supposés, s'amplifie avec l'hypercommunication. Si l'on mourait bien plus souvent empoisonné par le passé, avec quantité de nourritures insalubres et impropres à la consommation, le confort alimentaire atteint dans la majorité des sociétés contemporaines a

déplacé le curseur de la peur du quantitatif vers le qualitatif. Des événements, certes graves, ont entraîné de véritables psychoses, comme lors de la crise de la vache folle en Europe ou du scandale du lait infantile infecté à la mélamine en Chine. La sûreté des aliments s'est donc imposée dans les agendas stratégiques, avec simultanément une prolifération de normes visant à optimiser la traçabilité des productions. Ces évolutions ont eu des incidences sur le commerce mondial avec le pouvoir pris par les barrières non tarifaires et sanitaires.

À une époque marquée par l'intensification des flux humains et économiques,

les maladies circulent davantage. D'abord avec le bétail et la volaille. 60 % des maladies infectieuses humaines s'avèrent aujourd'hui zoonotiques (transmissibles des animaux aux êtres humains). Trois quarts des agents pathogènes des maladies infectieuses – comme le VIH, la grippe, Ébola ou récemment le Covid-19 – sont d'origine animale. Ces risques appellent à une vigilance scientifique, politique et transfrontalière de tous les instants. En zone de conflits, l'absence de vaccination des animaux représente un défi sanitaire considérable, tant au niveau local que de la région concernée. La géopolitique du pastoralisme s'épaissit alors davantage. Autre inquiétude grandissante, le bioterrorisme, à même de détruire des cultures agricoles ou de propager des agents zoonotiques dans les sociétés. Des recherches scientifiques, des solutions médicales et des mesures de protection sanitaire doivent donc être

2,8 millions de personnes meurent chaque année dans le monde du fait de leur surpoids ou de leur obésité, soit 5 décès par minute.

apportées à la hauteur de ces enjeux qui ne sont pas cantonnés au seul domaine de l'animal terrestre. L'aquaculture se prépare aux risques de maladies aquatiques. Le secteur du végétal est aussi scruté. La bactérie *Xylella fastidiosa* frappe les oliveraies du sud de l'Italie et d'autres pays de la Méditerranée, ébranlant l'ensemble de la filière oléicole régionale. Tout en apportant une alternative à l'usage des produits phytosanitaires, le biocontrôle devrait permettre de contrer ces ravageurs et espèces invasives qui s'attaquent aux cultures agricoles.

SURCHARGES INDIVIDUELLES, UN POIDS SUR LA PLANÈTE

La malnutrition, c'est aussi le fléau du surpoids et de l'obésité, qui n'épargne aucun continent. 2 milliards de personnes dans le monde se trouvent en surpoids. Alors que l'alimentation mériterait davantage de considération dans

l'éducation familiale et l'enseignement collectif, la surcharge pondérale frappe 6 % des enfants de moins de 5 ans, mais 10 % en Océanie et en Afrique du Nord. La proportion de personnes obèses a triplé depuis les années 1970. Elle touche désormais plus de 800 millions de personnes dans le monde, dont 20 % sont des enfants et des adolescents, et 40 % des adultes aux États-Unis. Ces données résultent de l'interaction de facteurs physiologiques, comportementaux et socioculturels. Les calories consommées sont souvent largement supérieures à celles dépensées. Un tel déséquilibre structurel expose les individus à des maladies dites « de surcharge », comme le diabète, l'hypertension ou les problèmes cardiovasculaires. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a qualifié l'obésité de première épidémie non infectieuse de l'histoire. Le coût lié à la prise en charge de ces personnes augmente et exige d'adapter les dispositifs médicaux. Or tous les États n'offrent pas de couverture sociale pour accompagner les soins. Ces inégalités affectent la stabilité des sociétés.

FOCUS

Depuis 2019, la peste porcine africaine (PPA) fait des ravages en Chine, où se trouve la moitié des cochons de la planète. Cette épizootie, pour laquelle il n'existe aucun vaccin, bouleverse les dynamiques socio-économiques dans les régions chinoises rurales de l'intérieur. Des millions de porcs ont été abattus par l'armée afin d'endiguer le fléau, qui se propage dans les pays voisins mais aussi dans le monde entier. Le prix de la viande de porc explose en Chine et sur les marchés internationaux. La PPA affecte aussi les cours du soja, dont la Chine est le premier importateur mondial pour nourrir son élevage. Ce type d'enjeux n'est pas nouveau. La peste bovine, complètement éradiquée en 2011, aurait accéléré la chute de l'Empire romain lors des grandes invasions du IV^e siècle durant lesquelles les troupeaux furent frappés par l'épizootie, provoquant la famine des populations. Elle aurait également handicapé les conquêtes territoriales de Charlemagne et joué un rôle dans le déclenchement des révolutions française puis russe.

À RETENIR

La malnutrition tue des millions de personnes dans le monde chaque année. Les maladies liées à l'alimentation sont d'origines diverses et prennent des formes multiples. Avec la mondialisation des échanges, l'imbrication des risques transfrontaliers se renforce. La santé des êtres humains est de plus en plus indissociable de celle des animaux et des végétaux. Par ailleurs, le surpoids et l'obésité progressent partout, posant des défis politiques, éducatifs et médicaux inédits dans l'histoire de l'alimentation.

L'OBÉSITÉ, UN ENJEU DE SANTÉ PLANÉTAIRE



Part de surpoids ou d'obésité pour les adultes par pays en 2016

Plus de 70 %

Entre 50 et 60 %

Entre 30 et 40 %

Moins de 20 %

Entre 60 et 70 %

Entre 40 et 50 %

Entre 20 et 30 %

Sans données

EMPREINTES RELIGIEUSES

Les dimensions culturelles et religieuses semblent mésestimées dans les analyses portant sur la sécurité alimentaire mondiale. Elles sont pourtant centrales pour comprendre l'évolution des consommations.

JE MANGE DONC JE SUIS !

Les pratiques et les choix alimentaires répondent en partie à des considérations culturelles ou culturelles. Ils sont fonction du territoire où chacun se trouve mais aussi de sa propre trajectoire, de ses rencontres ou de ses découvertes. Tout au long de son existence, le système alimentaire de l'individu se transforme. L'alimentation constitue un

marqueur fort de l'identité de chacun. Ce que nous mangeons nous définit en grande partie : à la fois pour notre propre santé mais aussi vis-à-vis des autres avec lesquels nous échangeons ou nous nous mélangeons.

À travers la nourriture d'un individu et de ses pratiques alimentaires, il est facile de connaître une dimension de son profil, y compris sur le plan religieux. Les interdits ou les tabous alimentaires, comme le respect de calendriers spécifiques, peuvent ainsi renseigner sur les croyances religieuses de la personne. Le rapport est étroit entre le système alimentaire et l'univers religieux ou non, c'est-à-dire le lien social de chacun. Ces

fondamentaux historiques ne disparaîtront pas demain.

La sécularisation des sociétés européennes et la montée de l'athéisme ont eu autant d'incidences sur les dynamiques alimentaires que celles liées aux évolutions économiques ou aux échanges commerciaux. Alors que le Nouveau Testament oblitère tout interdit alimentaire, certains pratiquants catholiques, protestants ou orthodoxes adoptent encore des comportements alimentaires au moment du Carême. Le judaïsme et l'islam interdisent la consommation de porc, avançant des arguments sanitaires. Dans ces deux religions, la nourriture

doit être *kasher* pour les premiers et *halal* pour les seconds. Ces prescriptions créent des marchés économiques spécifiques pour segmenter l'offre agroalimentaire en fonction des religions. La demande et le commerce de produits *halal* augmentent ainsi significativement dans le monde.

Les trois grandes religions monothéistes ont en commun de fixer des calendriers de jeûnes alimentaires : *carême*, *yom kippour* ou *ramadan*. Souvent, dans les familles pratiquantes, une prière avant de manger remercia Dieu d'avoir permis l'apport de cette nourriture, base essentielle de la vie. En Occident, l'alimentation est souvent le dernier maillon de religion dans les foyers peu pratiquants ou dans les sociétés sécularisées. Il y a souvent une expression religieuse plus affirmée dans l'assiette que dans les activités quotidiennes et la participation au culte. Le respect de ces prescriptions religieuses permet de vivre intimement et régulièrement sa religion, ou de maintenir un lien minimal avec elle. Préserver

des rites alimentaires, c'est aussi cultiver des liens familiaux et parfois faire partie d'une communauté. Cependant, ces

« Dis-moi
ce que tu manges,
je te dirai qui tu es. »
*Jean Anthelme Brillat-
Savarin (1825)*

prescriptions s'accompagnent parfois d'excès ou de radicalités. Ainsi, en Inde, les éleveurs de vaches sont désormais menacés des violences des nerfis du régime national-hindouiste du président Modi, qui prônent le concept d'Hindutva (hindouïté).

ÉTHIQUE ET CROYANCES ALIMENTAIRES

Parallèlement progressent des comportements alimentaires cherchant à répondre à ce triple défi : se nourrir correctement pour sa santé, le faire raisonnablement par souci de protéger la planète et privilégier des produits à forte responsabilité sociétale. Cette consommation éthique, qui ne s'arrête pas aux frontières des pays les plus développés, entend combiner santé, durabilité et sincérité. Ces trois impératifs s'imposent et imposent aux opérateurs de

la chaîne alimentaire, des producteurs aux entreprises de transformation, de mener des transitions en termes de méthode de cultures, de préservation des écosystèmes et de transparence dans leur modèle de fonctionnement. Ces consomm'acteurs sont nombreux parmi la génération des *Millennials*.

Le végétarisme ou le véganisme gagnent par exemple du terrain. Ce sont des régimes alimentaires, mais surtout des modes de vie et de consommer qui reposent sur un éventail large de croyances sociétales et de quête pour l'adoption de comportements « éthiques ». Le marketing s'est vite emparé de ces tendances, tout comme l'innovation pour proposer des protéines alternatives ou de la viande de synthèse. Ces niches s'amplifient à grands coups d'investissements financiers et de communication. En miroir, des produits sont vilipendés pour ne pas correspondre à l'alimentation durable et saine, sans forcément que la défiance ou le rejet soient motivés par des faits scientifiques avérés. Des croyances non rationnelles donc et parfois des radicalités condamnables se propagent facilement autour de la nourriture et de la santé.

FOCUS

Chez les hindous, l'absence de consommation de viande animale repose sur la métempsychose - la migration de l'âme humaine vers un autre être vivant (animal, végétal). Si le cheptel bovin de l'Inde est le plus grand du monde, sa production et sa consommation y sont faibles. La vache « sacrée » sert à donner du lait aux populations. Néanmoins, le déclin du sentiment religieux des ménages urbains, au pouvoir d'achat croissant, génère simultanément une progression des produits carnés sur les tables. Il faut dire aussi que le nombre de musulmans en Inde s'accroît. Dans le bouddhisme, le végétarisme est encouragé. Pour autant, nous ne pouvons pas expliquer la progression du nombre de végétariens dans le monde par une percée du bouddhisme. Sachons raison garder, même quand on parle de religion !

À RETENIR

L'alimentation, terrain intime de la vie, interagit constamment avec les valeurs et les croyances d'un individu. C'est une clef de lecture indispensable sur la sécurité alimentaire et les dynamiques de consommation dans le monde. Non seulement la religiosité des sociétés reste prégnante, mais simultanément de nouvelles croyances prennent de l'essor autour de l'alimentaire, chez des individus devenus consomm'acteurs.

HALAL, UN MARCHÉ EN FORTE CROISSANCE

Investissements mondiaux
dans le secteur alimentaire *halal* en 2018
(en millions de dollars)

667

Principaux pays de dépenses en produits alimentaires *halal* (en milliards de dollars)



Commerce de produits alimentaires *halal* dans le monde (en millions de dollars)

Exports : 124,7

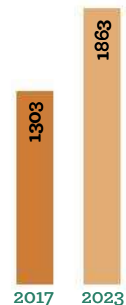


Imports : 191,5

PRINCIPAUX PRODUITS *HALAL* CONSOMMÉS

Produits végétaux	Produits transformés	Viandes et animaux vivants
92,5	63,2	35,9

Dépenses totales dans le monde en produits alimentaires *halal* (en milliards de dollars)



PARTIE 2

CONFLITS D'HIER
ET D'AUJOURD'HUI

QUAND LES CÉRÉALES FONT L'HISTOIRE

La naissance de l'agriculture, il y a 10 000 ans environ au cœur du Proche-Orient, repose sur la domestication du blé et de l'orge. Elle transforme les paysages et permet le développement des civilisations. L'expression « Croissant fertile » tient ici son origine. Une véritable économie émerge avec l'élevage qui complète la céréaliculture. Dans cette géohistoire agricole, les grains vont se retrouver au cœur des enjeux de pouvoir, assurant l'alimentation de base des populations et la stabilité des cités ou des nations.

LES CÉRÉALES POUR LA PAIX SOCIALE

Dans l'Antiquité, le blé conditionne la trajectoire des puissances athénienne et romaine. Toutes deux, dépourvues de ressources agricoles suffisantes à proximité, doivent recourir aux approvisionnements lointains pour ravitailler leurs habitants et soutenir leurs ambitions hégémoniques. Athènes pallie son déficit alimentaire par le jeu du commerce,

faisant venir ses céréales depuis les zones de production plus favorables que sont alors la Sicile, l'Égypte, la Syrie et surtout les rivages de la mer Noire. C'est plus précisément depuis le Pont-Euxin, l'actuelle Crimée, que les grains sont importés. L'Assemblée athénienne veille scrupuleusement à ce commerce et au prix des céréales dans la ville, où les risques de rareté et de spéculation sont redoutés. Les forces navales

s'emploient à sécuriser ces échanges en Méditerranée et le port du Pirée sert de porte d'entrée. C'est le poumon alimentaire d'Athènes. Plus tard, pour la Rome impériale, les mêmes problématiques entretiendront les visions stratégiques : achats de grains depuis les provinces africaines, flux logistiques administrés avec le service de l'annone, fonction du port d'Ostie pour apporter le pain aux Romains, centralité de cet aliment dans les relations entre le pouvoir et la population...

La situation n'est pas différente au Moyen Âge ou à l'époque moderne. Le système de la dîme, principal impôt religieux, prélève 10 % des moissons pour l'Église. Derrière l'argumentaire divin, l'objectif est bien d'anticiper d'éventuelles disettes dans une Europe instable, violente et peu productive. Le Royaume de France est particulièrement concerné par ces défis incessants. D'ailleurs, les céréales occupent une place non négligeable lors de la révolution de 1789, dont les prémices se font sentir lors des soulèvements populaires en 1775, connus sous le nom de « guerre des farines ». La volatilité du prix du pain et les instabilités agricoles

secouent ensuite la France, de manière chronique, pendant des décennies.

LES CÉRÉALES NOURRISSENT LA GÉOPOLITIQUE

Les conflits les plus récents soulignent l'acuité des questions alimentaires dans les dynamiques de puissance. En Asie, quand le Japon, fragile sur le plan agricole, décide d'envahir la Chine voisine en 1931, il attaque le grenier céréalier de la Mandchourie. Sise au nord-est du pays, cette zone est parmi les plus productives en riz de la région. Sur tous les continents, la recherche, l'accaparement ou la pénurie des denrées alimentaires ont rythmé le cours de la Seconde Guerre mondiale.

Par la suite, la croissance de la population et l'urbanisation obligent les agriculteurs à produire beaucoup plus. Le retour à la paix et le recours à la science permettent de satisfaire progressivement les besoins. Les céréales contribuent à leur manière à la construction et aux solidarités européennes. Ils favorisent l'émergence de l'Inde ou du Mexique. Les grains confortent aussi la puissance américaine, source d'une

part importante des exportations mondiales à partir du milieu du XX^e siècle. Les États-Unis comprennent que le blé servira leurs intérêts dans la rivalité Est-Ouest. Diplomatie, commerce et dissuasion céréalière s'entremêlent tout au long de la guerre froide contre l'Union soviétique (URSS). L'aide alimentaire américaine participe aux jeux d'alliance et d'influence vis-à-vis du tiers-monde notamment.

Le nouveau millénaire ne modifie en rien la réalité du passé. Plusieurs pays traversent une crise alimentaire en 2007-2008 quand la flambée des cours céréaliers sur les marchés mondiaux accentue la pression économique chez les importateurs et les ménages les plus pauvres. Les États du Maghreb et du Moyen-Orient connaissent alors des troubles sociopolitiques dans lesquels s'expriment les vulnérabilités céréalières. Une décennie plus tard, quand la rivalité géoéconomique bat son plein entre Washington et Pékin, les produits agricoles et céréaliers, notamment soja et maïs, se retrouvent au cœur des négociations.

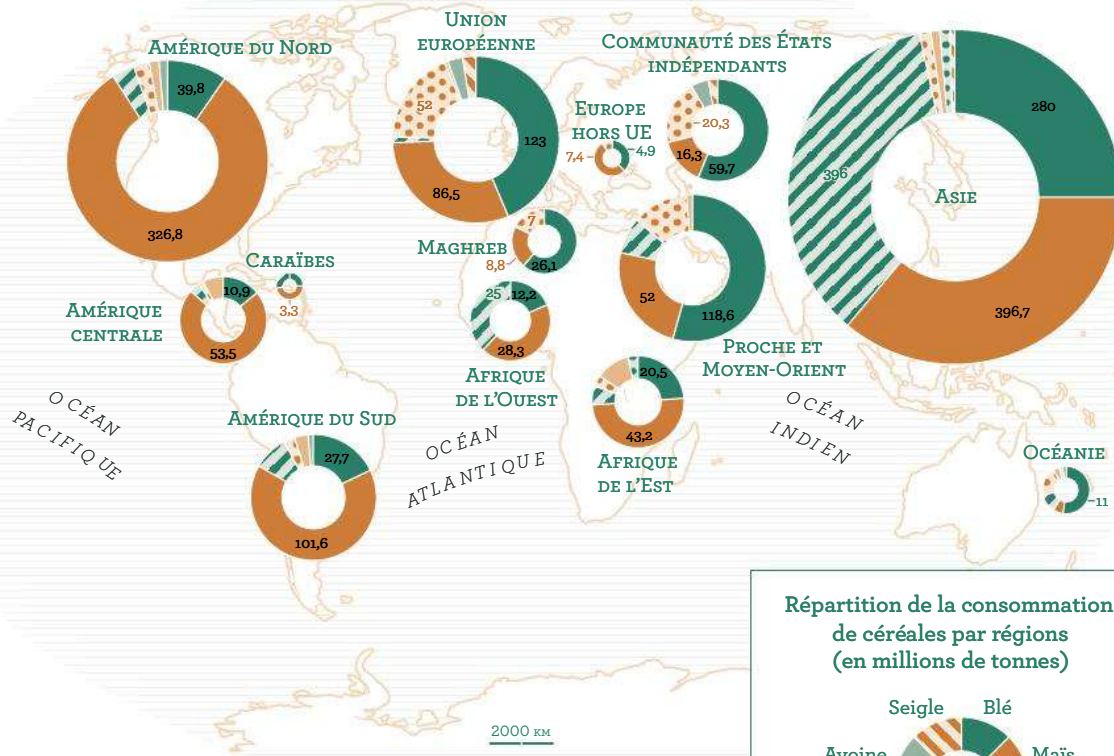
FOCUS

La souffrance de la France durant la Première Guerre mondiale n'est pas que militaire. Elle est aussi céréalière. Environ 4 millions de paysans quittent leur exploitation entre 1914 et 1918, soit deux tiers de la force agricole française. Plus d'un million d'entre eux vont périr ou revenir trop sévèrement blessés pour travailler par la suite. La pénurie de main-d'œuvre se double d'une baisse des moyens de traction, à l'époque les chevaux, et de la disponibilité des intrants (engrais potassiques, azote) utilisés alors dans la confection des explosifs. Déjà déficitaire, la production céréalière s'effondre. En 1918, les surfaces ont diminué d'un tiers par rapport à 1914. La production de blé chute de 60 %. En 1917, le rationnement pour le pain est instauré, le prix a triplé. La sécurité alimentaire de la France passe par les approvisionnements extérieurs, notamment depuis les colonies nord-africaines. Il faut attendre la fin des années 1960 pour que la France devienne indépendante en blé.

À RETENIR

À travers l'histoire, nombreux sont les épisodes socio-économiques et militaires dans lesquels les céréales occupent une place essentielle. Ces productions agricoles, premières garantes de l'alimentation humaine et animale depuis des millénaires, ne sont pas réparties de manière homogène entre les continents. Si les échanges internationaux corrigent ces inégalités et que le commerce de céréales s'avère stratégique pour la stabilité de la planète, ces dynamiques peuvent être contrariées par des conflits ou des rivalités de pouvoir.

QUELLES CÉRÉALES CONSOMMÉES DANS LE MONDE ?



Répartition de la consommation de céréales par régions (en millions de tonnes)



LA FACE CACHÉE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

La Seconde Guerre mondiale a révélé des stratégies agricoles, certes moins bruyantes que les stratégies maritimes, mais non moins centrales. À la conquête de nouvelles terres s'est opposée la résistance alimentaire. Trois pays illustrent ces logiques.

À LA CONQUÊTE DES TERRES DES AUTRES

Profitant de sa domination militaire, l'Allemagne a cherché à mettre en œuvre la doctrine de l'espace vital (*Lebensraum*)

initiée par le géographe allemand Friedrich Ratzel puis repensée par Karl Haushofer. Pour ces tenants d'une écologie sélective appliquée aux relations internationales, les États, tels des organismes vivants, se nourrissaient du sol et ils étaient appelés à engloutir les plus faibles dès lors que les besoins excédaient la capacité. Dans ces conditions de lutte pour le sol, la frontière marquait juste le rapport de force à un moment donné. Cette pensée territoriale avait d'autant plus d'écho après la Première

Guerre mondiale que l'Allemagne avait subi un blocus alimentaire pendant la Grande Guerre et qu'elle s'était vue privée de certains de ses territoires. Adolf Hitler était lui-même convaincu par la nécessité de conquête d'un espace vital ample : « *Le mouvement national-socialiste doit s'efforcer d'éliminer la disproportion qui existe entre notre population et la superficie dont elle dispose, considérant celle-ci autant comme source de*

nourriture que comme base de politique de puissance. » Dans cette logique, la Société alimentaire du Reich avait évalué que l'Allemagne devait acquérir 7 à 8 millions d'hectares supplémentaires. Avec le déclenchement de la guerre, les offensives successives dépassèrent de loin cet objectif. L'invasion de la Pologne apporta d'abord un réel potentiel sur le plan nourricier. De très nombreux paysans y furent expulsés et massacrés, mais l'Allemagne chercha à les remplacer, grâce au Pacte germano-soviétique, par des paysans germanophones de Russie. Cette quête de terres fertiles de l'Allemagne se poursuivit ensuite avec la tentative de conquête des *tchernozioms* de l'Ukraine et de la Russie dans le cadre de l'opération *Barbarossa* à partir de 1941. Mais ce fut celle de trop car, en rompant le pacte entre Berlin et Moscou, la réponse soviétique qu'elle déclencha provoqua le début de l'écroulement du nazisme.

Allié de l'Allemagne, le Japon, en quête de terres agricoles, avait également mis en œuvre une politique d'expansion territoriale. Il avait opéré un virage économique et politique depuis la restauration Meiji, inaugurée en 1868.

Tout devait conduire à l'industrialisation et celle-ci commençait par le fait de pouvoir nourrir sa population, de transformer les produits de l'agriculture et de trouver une réponse aux nombreux paysans sans terre du Royaume. L'expansion territoriale avait commencé par l'annexion de la Corée au début du XX^e siècle. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le Japon put ainsi compter sur les terres que ses ressortissants y possédaient tout en imposant des réquisitions alimentaires aux paysans coréens. Il en était de même de Taïwan dont les Japonais s'étaient saisis au début du XX^e siècle. Cette soif de terres poussa le Japon à profiter du conflit pour s'emparer de nouveaux territoires pour pouvoir rayonner en tant que puissance à l'issue du conflit. Cette démesure lui fut fatale, comme pour l'Allemagne.

NE PAS SUBIR

En face de cette alliance, il avait fallu ne pas subir. L'Angleterre adopta une véritable stratégie en ce sens. Très tôt industrialisée, elle avait négligé son agriculture, préférant faire venir les productions depuis son vaste empire

et ainsi contenir les coûts salariaux de l'industrie. Comptant environ 45 millions d'habitants à la veille du conflit, l'Angleterre importait alors 70 % de son alimentation. Cette dépendance se révéla être une fragilité dans le conflit, les Allemands faisant le siège des côtes britanniques pour rompre ses flux commerciaux et saper son industrie. Avant de reprendre le contrôle de ses voies d'approvisionnement à la fin de la guerre, Londres adopta une stratégie basée sur la maîtrise de la consommation et l'accroissement de la production locale. Un système de rationnement fut mis en place tandis que l'État fit son retour dans le domaine agricole. Par une politique volontariste, basée sur les comités agricoles de guerre, le nombre de tracteurs fut quadruplé et les terres labourées passèrent de 5,2 millions d'hectares en 1940 à 7,5 en 1945. Cette croissance de la superficie cultivée se fit au détriment des pâturages, les éleveurs étant largement subventionnés pour retourner leurs terres.








FOCUS

Occupée de 1940 jusqu'en 1945, la France dut faire face à la pénurie alimentaire. La prise du pouvoir par Pétain avait pourtant fait du paysan la figure centrale de la « Révolution nationale » qu'il avait appelée de ses vœux. Le monde agricole avait ainsi été encadré par la corporation paysanne créée en 1940. Mais cette supposée attention au monde agricole n'empêcha pas l'effondrement de la production et la mise en place du rationnement jusqu'en février 1949. Avec cette pénurie, liée en partie aux réquisitions allemandes, on sait combien la France subit le marché noir. Celui-ci consacrait les inégalités sociales – les plus riches pouvant s'adapter à la cherté des prix – quand il ne créa pas une nouvelle « élite » économique. Face moins obscure que le marché noir, les Français s'adonnèrent aux jardins familiaux, mais aussi aux solidarités intrafamiliales, *via* les fameux « colis roses » remplis de victuailles envoyées depuis les campagnes.

À RETENIR

L'insécurité alimentaire est étroitement liée à la guerre. Si l'actualité souligne encore cette évidence, elle n'a cessé de trouver régulièrement des illustrations au cours de l'histoire. Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'Angleterre et la France ont clairement montré ce lien. Plus intéressant sans doute à souligner est que la guerre a été aussi une conséquence de la volonté de sécurisation alimentaire voulue par l'Allemagne et le Japon. Enfin, beaucoup de paysans étant partis au combat, le rôle des femmes dans les exploitations agricoles s'est révélé essentiel.



-  Allemagne, États satellites et pays de l'Axe
-  Territoire de l'URSS non occupé
-  Zone d'invasion et d'occupation allemande
-  Pays neutres
-  Avancées allemandes
-  Limite de l'avancée allemande
-  Ligne d'occupation de l'URSS visée par les Allemands

* Frontières européennes
fn juin 1941

L'OPÉRATION BARBAROSSA :
À LA CONQUÊTE DES TERRES NOIRES

VIOLENCES ET HYDRO-HÉGÉMONIES

VIOLENCES HYDRAULIQUES

Le Moyen-Orient est régulièrement présenté comme l'arène la plus illustre des dites guerres de l'eau. Cette expression a fait florès à la fin de la guerre froide. Elle a été utilisée pour la première fois en 1991 par Joyce R. Starr. Dans son article pour *Foreign Policy*, il écrivit : « *La raison de l'invasion du Koweït par Saddam Hussein en août 1991 était le surpompage de celui-ci dans la nappe pétrolière partagée entre les deux États. Combien de temps encore faudra-t-il avant que les conflits d'aquifères entrent dans la terminologie commune du lexique des spécialistes du Moyen-Orient ?* » Après lui, nombre d'universitaires puis d'acteurs

politiques firent part de cet alarmisme hydropolitique. Et c'est presque toujours en se référant au Moyen-Orient qu'ils l'exprimèrent sans toujours faire remarquer qu'en représentant environ 80 % des usages de l'eau, l'agriculture est *de facto* le facteur essentiel de ces rivalités. Rappelons ici, d'ailleurs, que le terme « rivalité » vient de « rival » dont le premier sens, au pluriel, signifie ceux qui tirent leur eau du même cours d'eau (*rivus*) et qui s'opposent en de fréquents différends. Plus que de guerre de l'eau, mieux vaudrait parler de « violences hydrauliques », au sens où un rapport de force (*vis : la force*) déséquilibré suffit à imposer un mauvais accès en eau sans

recourir à la guerre. Le rapport de force consacre l'hydro-hégémonie.

DES ARÈNES DE CONFLIT

Cette hydro-hégémonie est liée au fait que les réseaux hydrographiques sont partagés entre États, de surcroît en situation d'hostilité : c'est le cas du bassin du Jourdain où Israël a établi une hydro-hégémonie au détriment du Liban, de la Syrie, des territoires palestiniens et, dans une moindre mesure, de la Jordanie. Les agissements de l'hydro-hégémonie israélienne sont en particulier observables dans les territoires

palestiniens. Par-delà les aquifères de Cisjordanie, cette vigilance israélienne sur les eaux du bassin du Jourdain – en particulier sur les projets agricoles les plus consommateurs en eau – a pu être clairement observée en 2002, lorsque le Liban a envisagé de retenir une partie des eaux du Wazzani, qui est un court affluent du Hasbani dont les eaux s'écoulent vers le lac de Tibériade. Après des médiation internationale, le Liban n'obtint qu'un accès pour l'eau potable et dut stopper ses projets agricoles beaucoup plus exigeants en eau. Ceci

en dit long sur le caractère central de l'irrigation mais aussi sur la situation d'hydro-hégémonie, en l'occurrence israélienne.

Cette tension hydropolitique est également très aiguë sur l'Euphrate et le Tigre où s'opposent la Turquie, véritable château d'eau du bassin et réelle puissance militaire, et les pays d'aval, la Syrie et l'Irak. Pour l'heure, Ankara

est loin d'avoir atteint son objectif de 1,7 million d'hectares irrigués dans le sud-est anatolien mais si la Turquie réussit à transformer ce projet en réalité, c'est tout l'aval qui va en subir les conséquences, en particulier les populations agricoles encore nombreuses. La Syrie et l'Irak ne le savent que trop mais leur fragilité géopolitique ne les met pas en

« Si nous n'y prenons pas garde, les guerres du futur pourraient se faire à propos de l'eau et non plus au sujet du pétrole. »

Kofi Annan, 2001

position de force. Alors qu'elle se trouve en pleine mutation interne, elle se voit ainsi contestée à l'extérieur, c'est-à-dire par les pays d'amont qui remettent en question ses « droits historiques » sur le Nil. La montée en puissance de l'Éthiopie, véritable château sur ce grand fleuve africain, est un élément de changement majeur dans la région. Autour de ce pays, les États d'amont se sont coalisés pour contester

Sur le Nil, la situation est également source d'inquiétude, surtout pour l'Égypte qui a longtemps agi en État hydro-hégémonique en dépit de sa position en aval du bassin.

les monopoles de l'Égypte et du Soudan sur les eaux du Nil tels qu'ils sont précisés par les accords de 1959. Depuis ces accords, Le Caire et Khartoum se partagent l'essentiel des volumes du fleuve. Mais ce temps semble aujourd'hui révolu avec l'affirmation des pays nilotiques non arabes, en premier lieu l'Éthiopie qui est en train de construire le barrage de la Renaissance dont le remplissage réduira momentanément le débit en aval. Tout l'enjeu réside dans la durée du remplissage. L'Égypte exige qu'il soit le plus long possible pour épargner l'écoulement vers son territoire, quand l'Éthiopie, impatiente de devenir une puissance hydroélectrique, souhaite qu'il soit le plus court possible.

La forte empreinte de l'agriculture dans les prélèvements en eau paraît donc de plus en plus difficile à maintenir dans ce contexte de rivalités externes. Cependant, des tensions internes s'ajoutent. L'urbanisation massive et le tourisme côtier de masse déplacent les besoins et font émerger une conflictualité entre villes et campagnes, qui s'ajoute à la conflictualité entre pays.

F̄OCUS

Du fait de l'hydroconflictualité, les usages agricoles sont menacés dans certains pays du Moyen-Orient, alors même que les changements climatiques se confirment. Cependant, alors que la sécurité alimentaire de la région est menacée et que le développement des territoires est très déséquilibré, les États ne peuvent pas sacrifier un secteur agricole qui fournit des matières premières alimentaires et offre un moyen de promotion économique aux populations rurales. Pour autant, à l'exception de la Turquie et du Liban qui avaient connu un grand retard hydraulique pour des raisons de choix ou de vicissitudes politiques, la politique de l'offre (barrages, pompages) ne compte plus de marges de manœuvre. Dès lors, les efforts se portent vers la gestion de la demande en eau, les économies réalisables constituant des « gisements d'eau ». Mais ceci suppose un retour à une politique de concertation pour que les arbitrages soient acceptables.

À RETENIR

Le Moyen-Orient est confronté à l'aridité depuis très longtemps. En inventant des techniques d'exhaure, en créant des organisations sociales de distribution de l'eau et en définissant des codes d'arbitrage, les populations ont su la contourner. Mais avec la création d'États rivaux au xx^e siècle et les ruptures démographiques et climatiques, l'eau est devenue un objet de tensions supplémentaires dans une région marquée par la rivalité. Principal usager, l'agriculture est au cœur de ces tensions hydrauliques.

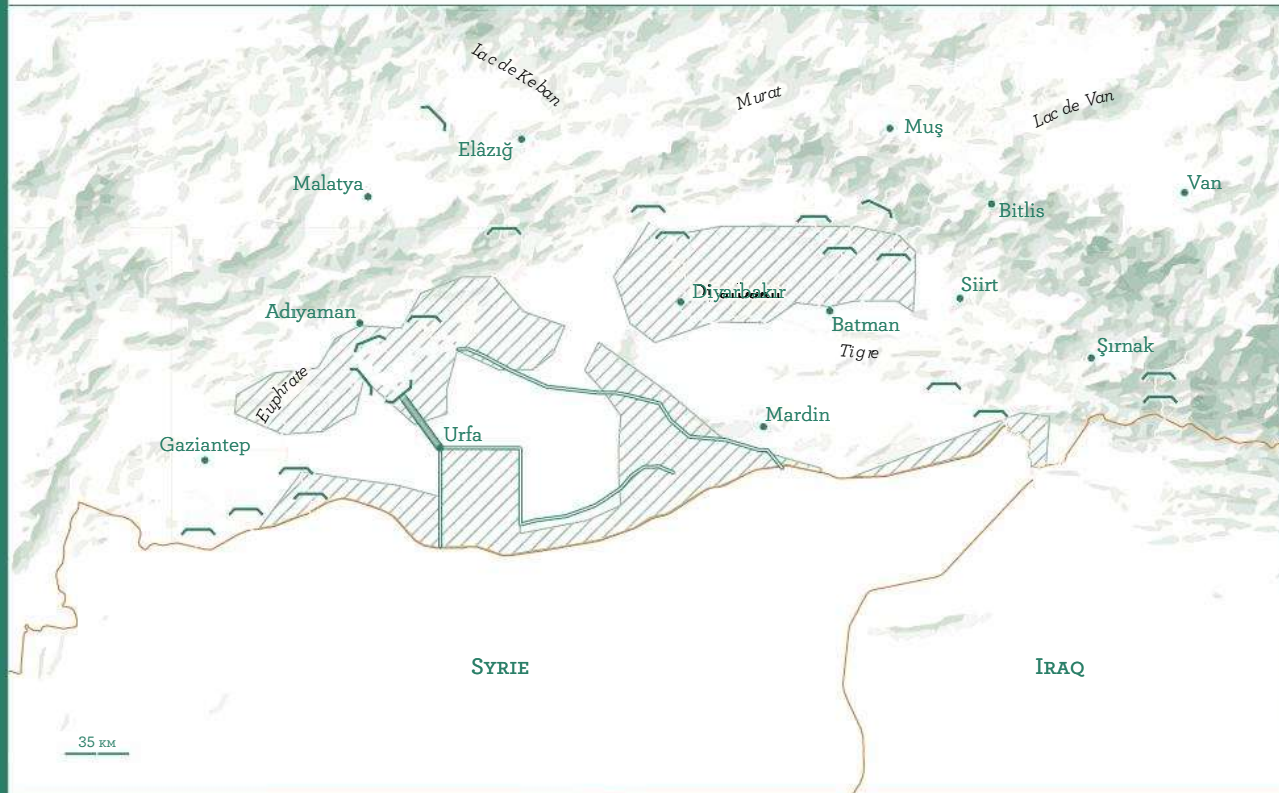
EN AMONT DE L'EUPHRATE ET DU TIGRE : UN VASTE PROJET TURC

 Aire à irriguer

 Barrage

 Tunnel d'Urfa

 Canal principal d'irrigation



PASTEURS ET AGRICULTEURS : CONFRONTATIONS AFRICAINES

Le continent africain est encore en proie au conflit millénaire entre éleveurs et agriculteurs. Pourtant, il s'agit d'une synergie : les cultivateurs bénéficient des engrais naturels laissés par les élevages qui profitent des résidus de cultures. Mais des épisodes de sécheresse ont régulièrement rompu cet équilibre. Aujourd'hui, les ruptures climatiques et démographiques rendent ce conflit plus récurrent encore. Cette dichotomie n'est toutefois pas toujours aussi claire, des éleveurs devenant agriculteurs pour sécuriser leurs fourrages, quand les paysans accèdent à l'épargne vivante qu'est l'élevage.

RWANDA, DARFOUR : DES TRAGÉDIES REVISITÉES

Après que certains ont cru à « la fin de l'histoire » dans le sillage de l'essayiste Francis Fukuyama, le monde a assisté à l'effroyable génocide rwandais en 1994. Cette tragédie avait aussi pour sous-bassement le conflit entre pasteurs et éleveurs. Hutus et Tutsis n'ont jamais été des ethnies comme une certaine anthropologie physique coloniale a voulu le faire accroire. Allemands puis Belges ont ethnicisé une différenciation sociale

entre éleveurs tutsis et agriculteurs hutus, le pouvoir colonial s'appuyant sur les premiers érigés en élite sociale et économique. L'indépendance en 1959 a été suivie de longues décennies de revanche hutue. Le point d'orgue de cette revanche a été atteint dans la décennie 1990, dans un contexte de raréfaction de la terre sous la pression démographique. En 1991, un pré-génocide a entraîné les Hutus paysans à cibler les régions de pastoralisme pour y établir des fronts pionniers agricoles. Cette

dimension s'est invitée de nouveau en 1994 même si la soif de terres a fait que les massacres se sont produits aussi entre Hutus, y compris d'une même famille.

Une décennie plus tard, le Soudan a connu un épisode de massacre opposant des pasteurs et des agriculteurs. Le conflit du Darfour (2003-2005) a mis en scène des milices Janjawid agissant pour le compte du pouvoir central contre des populations four aspirant à une certaine autonomie. Et on constate que ces Janjawid sont issus de groupes d'éleveurs qui, au moment du sultanat four (XVII^e au XIX^e siècle), avaient été les oubliés dans l'attribution de domaines fonciers. Ils devaient se contenter de faire paître leurs troupeaux dans l'espace inter-culturel ou dans les zones d'agriculture peu utilisées. Or, avec l'accroissement de la population à la fin du XX^e siècle, l'agriculture a dû s'intensifier, laissant moins de place pour l'activité pastorale. Entre jalousie ancienne d'avoir été exclus du partage de la terre, recul des possibilités pastorales et calculs d'un pouvoir soudanais particulièrement brutal, les fours ont non seulement vu s'effondrer leur rêve de

reconnaissance par le pouvoir central, mais ils l'ont payé au prix fort en subissant un massacre massif.

L'ACTUALITÉ D'UN CONFLIT

Ce conflit garde une acuité ailleurs en Afrique, particulièrement dans les zones sahéliennes ou péri-sahéliennes. Pour des agriculteurs peu productifs et de plus en plus nombreux, il est tentant d'occuper des espaces réservés pour le passage des animaux et les voies d'accès aux points d'eau qui sont pourtant des passages obligatoires pour les pasteurs. Ceux-ci, quand ils sont exposés à une raréfaction des pâtures du fait de la progression de la désertification, sont tentés de faire divaguer leurs animaux sur des zones agricoles, y compris en période de culture. Bien sûr, par-delà cet arrière-plan environnemental et démographique, des facteurs politiques viennent en décupler l'intensité.

« Abel devint berger et Caïn cultivateur [...] Et lorsqu'ils furent dans les champs, Caïn se jeta sur son frère Abel et le tua. »

Livre de la Genèse

Au Nigéria, les heurts réguliers et violents entre pasteurs et agriculteurs s'enracinent dans cette chaîne de causalité : l'emprise des djihadistes de Boko Haram dans un nord éloigné des dynamiques économiques du sud et la désertification de ces régions ont poussé des éleveurs à migrer plus au sud. L'État du Bunue, au centre du pays, a ainsi connu des affrontements très violents en 2018 entre les Peuls éleveurs et les agriculteurs. Le fait que les Peuls soient musulmans et les Béroms chrétiens n'explique sans doute que très partiellement la férocité d'un conflit qui est avant tout une lutte pour la survie. Dans des contextes sociopolitiques différents, on retrouve des conflits de cette nature, notamment au Kenya, au Niger, au Mali et au Burkina Faso. Les changements climatiques et la transition démographique associés à la faiblesse des États devraient donner lieu à nombre de répliques de ce conflit millénaire.

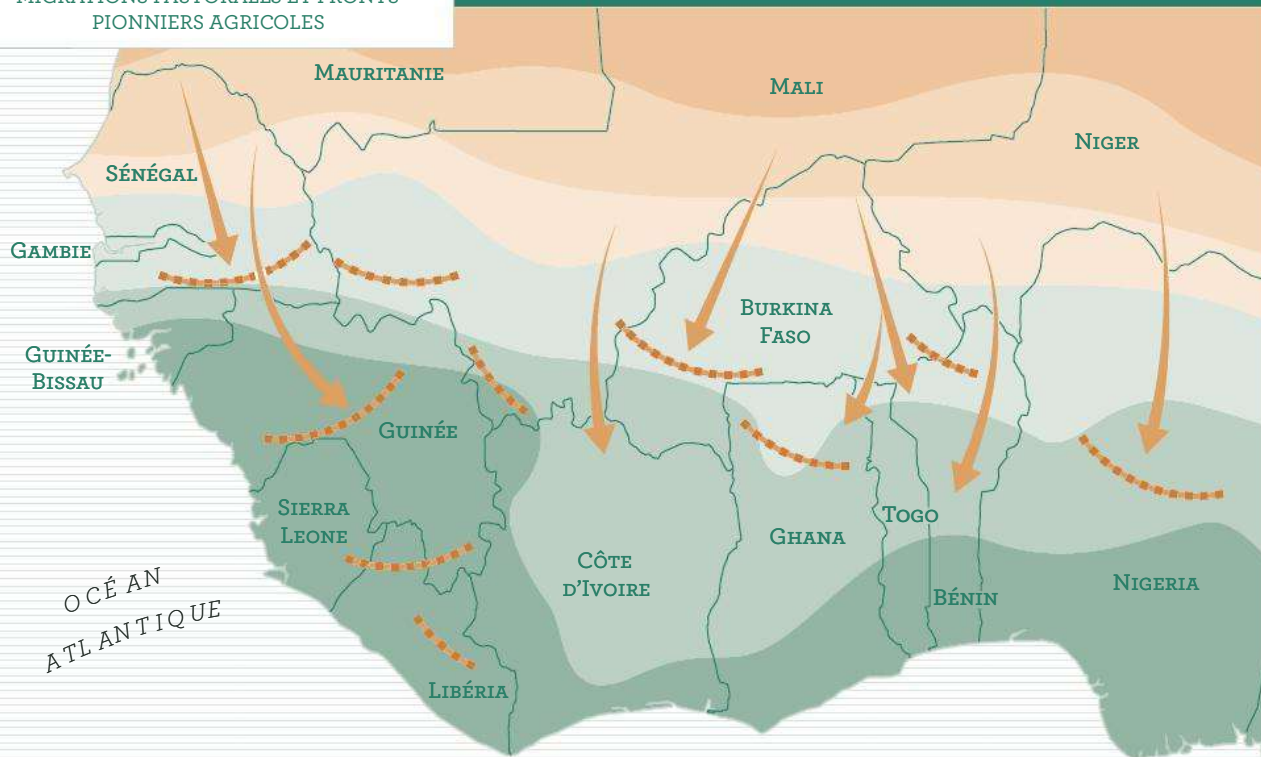
F̄OCUS

De 2012 à 2014, la Centrafrique a connu une guerre intense opposant une coalition (*seleka* en langue sango) multiethnique et plutôt musulmane à des milices d'autodéfense (les anti-balakas ou anti-machettes en langue sango) plutôt chrétiennes ou animistes et composées d'autres ethnies. Les Selekas étaient partisans du président Michel Djotodia quand les anti-balakas soutenaient François Bozizé. Dès 2013, cette guerre civile a suscité une intervention militaire française, l'opération Sangaris. Force est d'admettre que derrière ce conflit aux atours ethno-religieux, il y avait aussi une dimension agropastorale. Avant le déclenchement de cette guerre civile, le pastoralisme était déjà une source de violence entre éleveurs et agriculteurs, surtout avec l'arrivée d'éleveurs du Tchad et d'ailleurs. La survenue de la guerre civile a décuplé ce conflit, les Selekas agrégeant des éleveurs quand les milices villageoises anti-balakas trouvaient une grande partie de leurs effectifs chez les paysans.







À RETENIR

Le nomadisme et l'agriculture n'ont pas toujours fait bon ménage au long de l'histoire alors que l'agropastoralisme est une voie d'équilibre intéressante sur le plan économique et environnemental. Cette dialectique entre conflits et bénéfices demeure d'actualité. Mais, avec les changements climatiques et l'expansion démographique, le curseur semble se déplacer vers la conflictualité. Pourtant, des expériences de développement montrent que des arbitrages efficaces sont possibles.



MIGRATIONS PASTORALES ET FRONTS PIONNIERS AGRICOLES



Zones bioclimatiques

 Sahara (< 200 mm)	 Soudano-sahélienne (400 - 600 mm)	 Soudano-guinéenne (1000 - 1400 mm)
 Sahélienne (200 - 400 mm)	 Soudanienne (600 - 1000 mm)	 Guinéenne forestière (1400 - 1600 mm)

Migrations pastorales

-  Fronts pionniers actifs
-  Principaux couloirs de migration des pasteurs peuls

250 KM

AFRIQUE AUSTRALE : LA SÉGRÉGATION AGRICOLE

LA CAPTATION DE LA TERRE

En devenant comptoir des Provinces Unies en 1602, Le Cap a inauguré un vaste mouvement d'appropriation foncière en Afrique australe. Certains colons de la Compagnie des Indes furent libérés de leurs charges pour s'adonner à l'agriculture. Dans leurs avancées, ces néo-paysans (boers en néerlandais) affrontèrent des populations locales. Après avoir pris le contrôle du Cap en 1806, les Anglais décidèrent de prohiber l'esclavage et de fixer la frontière de la colonie du Cap au fleuve Orange qui interdisait tout développement au-delà.

Tout ceci provoqua le ressentiment des Boers qui se révoltèrent avant de quitter la colonie en 1834 pour se rendre sur les plateaux de l'Orange et sur les terres du Transvaal où ils formèrent deux États du même nom. Cependant, ces États, riches en mines, furent convoités par les Britanniques qui s'en emparèrent en 1902. Après une réconciliation politique entre Boers et Britanniques, l'Union sud-africaine fut créée en 1910. Sa construction se fit au détriment des populations noires exclues de l'essentiel des terres par le *Natives Land Act* adopté en 1913. Cette loi interdisait aux Noirs

d'acheter ou de louer des terres en dehors des « réserves », soit à peine 8 % du territoire. Une seconde loi adoptée en 1936 confirma cette politique de confinement foncier, même si le territoire noir passa à 13 % des terres.

Dans l'environnement immédiat de l'Afrique du Sud, ce régime de discrimination raciale fut aussi établi, notamment en Rhodésie du Sud que les Anglais avaient colonisée. Ses plaines offraient en effet des opportunités agricoles et d'élevage. Ce pays, devenu

indépendant en 1965 sous le nom de Zimbabwe, confirma son régime ségrégationniste sur le plan foncier : les Blancs s'étaient arrogé dès 1930 20 millions d'hectares, soit plus des deux tiers des terres, alors qu'ils représentaient moins de 5 % de la population.

UNE INJUSTICE FONCIÈRE EXPLOSIVE

Ce clivage ethno-agraire est au cœur de l'histoire politique des États de la région. Le Zimbabwe en a été une illustration récente. Ce pays a connu une guerre entre Noirs, paysans pour l'essentiel, et Blancs qui détenaient la terre. La fin de ce conflit fut consacrée par l'accord de Lancaster House en 1979 qui prévoyait un abandon du pouvoir par les Blancs en échange du maintien de leurs propriétés ; seule une réforme agraire par le marché était prévue, autrement dit au travers de la vente volontaire des terres par les Blancs. Parallèlement, sur le plan politique, Robert Mugabe, figure de proue de l'ancienne guérilla noire, obtint le pouvoir en 1980. Sous son règne, peu de terres basculèrent vers la population noire, les agriculteurs

blancs préférant garder la main sur les terres souvent très fertiles plutôt que de les vendre. Qui plus est, les moyens manquaient à l'État pour les racheter. Cependant, ayant perdu de sa popularité au tournant des années 1990, l'ancien guérillero, très contesté par les siens, instrumentalisa la question de la terre d'abord au travers de discours enflammés contre les fermiers blancs. Il expropria ensuite par la force les propriétaires blancs au début de l'année 2000. Mais tandis que la terre fut surtout reprise par les clientèles politiques de Robert Mugabe, s'ensuivit une crise alimentaire et l'exode de nombreux Zimbabwéens vers l'Afrique du Sud.

Dans ce pays, l'un des plus vastes d'Afrique, la transition politique s'était faite de façon pacifique, malgré des décennies d'un apartheid brutal. Libéré après 27 ans de prison et devenu président en 1994, Nelson Mandela, héraut de la nation arc-en-ciel, préféra ne pas toucher brutalement à la terre même si elle était très injustement répartie entre

Blancs et Noirs. Là aussi, dans un pays où la ségrégation foncière avait permis aux Blancs de contrôler 87 % des terres, une réforme par le marché avait été lancée. Cependant, bientôt 30 ans après la fin de l'apartheid, force est de

« La justice doit être servie et la justice, c'est le retour de la terre. »

Julius Malema

constater que la terre demeure détenue à 72 % par les Blancs. Aussi, l'actuel président Cyril Ramaphosa est-il en train d'envisager une réforme agraire beaucoup plus radicale. Il faut dire que cette question est montée en puissance, notamment du fait de la contestation de Julius Malema, un ancien de l'African National Congress (ANC) qui, à la tête de l'Economic Freedom Fighters, exige une voie très radicale qui participe de celle empruntée par le Zimbabwe. Le pouvoir sud-africain se trouve dès lors entre le Charybde d'une situation foncière encore très injuste et le Scylla d'une solution brutale et dangereuse en termes d'insécurité alimentaire. Les années qui viennent montreront si l'Afrique du Sud aura su éviter ces deux écueils.

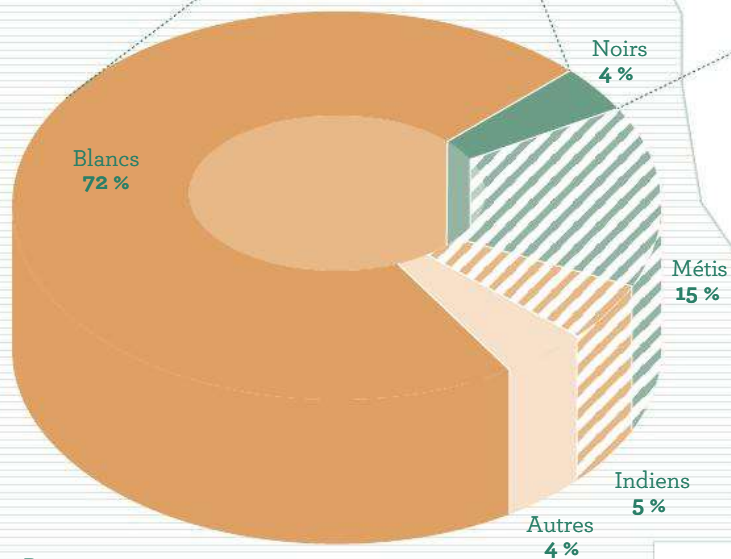
FOCUS

En Afrique australe, le Botswana (le pays des Tswanas) fut le seul à échapper à cette règle d'un développement séparé. Ce territoire était devenu le protectorat britannique du Bechuanaland, en 1885, à la demande du roi Tswana Khama III qui voulut protéger les tribus *tswanas* des attaques des Afrikaners attirés par les espaces d'élevage. Il n'y eut donc pas de colonisation massive par les Afrikaners, tandis que les Anglais n'affichèrent pas d'intérêt agropastoral pour ce territoire aride. En outre, les Anglais continuèrent à se faire les protecteurs d'un pays qui ne connut pas le système ségrégationniste de ses voisins en dépit de la présence d'une petite population blanche. Ainsi, à l'indépendance en 1966, il n'héritait pas d'un dualisme agraire entre Blancs et Noirs. Cette caractéristique n'est sans doute pas étrangère au fait que ce pays est d'une rare stabilité politique en Afrique sans compter qu'il est régulièrement évolué pour ses performances économiques.

À RETENIR

Phénomène que l'on retrouve sur d'autres continents, l'appropriation déséquilibrée de la terre a produit dans cette Afrique des extrémités une situation à tout le moins instable. C'est au travers de la colonisation de peuplement qu'elle a émergé, les Blancs s'appropriant la terre au détriment des Noirs. Cette politique a facilité la stratification économique, les Noirs étant prolétarisés pour les mines. Depuis le tournant du xxe siècle, la question revient avec force, voire violence.

PART DE LA POPULATION



**PART DES FERMES
ET EXPLOITATIONS AGRICOLES**

**LES TERRES AGRICOLES D'AFRIQUE DU SUD TOUJOURS
ESSENTIELLEMENT DÉTENUES PAR DES BLANCS**

LUTTES FONCIÈRES EN ASIE

AUX ORIGINES DE LA CONCENTRATION FONCIÈRE

Comme sur d'autres continents, des phénomènes endogène (rapports de force internes) et exogène (colonisation) ont œuvré, parfois en se combinant, pour laisser sur les sols une forte empreinte inégalitaire. Ainsi, dans le nord de l'Inde, les Britanniques ont transformé les *zamindari*, sortes de collecteurs d'impôts qu'avaient établis les Moghols, en grands propriétaires terriens, devenant ainsi les relais de la puissance britannique. Mais comme l'espace était grand, les Britanniques trouvèrent d'autres modalités pour adapter leur gouvernance aux différents contextes culturels et politiques. Le résultat fut le même : un

régime de grande propriété fut consacré depuis l'actuel Pakistan jusqu'aux États du sud de l'Inde.

En Chine, la grande propriété s'est également établie au cours du XIX^e siècle. L'ordre ancien des campagnes s'était opéré autour des mandarins et autres dignitaires représentants de la dynastie Qing. Mais alors que l'économie chinoise était de plus en plus monétarisée et que les échanges économiques s'intensifiaient, cette élite profita de sa force économique pour acheter des terres aux nombreux paysans ruinés.

Le même phénomène s'est produit au Japon où, après le début de l'ère Meiji en 1868, des lois foncières visant à moderniser le secteur permirent aux paysans

de devenir propriétaires de terres qu'ils tenaient jusqu'alors en usage, tandis que l'empereur en était le propriétaire en dernière instance. Mais dans la foulée de cette privatisation de la terre entamée en 1871, beaucoup de paysans accablés par le poids des taxes foncières et les aléas agricoles durent les laisser à leurs créanciers consacrés alors comme grands propriétaires.

Si le Japon et la Chine virent donc se déployer la grande propriété en dehors de tout cadre colonial, il n'en fut rien pour l'Indochine, les Philippines et la Corée. Dans le premier cas, la marque de la colonisation française à partir des années 1860 se déploya au travers de

concessions dans le delta du Mékong, en Cochinchine. La transformation de ces terres peu cultivées en nouveau front pionnier profita autant à des Français qu'à des notables locaux. De même, la privatisation des terres communales et le développement de l'usure leur bénéficièrent dans le Tonkin et l'Annam. En Corée et à Taïwan, c'est la colonisation japonaise, à partir du début du XX^e siècle, qui fit basculer des pans entiers de territoires entre les mains d'investisseurs venus du pays du Soleil levant. Aux Philippines, la plus ancienne colonisation espagnole avait tissé son réseau d'*haciendas* sur la plupart des îles de l'archipel, à l'exception de la grande île de Mindanao au sud.

UN DÉNOUEMENT VIOLENT

Cette situation n'a pas été sans instabilité agropolitique. La révolution

« On verra des centaines de millions de paysans se dresser. Ils briseront toutes leurs chaînes et s'élanceront sur la voie de la libération. »

Mao, 1927

communiste (1927-1949) prônée par Mao était avant tout paysanne. Moins connue est sa réplique en Inde où les

maoïstes ont lancé une guérilla paysanne en 1967, qui demeure ancrée dans certains États de la fédération indienne où la question agraire reste centrale.

L'avènement de régimes socialistes en Corée du

Nord et au Vietnam s'est également fortement nourri de la pauvreté rurale née d'une terre très mal distribuée. Pour éviter ce scénario, certains pays ont opéré des réformes agraires ambitieuses, ce qui montrait en creux la centralité de cette question. Le Japon en 1946, Taïwan en 1953, la Corée du Sud en 1960 ont de la sorte désamorcé les risques de rébellion des zones rurales alors encore pléthoriques. Elles ont réussi sans trop d'opposition parce qu'au Japon, l'humiliation de la guerre a contribué à la recomposition politique et que les propriétaires ont pu investir

dans l'industrie, tandis qu'à Taïwan et en Corée du Sud, le départ des Japonais a libéré des terres coloniales.

D'autres pays ont gardé en revanche ce problème épineux. Le statu quo voulu par les oligarchies foncières les a conduites à soutenir des régimes autoritaires qui se prolongent encore et, avec eux, la pauvreté rurale. Ainsi au Pakistan, la stratification politique et foncière entretient le mal-développement des zones rurales et la violence sociopolitique. Aux Philippines, la mauvaise distribution des terres héritée de la colonisation espagnole a donné lieu à la création d'une milice communiste (NPA) très active jusqu'à l'accord de paix de 2012. Pour se débarrasser des paysans sans terre, notamment sous la dictature de Marcos (1965-1986), beaucoup ont été envoyés sur la grande île musulmane de Mindanao, jamais colonisée par l'Espagne. Cette arrivée progressive a suscité le nationalisme (Front moro de libération nationale) puis l'islamisme (Front moro de libération islamique) qui a fait émerger le djihadisme (Abu Sayyaf) à Mindanao. Si Daech a pu s'établir sur cette île, c'est donc en résonance avec cette question foncière.

F̄OCUS

Vaste archipel, l'Indonésie a longtemps fait de Java son centre économique et politique. Sur le plan agricole, la riziculture pratiquée dans le cadre de la grande propriété y a dominé. La dictature du Suharto (1968-1998), très liée à cette élite foncière, a relancé la politique de transmigrations, déjà entamée par les Néerlandais. Elle était destinée à diminuer la pression démographique dans les campagnes javanaises en envoyant des paysans vers les autres îles de l'archipel, notamment Sumatra et Kalimantan. Ce transfert de paysans mais aussi de grandes plantations plus ou moins liées à la dictature ont suscité le recul de la forêt tropicale, la dégradation des sols et l'éviction parfois violente des communautés indigènes. Avec le retour de la démocratie, rien n'a vraiment changé, des groupes établis au temps de la dictature ont continué à déployer leur activité, rejoints par des investisseurs malaisiens et saoudiens, avec tout ce que cela comporte de conséquences environnementales et humaines.

À RETENIR

L'Asie des mégalo-pôles ne doit pas nous faire oublier celle des campagnes. C'est là bien souvent que l'histoire politique récente a incubé dans un contexte de forte concentration foncière. La Révolution chinoise, l'autoritarisme indonésien et pakistanais, les guérillas indiennes, philippines et népalaises sont autant de figures politiques qui empruntent à cette injustice foncière. Même si l'urbanisation déplace le centre de gravité des problématiques, la question foncière reste un facteur d'instabilité et de pauvreté.

L'INDE FACE À LA GUÉRILLA NAXALITE

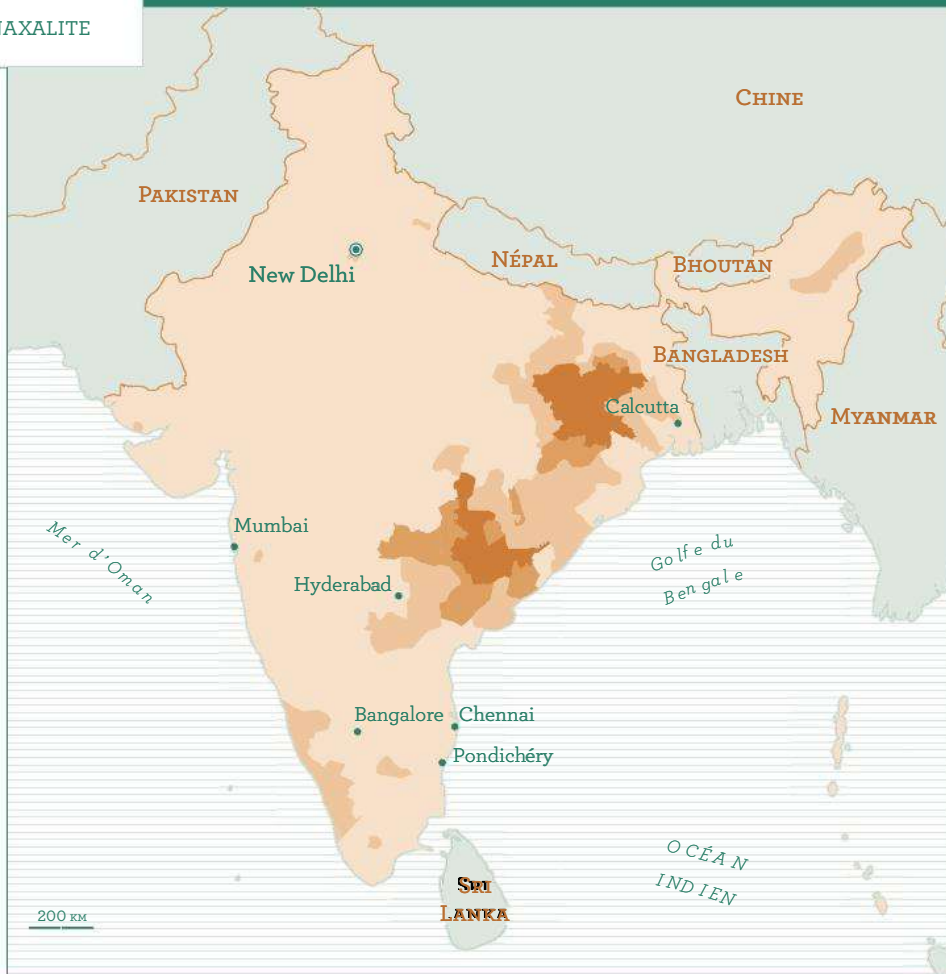
En 1967, l'Inde a vu l'émergence d'un mouvement paysans maoïste. Ce mouvement naxalite, né dans le village de Naxalbari, son éponyme, a mené d'abord des actions de guérillas contre les grands propriétaires avant de lutter surtout contre les investisseurs industriels qui sont accusés de spolier la terre, notamment dans les zones tribales.

Activisme naxalite

Fort

Modéré

Faible



FRACTURES RURALES LATINO-AMÉRICAINES

Sans se réduire à la question foncière, l'histoire de l'Amérique latine depuis le XX^e siècle révèle une forte imprégnation socioagrarie. Les événements ne manquent pas qui entretiennent un lien avec la question de l'accès déséquilibré à la terre : révolutions mexicaine et cubaine ou guerres civiles en Colombie et en Amérique centrale, autant de ruptures qui ont l'odeur de la terre !

UNE TERRE MAL PARTAGÉE

Dans la foulée de la conquête, Espagnols et Portugais ont établi des régimes fonciers qui empruntaient aux systèmes

latifundiaires de la péninsule ibérique. Dans l'Amérique espagnole, deux régimes de grandes exploitations se sont succédé. Au cœur des *encomiendas*, sortes de circonscriptions foncières dévolues à un dignitaire espagnol, le travail des paysans autochtones devait assurer l'approvisionnement alimentaire des ouvriers des mines. Mais avec l'effondrement de la population autochtone sous les coups de boutoir de la colonisation, ces structures ont dû être remplacées par la grande propriété dès le XVI^e siècle. Dans ces *haciendas*, les maîtres étaient propriétaires et les

paysans, souvent originaires d'Espagne, s'employaient comme ouvriers agricoles (*peones*) ou travaillaient les terres comme métayers. Au long des trois siècles qui ont conduit ce continent vers la rupture avec l'Espagne, ces domaines se sont multipliés au fur et à mesure de la pénétration intérieure tandis que le droit d'aînesse a préservé leur intégrité. Selon des modalités différentes, le Brésil a lui aussi adopté un régime de grande propriété, inspiré de ce qui s'était passé au Portugal dans le cadre de la

reconquête du sud à l'issue de l'occupation arabe. Après la conquête du Brésil, de hauts dignitaires de la Couronne portugaise se sont vus octroyer de vastes bandes de terres d'est en ouest, chacune de ces capitaineries étant découpée ensuite en *sesmarias* que géraient des notables de second rang.

Après trois siècles de statu quo politique, ces grandes familles terriennes du Brésil et de l'Amérique espagnole ne supporteront plus le fardeau fiscal de Madrid et Lisbonne, ce qui les conduira à soutenir le processus d'indépendance entre 1810 et 1825.

LA MÉMOIRE POLITIQUE DE LA TERRE

Longtemps après les indépendances, des oligarchies à forte teneur foncière se sont imposées dans le paysage politique, tandis que les paysans constituaient une majorité numérique souvent paupérisée. Au XX^e siècle, ces oligarchies se sont appuyées sur des régimes autoritaires, imposant un ordre militaire (Argentine, Paraguay). Parfois elles ont été défiées par des guérillas paysannes. Ainsi, entre 1910 et 1920, le Mexique a

basculé dans une guerre civile à forte tonalité agraire. Rappelons le rôle joué par les leaders paysans, Pancho Villa et Emiliano Zapata, ainsi que le lancement d'une réforme agraire dès 1917 pour s'en convaincre. On pourrait citer aussi l'engagement d'Augusto Sandino et Farabundo Martí dans les années 1930. Ils seront en effet les éponymes de guérillas paysannes

très actives au Nicaragua (FSLN) et au Salvador (FMLN) à partir des années 1960-1970 dans des pays où la terre était confisquée par l'élite foncière. « *Nicaragua es mi finca* » avait même prétendu le dictateur Anastasio Somoza, chassé du pouvoir en 1979. Dans cette évocation, comment oublier la révolution cubaine dont le second souffle sera trouvé en 1956, lorsque Che Guevara et Fidel Castro s'appuieront sur les paysans de la Sierra Maestra ? Les histoires de basculement ont été rares. Le plus souvent, les oligarchies se sont en effet montrées résilientes.

L'écrivain péruvien José Carlos Mariátegui évoqua dès 1928 les inégalités foncières en Amérique latine comme une tare laissée par la colonisation.

Au Brésil, le coup d'État en 1964 qui installa la dictature se fit au détriment du président Goulart alors qu'il venait de lancer une réforme agraire. Notons aussi qu'après le retour à la démocratie en 1985, rien de vraiment déterminant n'a été entrepris en termes de redistribution foncière jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro en janvier 2019, soutenu par le lobby de la

bancada ruralista très actif dans l'arène politique. Évoquons enfin le Paraguay, pays le plus inégalitaire au monde en termes fonciers, où Alfredo Stroessner, au pouvoir de 1954 à 1989, a porté à l'extrême la polarisation foncière. Soutenu par la dictature brésilienne, il a donné des pans entiers de l'est du pays à des investisseurs du pays voisin. Cette injustice sociale n'a jamais été résolue ensuite, y compris avec le retour de la démocratie. Le président de gauche Fernando Lugo a tenté de lancer une réforme agraire mais il a été éconduit en 2012 sous la pression de l'oligarchie.

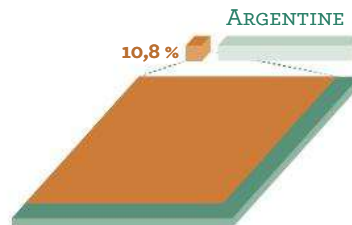
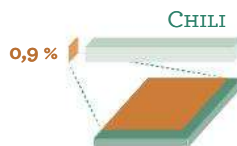
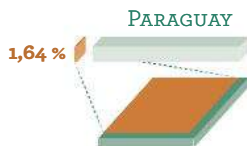
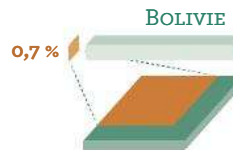
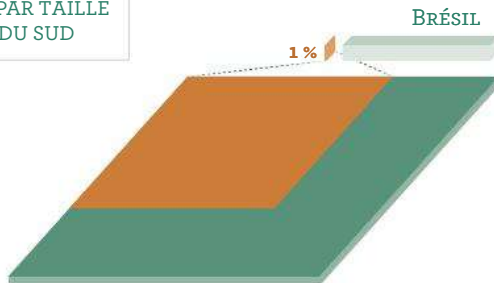
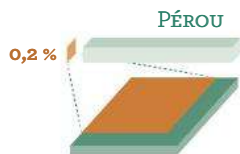
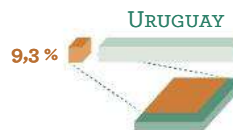
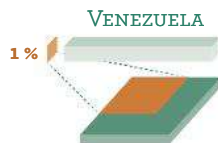
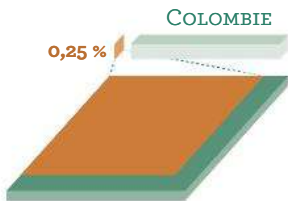
FOCUS

Le Venezuela, qui connut lui aussi une oligarchie foncière, vit sa structure sociopolitique évoluer avec le basculement pétrolier à partir des années 1930, encore que de grands propriétaires réussirent à être aussi les gagnants de cette nouvelle donne. Cependant, cette situation n'a pas empêché que la question agraire croise l'histoire politique récente. Se situant dans la lignée de « l'agrorévolutionnaire » Ezequiel Zamora, le président Chavez (1999-2013) fit de la réforme agraire (la *Ley de Tierras y Desarrollo Agrario* de 2001) un marqueur politique de son socialisme bolivarien. « La guerre contre les *latifundia* est l'essence de la révolution bolivarienne », lança-t-il en 2005 lors d'un meeting à Caracas sur le thème « Terre et hommes libres ! Contre les *latifundia* ». Cependant, dans les nouvelles réformes de Chavez, il semble que l'on fût davantage dans l'instrumentalisation politique que dans le règlement d'un vrai problème rural. Son successeur Maduro n'a pas fait mieux.

À RETENIR

Avec la question amérindienne qu'elle croise souvent, l'inégalité foncière héritée depuis la colonisation espagnole et portugaise est centrale dans l'histoire politique du continent latino-américain. La liste des conflits agropolitiques y est décidément très longue. Quand bien même la population rurale devient moins importante - du moins en valeur relative -, la question foncière demeure au cœur des pesanteurs politiques.


RÉPARTITION DES TERRES AGRICOLES PAR TAILLE
DES EXPLOITATIONS EN AMÉRIQUE DU SUD



 Surface cultivable

 Surface cultivée par des exploitations de plus de 1000 hectares

9,3 %  Proportion des exploitations de plus de 1000 hectares

 Proportion des exploitations de moins de 1000 hectares

COLOMBIE : TERRES, GUERRES ET DROGUES

Assassinats, trafics de drogue, attentats, tel a été le lot récent de la Colombie jusqu'à ce qu'en 2016, l'histoire semble changer de cap. La guérilla des Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC) et le pouvoir ont signé un accord de paix mettant fin à cinq décennies d'un conflit très enraciné dans la terre, de même que l'a été la question de la drogue.

AGRORÉVOLUTIONNAIRES, MILICIENS ET CARTELS

Au moment de la création des FARC en 1964, le pays se caractérisait par un

contexte sociopolitique commun avec les pays d'Amérique centrale (oligarchie foncière, présence de compagnies étrangères et minifundisme massif). La population de paysans sans terre continuait d'augmenter du fait de l'accroissement de la population et de la modernisation des grandes exploitations. Ces dernières avaient moins de besoins en main-d'œuvre, du fait notamment de l'adoption de cultures de rente (coton, canne à sucre et sésame) plus mécanisées. Beaucoup de paysans renvoyés en

venaient ainsi à occuper les terres de certaines de ces *haciendas*.

De leur côté, les autorités, poussées par leurs parrains américains soucieux de ne pas voir le marxisme faire une percée en Colombie, n'avaient pu que se résoudre à lancer une réforme agraire en 1961. Mais cette réforme n'entama jamais vraiment les grands domaines agricoles liés au pouvoir, les autorités préférant inciter les paysans à se rendre dans les fronts pionniers, en

l'occurrence dans la forêt amazonienne. Dans ce contexte, certains paysans se sont radicalisés et ont notamment fondé les FARC.

Ces mouvements se voulaient avant tout protecteurs des paysans sous la pression des grands domaines qui comptaient sur leurs propres milices. Ce « fascisme agrarien » pouvait être comparé aux Chemises noires de Mussolini, qui furent mobilisées par les grands propriétaires terriens de la plaine du Pô en 1919 et 1920 en Italie contre les mouvements paysans. Si ces paramilitaires très brutaux firent le plus de victimes dans les rangs des paysans et autres opposants, ils accueillirent aussi des travailleurs de la terre, ne serait-ce qu'en les soudoyant.

De leur côté, les FARC sombrèrent dans une guerre aveugle, parfois même contre des paysans rétifs à leur discours. En accompagnant les paysans sur les fronts pionniers de la forêt amazonienne, la culture des drogues devint un moyen pour eux de financer un équipement militaire de plus en plus lourd. Le fléau des cartels de Medellín et de Cali, qui se disputèrent le marché nord-américain, fut le sous-produit de cette guerre entre

guérillas et paramilitaires qui, eux aussi, usèrent du commerce de la drogue.

LA PAIX DES BRAVES ?

La guerre entre paramilitaires et guérillas connut diverses phases : les années noires entre 1970 et 1980, une phase d'apaisement entre 1982 et 1986, le retour à la violence à partir de la fin des années 1980 et une nouvelle phase d'apaisement entre 1998 et 2002 (mandat d'Andrés Pastrana) avant une nouvelle reprise sous la présidence d'Álvaro Uribe (2002-2010) qui vit les expulsions paysannes se multiplier.

La vraie rupture politique vint du président Juan Manuel Santos, arrivé au pouvoir en juin 2010. Plus en phase avec l'élite urbaine et cosmopolite que son prédécesseur, davantage lié aux grands propriétaires terriens, il promulgua en juin 2011 la loi 1448, qualifiée d'historique. Elle prévoyait de restituer leurs terres aux deux millions de Colombiens déplacés par la guerre civile au cours des 25 dernières années. La remise de titres par l'agence de restitution ne signifiait pas la reprise automatique des terres, et le processus partit sur

un rythme lent eu égard au rapport de force sur le terrain. Le désamorçage du conflit s'engagea surtout par le dialogue direct qu'il noua avec les guérillas et par l'unification des forces politiques qui avaient eu jusqu'alors tendance à faire de la surenchère dans la lutte contre les guérillas. Il faut dire aussi que les FARC avaient perdu beaucoup de terrain.

Un accord facilité par Cuba et le Vatican fut enfin signé le 26 septembre 2016. Il prévoyait le dépôt des armes des FARC et leur inclusion dans la vie politique, une réforme agraire et l'arrêt des cultures illicites dans les zones contrôlées par la guérilla. Lors du référendum du 6 octobre 2016, une courte majorité le rejeta, reprochant le laxisme envers les anciens révolutionnaires. Cependant, la remise du prix Nobel de la paix au président Santos est venue l'encourager dans le sens de la paix tandis que les FARC ont entamé leur désarmement en mars 2017 avant de se muer en Force alternative révolutionnaire commune en septembre. Mais le processus de paix demeure fragile, notamment du fait du lourd passif agraire. La victoire de la gauche aux dernières présidentielles est peut-être un atout en ce sens.

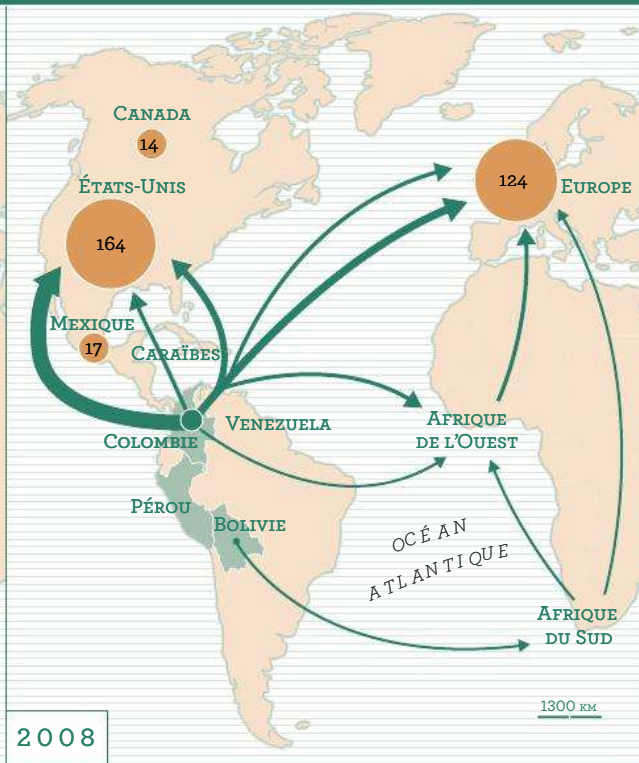
FOCUS

Dans le cadre de l'accord de paix colombien de 2016, un fonds de terres a été créé. Il est alimenté par celles qu'a récupérées l'État, notamment au travers de l'extinction juridique de domaines non exploités. Ces terres doivent être ensuite distribuées gratuitement aux paysans les plus pauvres. À cela s'ajoute le cadastrage des parcelles pour protéger les droits de ceux qui ont longtemps été la proie des accapareurs. Un système de crédit est également envisagé pour rendre les paysans moins dépendants des usuriers. Cet accord donne beaucoup de place à l'accès à la terre. Pour autant, rien n'est gagné. Selon l'avocat colombien Alejandro Reyes Posada : « *L'avenir [du processus de paix] se jouera dans les zones rurales, dans ces territoires où l'État peine à exister. [...] Le principal risque du post-conflit réside dans la possible réactivation par les grands propriétaires des initiatives de défense armée de type paramilitaire, s'ils sentent que leur patrimoine et leurs privilèges sont menacés.* »

À RETENIR

Au xx^e siècle, la Colombie a connu un contexte de grandes inégalités foncières doublé d'un fort essor démographique. Entre 1964 et 2016, des paramilitaires proches des grands propriétaires terriens et des différents pouvoirs en place se sont ainsi affrontés à des mouvements révolutionnaires aux fortes origines paysannes. C'est dans ce contexte que la culture des drogues a prospéré. Depuis 2016, un processus de paix, très fragile, s'appuie notamment sur le règlement de la question agraire.

UN TRAFIC DE COCAÏNE QUI A ÉTÉ NOURRI
PAR LE CONFLIT AGRAIRE



Principales routes du trafic de cocaïne (en tonnes)



■ Principaux producteurs de cocaïne

● 63 Consommation de cocaïne (en tonnes)

MOYEN-ORIENT, UNE GÉOPOLITIQUE PAR LE SOL

Le Moyen-Orient n'a pas échappé à l'appropriation des terres, en particulier sous l'effet des politiques de privatisation mises en œuvre par les Ottomans. Les contestations dans certains territoires de ce vaste empire et, par conséquent, le besoin de rehausser ses ressources financières pour renforcer son armée avaient poussé ses autorités à changer le système foncier à partir de la moitié du XIX^e siècle. Dans le cadre des réformes, des titres de propriété furent distribués à ceux qui, jusqu'alors, la détenaient en usage, tandis que le sultan

en était l'unique propriétaire. Ce processus d'immatriculation-privatisation profita aux notables qui purent inscrire beaucoup de terres en leur nom ou encore aux commerçants qui, tôt ou tard, purent reprendre la terre aux paysans qui leur devaient de l'argent. En Égypte, détachée de l'empire depuis Mohamed Ali, les mêmes mécanismes furent à l'œuvre au XIX^e siècle (privilèges fonciers donnés aux dignitaires, privatisation et endettement profitant aux commerçants) et conduisirent à une extrême

concentration de la terre. En 1950, 1% des Égyptiens détenaient ainsi 50 % de la terre, tout comme en Syrie.

En Iran, la grande propriété remontait plus haut. Depuis la dynastie safavide au XVI^e siècle jusqu'à la veille de la grande réforme agraire du début des années 1960, le système *malik-Rayati* prévalait à côté d'autres organisations foncières plus marginales. Dans le cadre de ce système qui visait à construire une « féodalité d'État militaire », beaucoup de

villages (*deh*) appartenait à un grand propriétaire qui, en cas de conflit, devait mettre des hommes au service du pouvoir monarchique.

ENTRE RÉVOLUTIONS ET CONFLITS : UN SOUBASSEMENT AGRAIRE

Dans ce contexte, est-il surprenant que des révolutions aient l'odeur de la terre ? Sachant que la question sociale était avant tout paysanne, Nasser en Égypte et le Baas en Syrie ont ainsi érigé le principe de réformes agraires dès leur prise de pouvoir, respectivement en 1952 et 1963. Il en allait de leur stabilité. *A contrario*, le Liban qui choisit la voie d'une économie de services ne revint pas sur cet héritage agraire. Il récolta en retour une instabilité des régions agricoles (Bekaa, Sud) où les paysans chiites trouvèrent dans le mouvement des dés-hérités un porte-parole politique avant que, de radicalisation en radicalisation, certains forment le Hezbollah en 1982. En Turquie, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mouvement marxiste et nationaliste kurde, créé en 1978, doit être aussi interprété avec ce prisme

socioagrar. Dans un pays très déséquilibré sur le plan de l'accès à la terre, les paysans kurdes trouvèrent en effet dans les promesses d'une société égalitaire une raison de s'enrôler par-delà le projet irrédentiste. Le fait que les premières cibles du PKK furent des propriétaires fonciers kurdes accusés de collusion avec Ankara constitue un indice parmi d'autres de l'importance de la question foncière dans cette mobilisation.

Autre moment agropolitique, la révolution iranienne en 1979 a été particulièrement soutenue par les « paysans dépay-sannés ». Pourtant, la réforme agraire de 1963 leur avait offert la possibilité d'accéder à la terre mais, en fait, beaucoup ne le purent pas par manque de moyens, ce qui les obligea à grossir fortement les villes. Ils y constituèrent alors la caisse de résonance du discours islamiste qui prit le dessus sur les autres alternatives politiques portées au moment de la révolution.

L'EMPRISE DU SOL SUR LE PRÉSENT

Les sociétés de la région ont beau être urbanisées, la question foncière

demeure prégnante. En Égypte, la contre-réforme agraire de 1992 a laissé une empreinte sociale et politique. En revenant sur un acquis de la réforme agraire de Nasser qui avait plafonné les fermages payés aux propriétaires, environ 800 000 paysans auraient été privés d'une terre qu'ils ne pouvaient plus louer. En revanche, cette contre-réforme a permis aux grands propriétaires de reprendre une partie de leurs terres, qu'ils ont louées à des investisseurs supposés plus productifs, quand ce n'était pas eux qui investissaient. Selon certains travaux, cette dépossession aurait contribué à la radicalisation islamiste de paysans dépossédés. De même, lors de la révolution de 2011, certains paysans ont profité des événements pour occuper de nouveau les terres qu'ils avaient cultivées jusqu'à la contre-réforme.

La guerre en Syrie donne lieu à une reconfiguration foncière inquiétante, le pouvoir profitant du départ massif de la population pour s'arroger de nouveau le contrôle des terres dans les régions où il a eu maille à partir, avec les oppositions sunnites notamment.

F̄OCUS

Même si on peut avancer la « légitimité traditionnelle » (au sens de Max Weber) du roi hachémite ainsi que l'homogénéité ethnolinguistique du pays, la stabilité exceptionnelle du royaume de Jordanie a aussi été liée à l'absence d'une grande propriété foncière. Ce pays étant plus éloigné du centre du pouvoir de l'Empire ottoman, la politique de privatisation des terres y avait été moins dynamique, ce qui ne favorisa pas l'apparition de la grande propriété comme ailleurs dans la région, tandis qu'après 1920 la puissance mandataire britannique avait mis en place un programme de financement des agriculteurs pour rendre leur activité pérenne. Alors qu'après les indépendances, la faim de terres a été déstabilisatrice ailleurs dans la région, leur distribution relativement homogène en Jordanie a constitué un stabilisateur politique.

À RETENIR

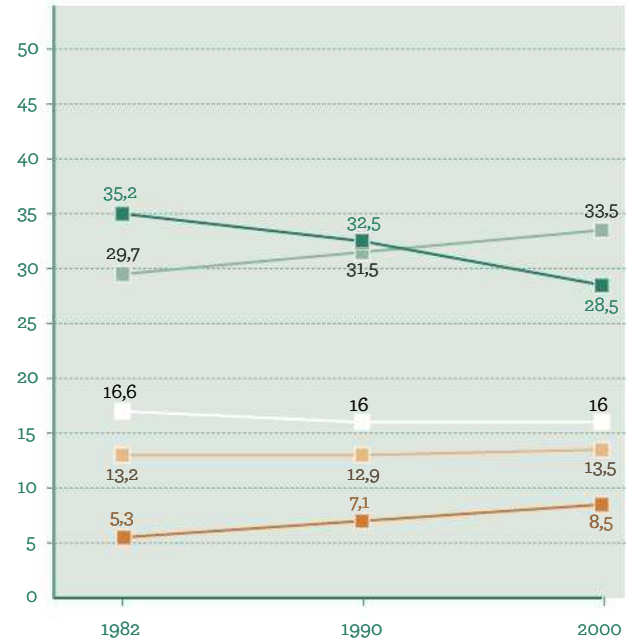
Le Moyen-Orient est troublé par le Ciel. Le religieux – ou plutôt son instrumentalisation – a une influence sur la conflictualité régionale. Le Moyen-Orient est aussi empoisonné par son sous-sol, la pléthore de pétrole et de gaz expliquant ses dérives autoritaires, économiques et militaires. Par-delà ces évidences, on oublie que le sol est au cœur de l'histoire politique contemporaine. Bien des événements politiques (révolutions, conflits, mouvements) sont aussi liés à une terre mal répartie.

Évolution de la superficie des exploitations

(en millions d'exploitations)



(en % d'exploitations)



Nombre de feddan (unité de superficie agraire : 1 feddan = 0,42 hectare)

— Moins de 1 — De 1 à 2 — De 2 à 5 — De 5 à 10 — Plus de 10

L'évolution des surfaces des exploitations permet de voir un net accroissement des plus petites et des plus grandes exploitations. L'accroissement des petites exploitations est lié à celui de la population agricole. Il est aussi la conséquence de la libéralisation des fermages dont la cherté liée à la contre-réforme agraire votée en 1992 oblige les paysans les plus modestes à limiter les surfaces qu'ils louent. De leur côté, les exploitations les plus grandes s'accroissent, les agriculteurs les plus performants étant capables de répondre à l'accroissement des fermages.

PALESTINE-ISRAËL : UN CONFLIT AGRAIRE

Avant d'être troublé par le Ciel, le conflit de Palestine s'enracine dans le sol. Tandis que le sort des Juifs se dégradait sur le Vieux Continent lors de la seconde moitié du XIX^e siècle, les sionistes européens peu religieux ont rêvé de faire de la Palestine la terre du rassemblement des Juifs persécutés. Pour enraciner ce projet nationaliste en Palestine, l'agriculture fut considérée comme l'instrument idoine. Elle permettait de nourrir la communauté juive (le *Yishouv*), de légitimer la présence

des Juifs - d'autant plus qu'ils travaillaient la terre - mais aussi de maximiser le déploiement de l'emprise territoriale, l'agriculture couvrant potentiellement le plus d'espace.

LE KIBBOUTZ COMME FER DE LANCE

Le *kibboutz*, une exploitation collective accueillant les plus militants de la mouvance sioniste, fut le vecteur de ce

déploiement, surtout après 1920. Pour ce faire, les terres étaient achetées par le Fonds national juif (FNJ) à des propriétaires absents, surtout des Syriens et des Libanais, qui étaient coupés de leurs terres depuis le tracé des frontières au début des années 1920. Cependant, le *Yishouv* couvrait seulement 8 % de la Palestine quand l'ONU décida en 1947 de la diviser entre un État juif sur 56 % du territoire et un État

arabe sur le reste. La guerre avec les Arabes au lendemain de la création d'Israël permit à ce nouveau pays de couvrir désormais 78 % du territoire tandis que 700 000 à 800 000 Palestiniens furent expulsés par Israël. Les paysans palestiniens furent les premiers visés. Joseph Weitz, directeur du département de la terre au FNJ, a joué un rôle important. Le 11 janvier 1948, il déclarait : « *N'est-il pas temps de nous débarrasser des fermiers ? Pourquoi continuer à laisser parmi nous ces épines qui représentent un danger potentiel ?* » En septembre 1948, dans un débat sur la nécessité d'interdire le retour des réfugiés, il appela à implanter des migrants et à cultiver au plus vite les terres pour signifier que leur exil était définitif.

Dans la foulée du conflit, c'est encore les *kibboutzim* qui furent au cœur de la couverture territoriale du nouvel État. En parallèle, une agriculture très sophistiquée a émergé, faisant d'Israël un pays exportateur d'ingénierie hydro-agricole. Dans le kibboutz Hatzerim, près de Beersheva, en zone aride, l'ingénieur Simcha Blass avait découvert le système de goutte-à-goutte, qui répondait aux problématiques israéliennes du manque d'eau.

COLONIALISME AGRAIRE JUIF CONTRE AGRONATIONALISME PALESTINIEN

Mais parallèlement à cette excellence technologique, l'agriculture israélienne a contribué au fait colonial à partir de 1967. Après la guerre des Six Jours qui donna à Israël le contrôle des territoires palestiniens restants (soit 22 %), en violation du droit international, le premier plan de colonisation (Plan Allon) s'appuya en effet sur ces *kibboutzim*. Ils étaient ainsi chargés de surveiller la frontière avec la Jordanie tout en cultivant la vallée du Jourdain vidée d'une grande partie des Palestiniens expulsés. Ces colonies agricoles maillent toujours cette vallée qui représente presque un tiers de la Cisjordanie occupée. Entretemps, un autre plan de colonisation plus massif a été mis en œuvre dès 1978, dans la foulée de la victoire du Likoud, plus sioniste encore que les travailleurs. Après la vallée du Jourdain, le Plan Drobless concernait désormais la montagne, riche de signification pour les sionistes religieux alliés du Likoud. Beaucoup d'entre eux, nostalgiques du

pays du miel et du lait, s'employèrent à développer l'agriculture sur les pentes plus ou moins raides de ce qu'ils qualifient de « Judée Samarie ».

En réponse, du côté palestinien, un nationalisme anticolonial, à forte référence agraire, s'est aiguisé avec le temps. Si les paysans occupent une place centrale dans ce nationalisme, c'est parce qu'ils se sont soulevés dès 1936 et qu'ils représentent le lien à une terre qui se dérobe inexorablement depuis 1948 sous les coups de bœuf d'Israël. En 2012, deux journalistes, Samer Abdelnour et Alaa Tarir, exprimaient ce rôle éminent des paysans dans la défense du territoire et dans l'émancipation économique : « *Tout agriculteur plantant et cultivant sur la terre de la Palestine est plus puissant qu'un combattant. L'agriculture est une forme importante de résistance.* » Dit autrement, c'est en continuant à cultiver la terre que les Palestiniens peuvent résister à l'usage pernicieux du droit par Israël qui excipe par exemple du droit ottoman pour reprendre des terres qui ne sont pas cultivées pendant trois ans. Quand le droit de la force subvertit la force du droit : cette logique ne peut conduire qu'à l'impasse !

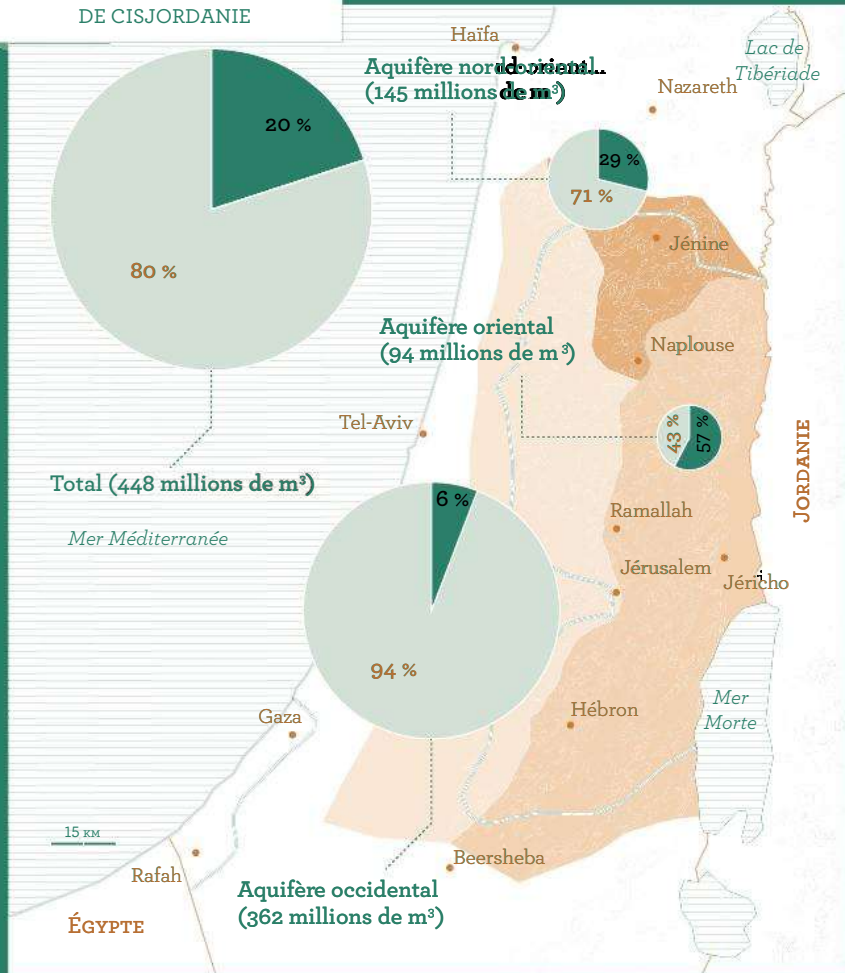
FOCUS

Si l'emprise foncière est au cœur du conflit israélo-palestinien, l'eau l'est tout autant. Déjà convoité par les sionistes à la conférence de Versailles en 1919, le bassin hydrographique du Jourdain est quasi intégralement contrôlé par Israël. Avec l'annexion du Golan et la dissuasion israélienne qui empêche les Libanais d'user pleinement de leurs affluents (Hasbani-Wazzani), la frontière hydraulique entre Israël et ses voisins va au-delà de leur frontière politique. Il en est de même en Palestine occupée, où l'eau de Cisjordanie est clairement sous contrôle israélien. Avec le contrôle des forages palestiniens (réparations des anciens et creusement de nouveaux), la mise en place de quotas d'irrigation pour les paysans de Cisjordanie et le creusement de forages pour les colonies, plus de 80 % des eaux des aquifères de Cisjordanie sont ainsi prélevés par Israël. Les Palestiniens connaissent ainsi une grave crise de l'eau alors qu'ils en auraient suffisamment.

À RETENIR

Le conflit israélo-palestinien est un affrontement de nationalismes à forte tonalité agraire. Quand il s'agit d'une violence territoriale, autrement dit de l'usage du rapport de force pour s'arroger le territoire, les terres agricoles se retrouvent au cœur du conflit. Cela d'autant plus qu'elles charrient une symbolique identitaire et une portée politique. Pour Israël, c'est le pays biblique du lait et du miel qui est à « refaire », pour les Palestiniens c'est l'assise même de l'identité à sauvegarder.

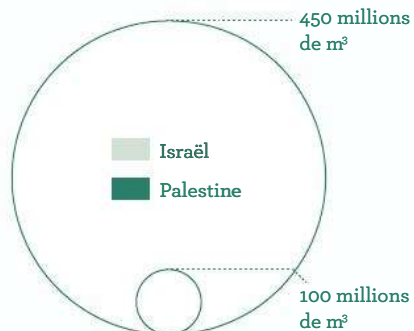
LES GRANDS AQUIFÈRES DE CISJORDANIE



Cet accord de 1995, qui n'était qu'intérimaire, prévoyait que les nappes de Cisjordanie étaient vouées à 80 % à Israël et le reste aux Palestiniens. Cet accord consacrait en fait l'appropriation forcée des eaux de la Cisjordanie par l'occupation israélienne depuis 1967. Mais en l'absence d'un accord définitif, ce partage est resté le même tandis que les besoins palestiniens ont fortement augmenté du fait de l'accroissement de la population. L'agriculture palestinienne est la grande perdante de ce « partage » déséquilibré.

- Ligne verte (1949)
- Aquifère occidental
- Aquifère oriental
- Aquifère nord-oriental

Nouvelles allocations prévues dans le cadre de l'accord intérimaire de 1995



UKRAINE, TERRE FERTILE AUX GUERRES

DONS DE LA NATURE ET RÉARMEMENT AGRICOLE

Comme d'autres pays riverains de la mer Noire (Roumanie, Bulgarie, Russie), l'Ukraine dispose de sols arables généreux. Ces terres noires (*tchernoziom*) combinent la profondeur d'enracinement, la qualité de la structure et la richesse de la matière organique. Ce potentiel n'a pas échappé à Staline, qui décida d'une collectivisation forcée pour nourrir le développement des villes russes, générant alors

une « extermination par la faim » entre 1931 et 1933, ou peu après à Hitler, qui planifia la saisie de ces terres et lança l'opération Barbarossa pour nourrir le grand Reich allemand. Ces tragédies ont laissé une empreinte toujours vive dans la mémoire ukrainienne.

Après la période soviétique, l'Ukraine mise sur l'agriculture pour s'émanciper et sortir son économie de la paralysie. Consciente de ses atouts, elle disloque les anciennes structures collectives et facilite les investissements de la part

d'opérateurs financiers publics et privés, y compris de l'étranger. L'Ukraine apparaît alors comme l'eldorado agricole à conquérir. Le pays réussit à décoller en l'espace de deux décennies. Les récoltes et les exportations s'accroissent significativement depuis le début du XXI^e siècle. Avec 30 millions d'hectares cultivés (plus que la France, 26 Mha), le pays se spécialise en grandes cultures : blé, maïs, tournesol, colza, orge, seigle. Il en produit au total

110 Mt en 2021 (soit deux fois plus qu'en 2010) et en exporte 80 Mt. En volume, l'Ukraine fait à elle seule 5 % du total du commerce agricole mondial. C'est le septième producteur mondial de blé mais son quatrième exportateur (20 à 25 Mt, 10 à 12 % de parts de marché). C'est le cinquième producteur mondial de maïs mais le quatrième exportateur (30 à 35 Mt). En tournesol (huile et tourteaux), l'Ukraine est le premier producteur mondial (1/3 de parts de marché) et le premier exportateur mondial (50 %). Le pays assure aussi 15 à 20 % en moyenne des exportations mondiales d'orge et de colza. Au total, les exportations agricoles ont atteint 25 milliards de dollars en 2021.

LE VIRAGE DE 2022 ET SES INCONNUES

Depuis 2014, l'Ukraine est écartelée entre des dynamiques pro-européennes et démocratiques et des velléités sécessionnistes pro-russes à l'est de son territoire. Elle est également amputée de la Crimée, annexée *de facto* par le Kremlin. Or cet oblast constitue une ouverture clé sur la mer

Noire et s'avère lui-même productif en céréales. Quand la Russie intervient militairement le 24 février 2022 et tente d'envahir l'Ukraine, l'agriculture du pays est touchée par les combats et les bombardements. Pour 2022, les pertes sont estimées à plus de 30 milliards de dollars, en raison des destructions, du manque de récoltes et de l'incapacité à sortir les productions par la voie maritime, fermée durant de longues semaines. Le président Volodymyr Zelensky et le secrétaire général de l'ONU n'ont cessé d'alerter la communauté internationale sur les risques pour la sécurité alimentaire mondiale. Ils n'ont pas tort, l'Ukraine étant devenue un grenier pour beaucoup de pays, notamment du sud de la Méditerranée, de l'Asie, voire de l'Europe. Les marchés mondiaux, nerveux et haussiers depuis 2020 en raison de la pandémie de Covid et des perturbations sur les chaînes logistiques, réagissent très fortement. Le cours des matières premières agricoles flambe et atteint des niveaux record en 2022. Cette inflation alimentaire, couplée à celle de l'énergie et donc des engrais, se propage aux quatre coins du globe.

La guerre entre deux puissances agricoles provoque ainsi des secousses par-delà les rivages de la mer Noire. Mais après avoir menacé le grenier de la mer Noire, la guerre n'empêche pas Moscou de poursuivre ses échanges céréaliers, et ainsi de conforter son pouvoir et ses revenus avec son or vert, tandis que l'Ukraine trouve une respiration commerciale avec l'accord permettant de faire transiter ses grains par un chemin balisé en mer Noire, sous l'égide des Nations unies et de la Turquie. Celle-ci joue un rôle pivot dans un contexte où la maritimisation de la sécurité alimentaire mondiale s'est amplifiée. Si la récolte de blé au niveau global augmente chaque année, le défi de sa mobilité devient ainsi une problématique géopolitique à part entière. En outre, de nouvelles alliances pourraient se dessiner en matière de diplomatie céréalière, surtout si les États reviennent aux affaires et décident à la fois du rythme et de l'orientation du commerce. Ce découplage entre besoins objectifs du marché et visées intentionnelles des pays n'est pas de bon augure.

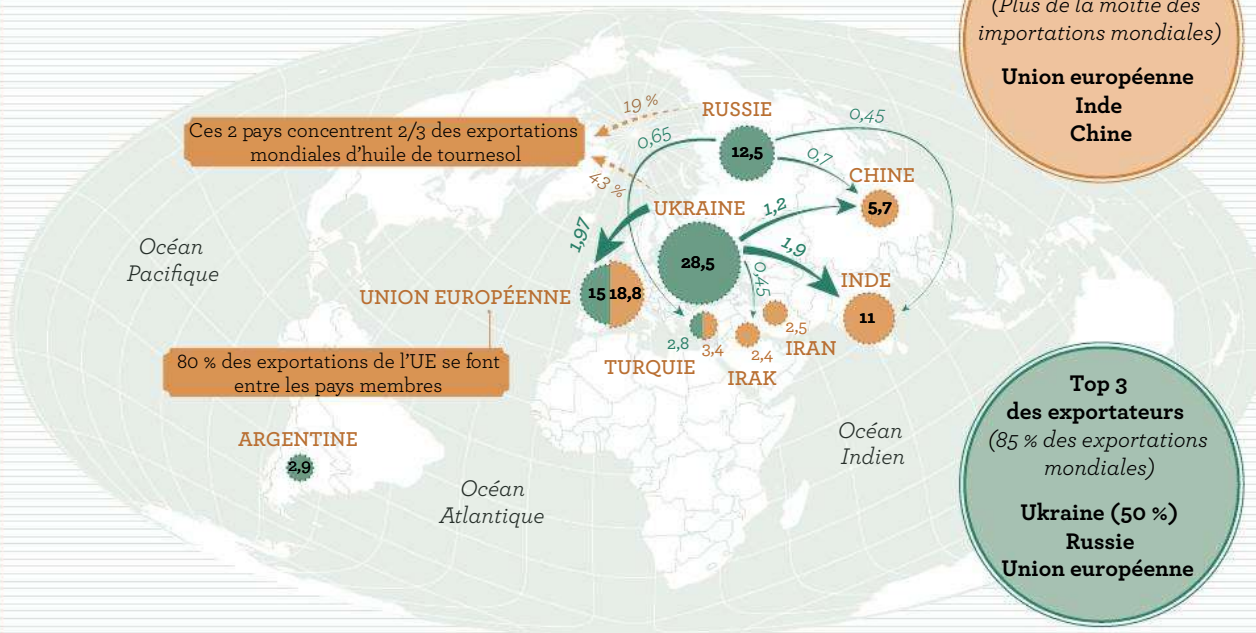
FOCUS

Dès le début du conflit ukrainien, l'UE s'est mobilisée pour apporter une aide appropriée à l'Ukraine sans entrer dans un processus de co-belligérance. En matière agricole, outre l'assistance humanitaire et matérielle fournie au pays, l'UE a établi des corridors de solidarité pour que les grains ukrainiens puissent être exportés par la voie terrestre, en trains ou en péniches le long du Danube. Elle a aussi permis des flux libres de douane vers les marchés communautaires, non sans susciter des controverses chez des producteurs européens observant la concurrence déloyale provoquée et le retard normatif de l'agriculture ukrainienne. Au niveau international, l'UE, aiguillonnée par la France, a mis en place des mécanismes de coopération multilatérale pour éviter les entraves commerciales et les mesures protectionnistes, garantir la transparence des marchés et déployer des mesures d'urgence pour les pays les plus vulnérables. Cette stratégie dite FARM (*Food and Agriculture Resilience Mission*) constitue l'une des principales initiatives sur la sécurité alimentaire mondiale initiées en réponse à la guerre en Ukraine.

À RETENIR

La Russie et l'Ukraine misent depuis le début de ce siècle sur leur agriculture pour à la fois nourrir leur sécurité et leur économie nationales, mais aussi pour se positionner sur la scène internationale. Leur conflit génère en 2022 des effets en cascade sur la sécurité alimentaire mondiale, avec des répercussions géographiques vastes, des incidences multiples sur le plan logistique, énergétique et économique, mais aussi des inconnues nombreuses sur le devenir des productions de la mer Noire, pourtant redevenue grenier essentiel de la planète.

COMMERCE MONDIAL DE L'HUILE DE TOURNESOL DE 2016 À 2021



Principaux flux d'huile de tournesol sur l'année 2020 (en millions de tonnes)



Total des exportations d'huile de tournesol par pays + UE de 2016 à 2021 (en millions de tonnes)



Total des importations d'huile de tournesol par pays + UE de 2016 à 2021 (en millions de tonnes)



PARTIE 3

PUISSANCES ET STRATÉGIES

ÉTATS-UNIS : UNE (EX)-PUISSANCE ?

Les États-Unis sont la première puissance depuis 1945 et ils le sont devenus par l'agriculture. Toutefois, cette intimité du lien entre la puissance et l'agriculture se défait en partie.

QUAND LA PUISSANCE PASSE PAR LES CHAMPS

Au tournant du XIX^e siècle, les États-Unis étaient qualifiés de « pays neuf », comme on nommait alors les pays émergents. Or cette émergence s'est d'abord opérée par l'insertion dans les échanges commerciaux agricoles au début du XX^e siècle. Contrairement à l'Amérique latine où les grands domaines fonciers étaient sous-capitalisés et peu

productifs, la politique foncière très égalitaire des débuts fut déterminante dans cette montée en puissance. Prévoyant l'attribution de quelque 64 hectares à chaque famille de *farmers*, l'*Homestead Act* voté en 1862 préparait en effet les conditions de la survenue d'une agriculture familiale forte dans le cadre de la conquête de l'Ouest, qui s'accéléra nettement après la guerre de Sécession en 1865 et la réunification des États-Unis. Cette progression territoriale et productive de l'agriculture fut d'autant plus facilitée que le *Railroad Act* permettait l'établissement d'un réseau de voies ferrées permettant le convoyage des migrants et des marchandises.

Cette émergence de la puissance agricole américaine s'accompagna d'une spécialisation et de la formation de ceintures agricoles : la *Corn Belt*, devenue la *Corn-Soy Belt* (Iowa, Indiana, Missouri, Illinois et Ohio), qui profite de bons sols (notamment l'excellent *tchernoziom*) et d'un climat chaud et humide ; la *Dairy Belt* des États tempérés des Grands Lacs (Minnesota, Michigan et Wisconsin) ; la *Wheat Belt* des grandes plaines plus arides (Dakota, Nebraska, Kansas et le nord du Texas) ; la *Sugar Belt* (Louisiane) ; la *Tobacco Belt* (Alabama, Caroline du Sud, Géorgie et Mississippi) et la *Fruit Belt* (Californie).

Au cœur de ces spécialisations, les céréales, à la base de beaucoup de régimes alimentaires dans le monde, s'offrirent comme un produit d'exportation. Entre 1871 et 1901, les exportations américaines de céréales triplèrent, passant de 14 à 54 millions de quintaux.

Cet essor de l'agriculture permit aux États-Unis de se lancer sur les marchés mondiaux, profitant en particulier de la Grande Guerre pour exporter des surplus de production vers l'Europe. Épisode peu connu, dès 1921, les États-Unis fournirent même une aide alimentaire aux bolchéviques. Pour autant, cette extraversion agricole fut aussi à la source de la grande crise de 1929, l'agriculture américaine ayant subi le renouveau de celle du Vieux Continent. On l'oublie trop : le krach boursier d'octobre 1929 trouve son origine dans l'effondrement industriel, lui-même lié à celui des *farmers* américains. Mais grâce à l'avènement d'une politique agricole en 1933 alliant incitation et contrôle de l'offre, les États-Unis purent refaire de l'agriculture un outil de leur puissance. Pendant la Seconde Guerre mondiale, ils pallièrent la destruction des grandes régions agricoles russes

et ukrainiennes par les Allemands pour éviter aux populations de l'URSS de connaître le sort des habitants piégés dans Léninegrad. Ensuite, dans le contexte de la guerre froide, ce pouvoir vert fut au cœur de la stratégie américaine d'endiguement (*Containment*) de l'URSS et de ses relais. Initiée en 1954 sous la présidence de Dwight Eisenhower, la *Public Law 480* (PL480 ou *Agricultural Trade Development and Assistance Act*) fit de l'alimentation une arme. « *Food is a weapon* » déclara ainsi Earl Butz, ministre de l'Agriculture de Nixon. De fait, la cartographie de l'aide alimentaire a montré combien celle-ci a été longtemps distribuée selon des critères stratégiques. L'endiguement fut clairement la priorité (citons le Sud Vietnam comme exemple), de même que les verrous stratégiques comme l'Égypte. Dans le cadre de la PL 480 (encore nommée *Food for Peace*) qui combinait aide alimentaire et facilités de crédits pour les ventes commerciales, les États-Unis en firent un destinataire important, le canal de Suez étant crucial pour la maîtrise de l'approvisionnement énergétique des forces de l'Organisation du

traité de l'Atlantique nord (OTAN) et le commerce mondial.

UNE ÉROSION DU POUVOIR VERT

Cet instrument a perdu de son efficacité, parce qu'il fonctionne surtout en situation de monopole. Or les succès de la politique agricole commune (PAC) ont fait de l'Europe un concurrent dès les années 1980. D'autres pays sont arrivés ensuite sur les marchés mondiaux et, aujourd'hui, c'est la Russie qui domine le marché du blé. Ajoutons que, dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui inclut désormais l'agriculture, les aides alimentaires ont été encadrées. Il n'empêche que le *Food for Peace Act* (2008) procure encore aux États-Unis une présence « médiatique » dans les zones instables. Mais cela n'a rien à voir avec le *food power* de la guerre froide. De même, les autres versants du biopouvoir américain sont soumis à forte contestation et recomposition : aussi bien dans le transport du grain que dans la production semencière et phytosanitaire.

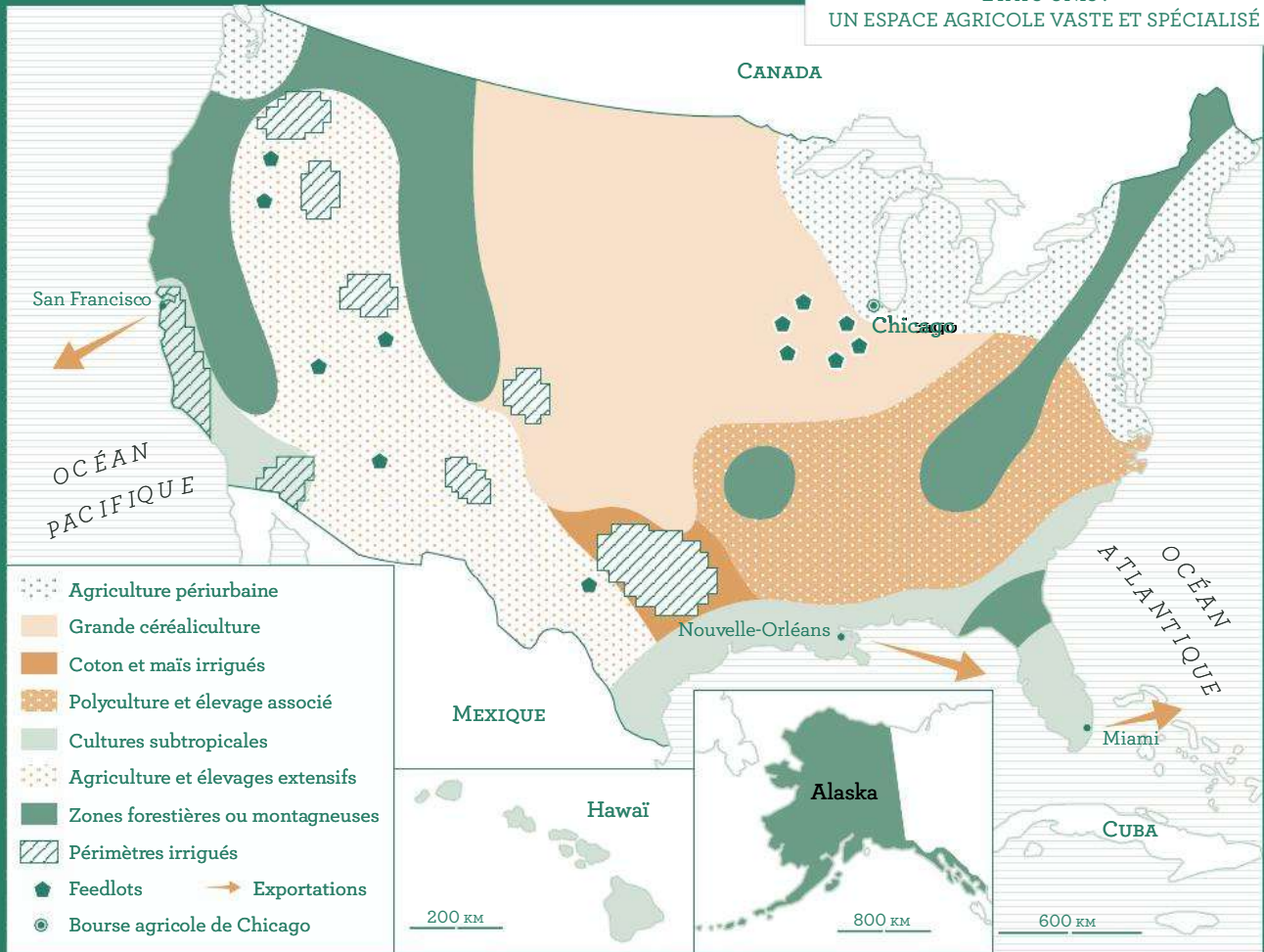
F̄OCUS

Les États-Unis ont donc été détrônés par la Russie en termes de présence céréalière sur les marchés mondiaux. Néanmoins, ils occupent encore le premier rang mondial pour les exportations de maïs, de coton et de viande de porc. Ils sont aussi les deuxièmes pour le soja. Ces performances à l'exportation auxquelles s'ajoutent d'autres productions, certes moins bien classées, sont sous la menace de la relation conflictuelle avec la Chine. Cherchant à rééquilibrer les relations commerciales, notamment avec la Chine, par l'application de droits de douane, Donald Trump expose ses *farmers* à un risque d'affaiblissement conséquent de leurs exportations, en particulier pour le soja et le porc. Il a certes compensé les effets de cette mesure en 2018 en injectant 12 MUSD mais, avec l'accélération de cette guerre commerciale en mai 2019, Donald Trump, semblant conscient d'hypothéquer son aura auprès d'un électorat important pour lui, a annoncé le versement d'une nouvelle aide de 16 MUSD.

À RETENIR

Après avoir massacré la plupart des Amérindiens, les WASP (White Anglo-Saxons Protestants) ont construit les États-Unis d'Amérique en se répartissant la terre de façon égalitaire. Ce faisant, ils ont fait émerger une agriculture familiale très productive. Consacrée surtout après la Seconde Guerre mondiale, la puissance américaine a fortement compté sur l'agriculture pour rayonner. Mais avec les basculements économiques et géopolitiques de la fin du siècle, cette puissance s'avère moins basée sur son agriculture.

ÉTATS-UNIS :
UN ESPACE AGRICOLE VASTE ET SPÉCIALISÉ



EUROPE : LA CONQUÊTE DE LA PAIX

L'agriculture, plus que le charbon ou l'acier, a joué un rôle décisif dans la construction puis le développement de l'intégration politique et économique européenne.

LA PAC POUR FAIRE LA PAIX ET GARANTIR LA SÉCURITÉ

Conformément au traité de Rome de 1957, la PAC devient opérationnelle en 1962 et mobilise alors l'essentiel du budget de la Communauté économique européenne (CEE). Ces financements sont destinés à accroître la production pour faire sortir le Vieux Continent du risque d'insécurité alimentaire et d'instabilité, tout en rehaussant le niveau de vie des

agriculteurs. Les résultats sont probants dès la décennie 1970. La CEE concurrence les États-Unis sur les marchés internationaux qui vont lui mener une guerre commerciale sans merci. Avec l'accumulation d'excédents à exporter dans des conditions conflictuelles, le modèle agricole de l'Europe est victime de ses succès, ce qui la conduit à lancer à la fin du xx^e siècle de profondes réformes qui doivent lui permettre de s'adapter à de nouvelles réalités stratégiques internationales mais aussi aux demandes internes. Beaucoup plaident en effet pour qu'elle ne soit plus centrée sur les seuls objectifs initiaux, que les aides soient découplées de la

production et qu'elle s'engage davantage pour la durabilité des ressources et des écosystèmes. Les enjeux de qualité, de sûreté et d'identité géographique des aliments sont de plus en plus scrutés par les consommateurs européens.

À côté du premier pilier productif de la PAC, un second pilier est établi en 1999 qui prend en charge le développement rural. Les attentes autour de la PAC se transforment, tandis que les rapports s'amenuisent entre urbains et agriculteurs. Ces derniers ont le sentiment d'être moins soutenus et plus soumis aux complexités technocratiques bruxelloises. Le montant affecté à la PAC diminue, bien

qu'il demeure le premier poste de dépenses communautaires (37 % du budget de l'UE). Or son coût reste faible : à peine 0,3 % du PIB total de l'UE ! Elle est surtout une politique publique alimentaire pour un demi-milliard de citoyens avant d'être une politique agricole commune pour quelques millions d'agriculteurs.

Dans les années 1990 puis 2000, l'élargissement au nord-est du continent offre un potentiel agricole supérieur à l'UE alors que les dynamiques alimentaires mondiales sont porteuses d'ambition. Mais cela ne se traduit pas par un surcroît de puissance car ces agricultures sortent de décennies de disqualification. En parallèle, les accords de libre-échange de l'UE avec le reste du monde se multiplient sans toujours veiller à ce que l'agriculture ne soit pas utilisée comme monnaie d'échange avec les nations émergentes.

RELATIVISER L'IMPUISSANCE EUROPÉENNE

L'UE est aujourd'hui le premier exportateur et le premier importateur de la planète pour les produits agricoles et agro-alimentaires, avec un excédent annuel de 20 milliards d'euros en moyenne. La

valeur de ses productions, réalisées par environ 10 millions d'exploitations, dépasse 400 milliards d'euros. Ses exploitations agricoles et ses industries agro-alimentaires innovent sans cesse et sont pour la plupart engagées dans des démarches de transition socio-économique et écologique. Par le volume régulier de ses récoltes, par la garantie sanitaire de ses productions et par la mosaïque de ses terroirs, l'Europe se distingue dans le monde par ce triptyque gagnant : quantité, qualité et diversité.

Le futur de la PAC après 2020 est aussi flou que celui de l'UE. La panne semble tenace, entre désintérêt, voire critique, des populations d'un côté et, de l'autre, frilosité voire désunion, entre décideurs du continent. La PAC s'embourbe dans des dispositions techniques et des démarches de subsidiarité, au risque d'en faire une politique plurielle et bien moins commune. Le Pacte vert lancé en 2020 est ambitieux sur le climat mais

potentiellement disruptif pour la production agricole. Alors que les défis s'avèrent immenses en Méditerranée, au Moyen-Orient ou en Afrique, l'UE ne conjugue pas la PAC avec son action extérieure de voisinage ou sa diplomatie économique. Ces tendances vident le sens géopolitique de l'agriculture,

ciment de l'unité européenne et vecteur d'influence pour l'international. Par-delà sa capacité productive, l'Europe dispose d'un autre *soft power*, celui d'être peut-être la référence mondiale en matière de

Le budget annuel de la PAC est de 51 milliards d'euros, soit 27 centimes par jour pour la sécurité alimentaire de chaque consommateur européen.

durabilité agricole, avec notamment des cultures biologiques référentes et des aliments à forte typicité. En outre, deux problématiques se précisent : la crise de renouvellement qui frappe les agriculteurs européens, plus vieux que jamais, et les velléités d'acteurs étrangers, publics comme privés, investissant dans les outils productifs du continent.

FOCUS

Les Pays-Bas ont pleinement bénéficié de la PAC pour augmenter leurs productions et devenir une puissance agroalimentaire de premier plan. Fort d'une combinaison vertueuse entre pouvoirs publics, entreprises privées et recherche scientifique, le secteur incarne à lui seul l'état d'esprit hollandais, à la fois innovant, marchand et conquérant. Les Pays-Bas, depuis la décennie 1990, occupent la place de second exportateur mondial. Ses ventes représentent en moyenne 100 MUSD par an ces dernières années. Grâce à ses installations logistiques, à commencer par le port de Rotterdam, le pays constitue une place forte du commerce agroalimentaire européen et international. Outre le lait et les produits laitiers, le pays s'appuie sur un secteur horticole dynamique, qui produit et surtout transforme (Amsterdam capte deux tiers des fleurs échangées sur la planète). Continuer à produire sur de faibles surfaces, en ménageant les ressources et avec moins d'intrants, voilà le cap stratégique fixé par les Pays-Bas, où technologie et durabilité cherchent leur complémentarité.

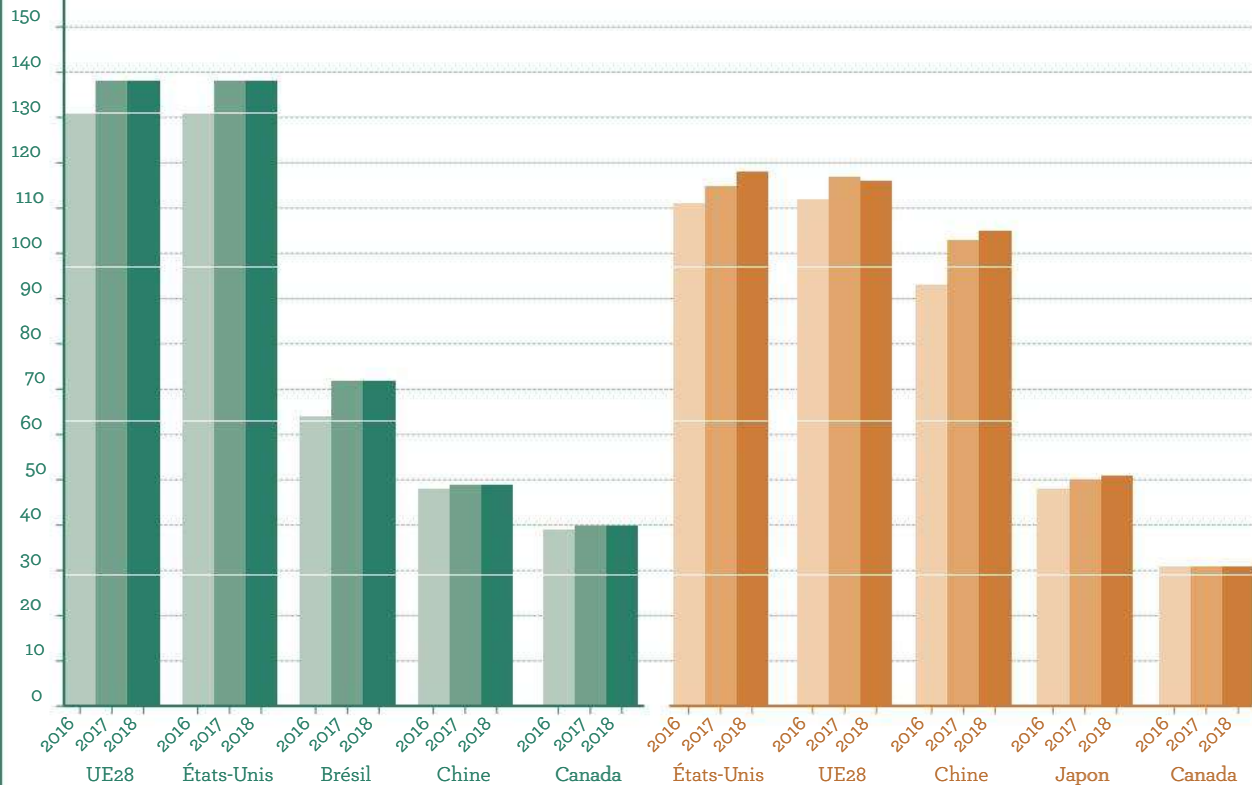
À RETENIR

Afin d'améliorer la sécurité alimentaire d'une Europe de l'Ouest meurtrie par la guerre, l'Europe mise sur l'agriculture pour faire la paix et moderniser son économie. En trois décennies, elle atteint l'autosuffisance pour la majorité des produits de base et devient exportatrice. Bien que la puissance agricole et agroalimentaire de l'Europe soit réelle, des défis inédits se posent depuis le début du ^{xx}e siècle entre nouvelles préoccupations sociétales et recomposition des rapports de force internationaux.

L'UE PARMIS LES GRANDS EXPORTATEURS ET IMPORTATEURS MONDIAUX

Principaux exportateurs mondiaux de produits agroalimentaires (milliards d'euros)

Principaux importateurs mondiaux de produits agroalimentaires (milliards d'euros)



BRÉSIL : LE CHAMP DE CONTROVERSES

Avec plus de 8 millions de km², le Brésil a mis l'agriculture au cœur de sa volonté de puissance malgré une fragilité agro-environnementale et agropolitique, que l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro ne fait que conforter.

DES ATTRIBUTS DE PUISSANCE

Favorisé par sa géographie, le Brésil possède un éventail de zones agroclimatiques qui lui permettent de produire une large gamme de produits agricoles, depuis les plantes tropicales aux cultures des aires tempérées. Ce pays se divisait en trois grandes régions très distinctes :

la partie la plus proche des côtes, largement dévolue aux cultures, la partie centrale (le Cerrado), essentiellement destinée à l'élevage et la partie occidentale, couverte par la forêt amazonienne. Cette répartition a de fait évolué sous la pression des investissements agricoles. D'une part, les terres du Cerrado ont été en partie grignotées par un front pionnier qui a fait passer des grandes propriétés d'élevage en terres de cultures (notamment le soja). D'autre part, on assiste à une conquête de l'Amazonie pour y mettre en culture certains espaces ou y développer l'élevage.

Cette reconfiguration territoriale traduit la priorité donnée aux exportations agropastorales par les autorités du pays, aiguillonnées par de grands propriétaires et des entreprises agroalimentaires. Ce choix politique a été surtout affirmé avec l'avènement de la dictature en 1964. Rêvant de puissance, le pouvoir militaire, très lié à l'oligarchie foncière, a facilité l'avancée de ces fronts pionniers afin de projeter le pays à l'international au travers de ses exportations. Le retour de la démocratie en 1985 puis l'arrivée de la gauche en 2003 n'a pas

vraiment changé ce credo agro-exportateur. Depuis le début du millénaire, les positions agricoles du Brésil n'ont d'ailleurs cessé de s'améliorer. Ainsi, depuis 2005, le Brésil est le premier exportateur mondial de viande bovine. De même, alors que le soja y était absent avant 1973, il est devenu le deuxième exportateur mondial, profitant aujourd'hui de la dispute commerciale entre la Chine et les États-Unis, respectivement premiers importateur et exportateur. Bien que surtout dévolus au marché intérieur, les biocarburants, en croissance, illustrent aussi la profonde reconfiguration agricole du pays.

Le Brésil a fait de cette capacité exportatrice un vecteur diplomatique, à moins que ce ne soit le contraire. Tel a été par exemple le cas des pays arabes vers lesquels les exportations de viande ont explosé sous le mandat de Lula (2003-2011), contribuant à l'essor de relations agro-commerciales Sud-Sud dont le Brésil s'est fait le champion.

L'ENVERS DU DÉCOR

Le Brésil est donc devenu un colosse agricole mais ses pieds sont restés d'argile. Certes, la faim a reculé, surtout du fait du programme de *bolsa familia* voulu par le président Lula. Mais d'autres hypothèques demeurent, notamment le fait que la terre y est excessivement

mal répartie (voir fiche 17). Le sort des travailleurs des grandes exploitations est souvent très précaire et le pays compte une multitude de paysans sans terre. La distribution limitée

de zones agricoles (*assentamentos*) à ces paysans sans terre ne suffit pas à contenir leur appétit foncier, d'autant plus que ces zones sont situées le plus souvent dans des régions mal desservies d'Amazonie. Aussi se lancent-ils dans des occupations de vastes domaines sur des vieilles terres agricoles plus amènes car proches des côtes. Initiés souvent par le Mouvement des sans terre, ces

« Si aucun des ministres ne parle la même langue que le front rural, le président ne reste pas très longtemps. »

Nelson Marquezelli

acampamentos sont ensuite cultivés dans l'espoir d'être reconnus comme des *assentamentos*. Mais le combat est long et improbable, surtout depuis l'arrivée à la présidence de Michel Témer en 2016, et plus encore de Jair Bolsonaro en 2019. Outre les inégalités sociales et économiques du modèle agricole brésilien, il faut noter ses incidences environnementales. Du fait de l'intensification poussée, de nombreuses régions productrices voient leurs terres perdre en fertilité et leurs eaux se polluer. Quant au recul de la forêt amazonienne sous l'effet de l'avancée du front pionnier agropastoral, il ne cesse d'inquiéter la communauté internationale eu égard à ses incidences sur l'accélération des changements climatiques. Il pèse aussi sur le devenir des communautés autochtones que les résolutions onusiennes ont bien été en peine de protéger lors de la présidence du brutal Bolsonaro. Les gigantesques incendies de l'été 2019, sans doute d'origine criminelle et dans un contexte d'encouragement à la déforestation par les autorités, ajoutent à cette grande précarité. Durant son mandat, le recul de la forêt amazonienne s'est opéré à un rythme inédit.










FOCUS

Les grands propriétaires et leurs alliés de l'agrobusiness sont extrêmement puissants à l'Assemblée nationale brésilienne, au travers du Front parlementaire agricole (FPA). Il a contribué à la destitution de Dilma Rousseff en 2016 et permis par deux fois le maintien de son successeur Michel Temer, lui aussi accusé de corruption. Représentant alors 235 députés sur 513 et 27 sénateurs sur 81, le FPA a porté la réduction du budget de l'Institut de la réforme agraire et de la Fondation nationale des Indiens (Funai) qui défend le droit des populations des terres amazoniennes, que les agro-investisseurs souhaitent s'accaparer. Durant l'élection présidentielle, le FPA a été également très actif en s'assurant, en échange de son soutien à Jair Bolsonaro, l'interdiction du Mouvement des sans terre et la poursuite de la dévolution des terres amazoniennes à l'élevage de bovins. En guise de première récompense évidente, sa présidente Tereza Cristina Da Costa a été nommée ministre de l'Agriculture.

À RETENIR

Pays de grande taille, le Brésil aspire à la grandeur politique. Exprimé au début du xx^e siècle, ce rêve de puissance s'est surtout concrétisé sous la dictature (1964-1985), la modernisation des grandes propriétés facilitant les cultures d'exportation. Non seulement, ce modèle n'est en rien responsable du recul massif de la faim, lié surtout au programme *Bolsa familia* du président Lula, mais il va à rebours des intérêts des paysans sans terre et des autochtones, tandis qu'il sacrifie l'environnement.

L'ESPACE AGRICOLE BRÉSILIEN

-  Agriculture moderne intensive
-  Grands domaines d'élevage extensif
-  Petites exploitations vivrières
-  Plantations traditionnelles
-  Exportation vers les États-Unis et l'Europe
-  Front pionnier
-  Expansion de l'agriculture moderne
-  Migrations vers les fronts pionniers
-  Exode vers les villes du Sud



RUSSIE : L'AUTRE RÉARMEMENT

Disposant de ressources essentielles à l'activité agricole et investissant continuellement dans le secteur, la Russie affiche sa volonté depuis vingt ans d'être l'une des premières puissances alimentaires de la planète. Après la longue parenthèse de l'URSS dont la puissance a été largement entravée par son effondrement agricole, ce retour se traduit par l'accroissement des productions et des exportations.

SAUVEGARDE DE LA PUISSANCE ET RÉARMEMENT AGRICOLE

L'effondrement de l'URSS puis la progression de l'OTAN et de l'UE sur les

marges de la Russie ont laissé une forte empreinte dans le pays. L'arrivée de Poutine à la présidence en 2000 a ainsi sonné l'heure de la restauration de la puissance. Les matières premières sont appelées à redresser le pouvoir de la Russie. Au même titre que les hydrocarbures, l'agriculture est au cœur de cette reconquête. Considérées comme stratégiques, les productions alimentaires vont ainsi jouer un rôle déterminant, d'autant plus que la décennie 2000 se caractérise par une envolée des cours agricoles. Le potentiel naturel du pays et l'augmentation de la demande mondiale renforcent cet intérêt agrostratégique pour Moscou. Ces capacités productives reposent sur

une géographie à nulle autre pareille. La Russie dispose de terres noires (*tchernozioms*) propices aux grandes cultures. Localisées sur les rivages de la mer Noire et en Sibérie occidentale, ces terres s'étendent sur 33 millions d'hectares, soit près de 15 % de la superficie agricole. En dépit d'un climat défavorable et d'un manque d'eau réel, la Russie peut donc compter sur ses sols remarquablement fertiles pour sa production céréalière. L'État mise sur ces territoires et facilite les investissements étrangers visant à valoriser ce potentiel, afin notamment de développer les infrastructures (routes, rail, ports, silos de stockage).

Plus largement, Moscou soutient son agriculture et favorise l'utilisation du progrès technique, de la génétique aux agroéquipements en passant par les outils numériques. La compétitivité provient aussi de ses coûts de production relativement bas par rapport à d'autres puissances. Cette orientation fut centrale dans le plan pour l'agriculture 2013-2020. Le poids du secteur dans l'économie a augmenté d'un tiers pour atteindre 4 % du PIB et l'objectif est de doubler cette part au cours de la prochaine décennie. Le Kremlin sait que les performances peuvent s'amplifier avec l'innovation, la hausse des rendements et les promesses de nouvelles mises en culture sur des espaces concernés par le réchauffement climatique. Le président Poutine s'attelle donc à construire une plus grande sécurité alimentaire nationale et à utiliser ce pouvoir agricole en direction de la planète.

MESURES GÉOÉCONOMIQUES ET QUÊTE D'INDÉPENDANCE

La crise financière internationale et la baisse du prix des matières premières fragilisent la Russie à la fin des années

2000. Le pays est par ailleurs frappé par des sécheresses sévères. Les récoltes s'effondrent et Moscou décrète un embargo à l'été 2010 sur ses exportations de blé. Cette décision impacte l'Égypte, son premier acheteur, où le prix du pain flambe autant que la contestation sociale. En 2012, la Russie adhère à l'OMC et sa politique agricole s'adapte. Quand Moscou intervient en 2014 en Ukraine et que son armée met la main sur la Crimée, une zone très productive, les Européens et les Américains lui imposent de lourdes sanctions économiques. La Russie riposte par un embargo de leurs produits agricoles et alimentaires. Ce dispositif, toujours en vigueur, a non seulement fermé le marché russe aux agricultures occidentales mais également renforcé la pénétration de productions venant de Turquie, du Maroc, du Brésil ou encore d'Argentine. Moscou n'a pas eu de difficultés à pallier ses besoins, d'autant

plus qu'elle a simultanément revigoré certaines filières domestiques, notamment l'élevage.

De 2000 à 2019, la Russie a produit 1,1 milliard de tonnes de blé, autant que les États-Unis. Depuis 2016, Moscou en est le 1^{er} exportateur mondial.

Cela permet à la Russie de disposer de volumes accrus en lait et en viandes. À la veille de la guerre en Ukraine, le pays avait réduit ses importations. Elles oscillaient alors autour de 15

à 20 MUSD, contre une moyenne de 30 à 35 avant l'embargo instauré en 2014. Moscou assumait donc son statut de grande puissance agricole et le faisait savoir. Après le pétrole et le gaz, ses produits agricoles occupent le deuxième poste à l'export dans le commerce du pays, devant l'armement. Il reste à connaître les effets à court terme de la guerre en cours. À long terme, l'agriculture sera un atout de puissance.

F̄OCUS

Depuis 2000, la Russie a produit 1 700 Mt de céréales. Ses exportations de blé ont triplé, 20 % du blé commercé dans le monde est désormais d'origine russe. Cette céréale prend la route du Moyen-Orient, du Maghreb et de l'Afrique. Ces destinations ne sont pas anodines géopolitiquement. Elles correspondent à des zones hyperdépendantes des marchés internationaux pour leur consommation de céréales. Ce sont aussi des régions où Moscou veut peser sur les affaires stratégiques et accroître son influence. Le cas de la Syrie est exemplaire, puisque le pouvoir russe a soutenu le régime d'El-Assad, y compris en lui garantissant sa sécurité alimentaire. L'Égypte, premier importateur mondial de blé, s'approvisionne majoritairement en Russie et chaque rencontre bilatérale place les céréales au cœur des discussions stratégiques. Outre ces volumes en hausse et cette diplomatie céréalière bien orchestrée, la poussée russe repose sur des qualités améliorées qui cherchent à s'adapter aux besoins des clients internationaux.

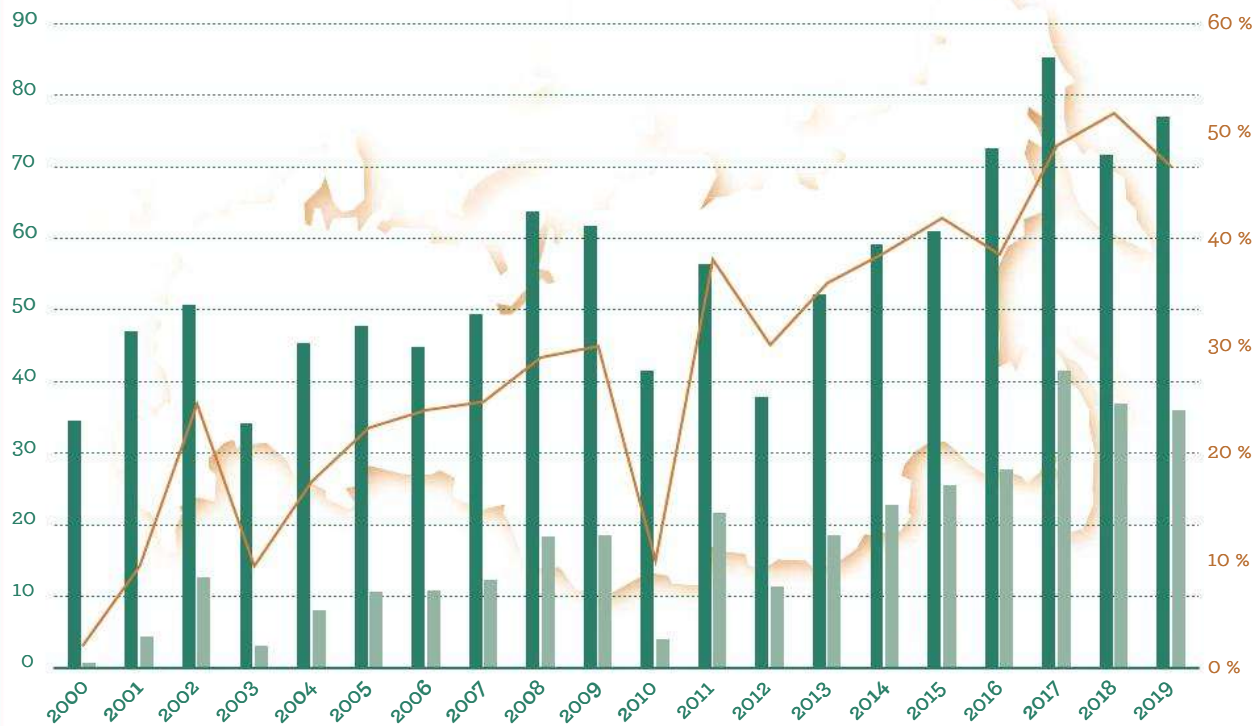
À RETENIR

L'agriculture, au même titre que l'énergie ou l'industrie militaire, participe à la sécurité nationale et à l'influence internationale de la Russie. Soucieuse de restaurer sa puissance, Moscou mise sur ce secteur et ses céréales pour peser dans le commerce agricole mondial et les affaires stratégiques au Moyen-Orient. Si la Sibérie offre demain un champ de possibles accru, l'agriculture russe reste cependant vulnérable aux chocs climatiques. Elle peut aussi à l'avenir évoluer en fonction des visions politiques du Kremlin.

LA RUSSIE, PREMIER PRODUCTEUR DE BLÉ AU MONDE

Production et exportation de blé (en millions de tonnes)

Ratio export/production



Production totale : 478 995
Exportation totale : 99 377

Production totale : 614 064
Exportation totale : 246 098

■ Production
■ Exportation

CHINE : DOMINATION ET DÉPENDANCE

La Chine doit satisfaire les appétits de 20 % de la population mondiale. À cette exigence quantitative s'ajoute une demande qualitative. Les Chinois veulent manger davantage, mieux et vivre plus longtemps (500 millions d'entre eux ont déjà plus de 60 ans).

SE NOURRIR SOI-MÊME

L'agriculture chinoise demeure contrainte par une géographie difficile et parfois hostile. Les terres arables se raréfient à mesure que l'urbanisation progresse et que les sols se dégradent. Les ressources en eau ne sont pas plus

abondantes et il faut aussi relier la politique nationale à l'égard du Tibet avec la quête d'une sécurité hydrique grâce aux dotations de l'Himalaya.

La Chine reste néanmoins l'un des principaux producteurs mondiaux de la plupart des denrées agricoles (riz, blé, maïs, pommes de terre, tomates, lait de chèvre, œufs, viandes de porc et de mouton, poires, pêches, pommes, raisins de table, etc.). Le secteur représente encore 10 % du PIB et le pouvoir central le considère comme stratégique à la sécurité nationale. Cette obsession a des racines millénaires, mais aussi récentes,

comme le traumatisme du Grand Bond en avant de Mao. Cette politique de collectivisation forcée s'est soldée par des famines ayant causé entre 1958 et 1961 le décès de 15 à 36 millions d'individus. Depuis les réformes introduites par Deng Xiaoping à la fin des années 1970, qui en avait fait le premier maillon de sa relance économique, l'agriculture s'affiche toujours comme priorité du développement. Les progrès scientifiques et techniques améliorent les rendements agricoles tandis que l'évolution des

revenus sort des millions de paysans de la pauvreté. En mobilisant ses propres forces, le pays a repoussé le spectre de l'insécurité alimentaire quantitative à la fin du xx^e siècle.

SINO-MONDIALISATION AGRICOLE

La seule réponse productive nationale ne suffit plus. Les importations complètent des récoltes nationales abondantes. La balance agrocommerciale est devenue structurellement déficitaire au milieu de la décennie 2000, plongeant à des niveaux négatifs de 40 à 50 MUSD en moyenne annuelle depuis 2010. En 2018, les approvisionnements agricoles se sont élevés à 135 MUSD, soit un volume de 185 Mt. Brésil et États-Unis assurent chacun 20 % de ces importations. L'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande et l'Ukraine s'affichent aussi comme des fournisseurs clefs de la Chine, sans oublier l'UE qui compte pour 7 à 9 % en moyenne. L'Afrique pourrait jouer un rôle plus significatif à l'avenir.

La Chine, encore à l'équilibre sur des denrées de base (blé, maïs, riz), importe

massivement de la protéine. Le soja compte pour un tiers des approvisionnements agricoles du pays, avec 100 Mt par an, soit dix fois le volume du début du siècle. En polarisant 70 % des échanges mondiaux de soja, la Chine nourrit le bétail et ses centaines de millions de cochons.

Pour de nombreux pays et entreprises dans le monde, la taille du marché chinois étant considérable, les flux à l'export s'orientent donc majoritairement vers celui-ci. Cela crée une double dépendance : la Chine a besoin d'approvisionnement tandis que les exportateurs sont de plus en plus liés aux évolutions de la demande chinoise. Quand celle-ci se transforme, les volumes, la géographie des flux et la formation des prix internationaux se redessinent.

La Chine multiplie aussi les investissements à l'international, notamment à travers l'initiative des routes de la soie (BRI). Sécuriser et diversifier ses

importations passe par l'organisation d'un vaste maillage logistique et portuaire, par la prise de contrôle de sociétés étrangères de l'amont agricole ou encore par la location et l'achat de terres à travers la planète. Dans cette visée géopolitique, la Chine soutient ses entreprises du e-commerce érige ses propres normes, convoite

Pour sa sécurité alimentaire, la dépendance de la Chine envers les approvisionnements extérieurs s'amplifie. Une limite à sa puissance ?

des ressources en Afrique, mise sur le foncier de l'Australie, développe des corridors routiers interocéaniques en Amérique du Sud pour désenclaver l'Amazonie et n'oublie pas l'Europe, continent agricole à fort potentiel. L'inclusion de l'ouest rural de la Chine, notamment le Xinjiang irrédentiste et très surveillé, demeure toutefois le premier pilier de cette stratégie : les routes de la soie doivent favoriser la croissance dans ces territoires qui ne bénéficient pas encore pleinement du supposé rêve chinois. Un demi-milliard de personnes sont ici concernées.



F̄OCUS

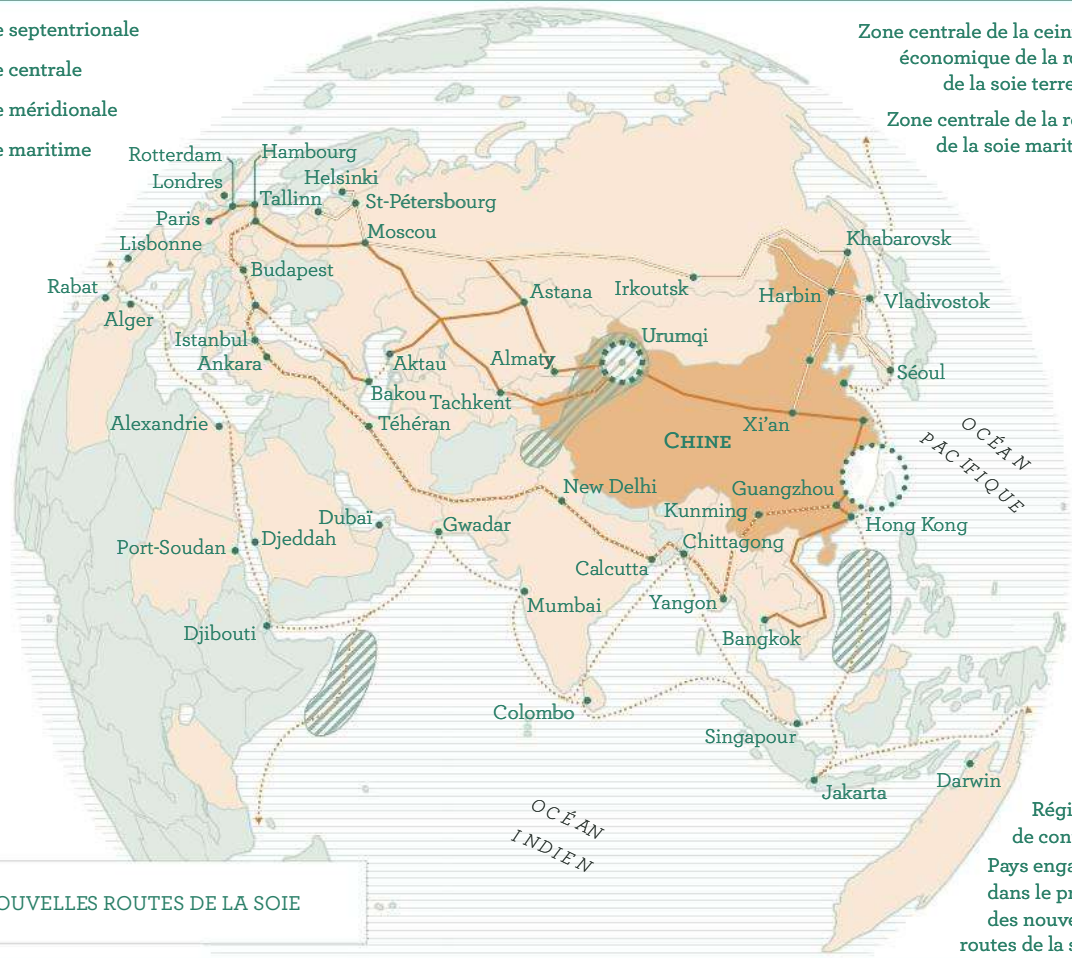
La Chine est le premier producteur mondial de riz et de blé, avec respectivement 145 et 130 Mt en moyenne annuelle actuellement, ce qui représente environ 30 et 20 % des récoltes mondiales. En ce qui concerne le maïs, la Chine se classe deuxième après les États-Unis, avec le quart de la production de la planète. Les céréales constituent des cultures phares de l'économie agricole du pays. Ce sont aussi des marqueurs politiques tant le contrôle des récoltes est scrupuleux. En Chine, le concept de sécurité alimentaire signifie avant tout production et disponibilité des grains. L'objectif est d'atteindre au maximum l'autosuffisance céréalière, tout en pratiquant parfois la désinformation. Non sans intérêt, Pékin dissimule volontiers les chiffres de son agriculture et de ses stocks de céréales. À l'automne 2018, en annonçant la « découverte » de 150 Mt de maïs en plus dans le pays, la Chine a tout simplement doublé le volume des réserves mondiales pour ce produit.

À RETENIR

Penser le temps long pour agir est une obsession de la Chine. Sa sécurité alimentaire, pilier de la stabilité sociopolitique du pays, passe par une internationalisation croissante des approvisionnements. L'agriculture est centrale dans l'initiative des routes de la soie. Pour asseoir sa puissance, la Chine doit développer son espace intérieur rural, apporter de la nourriture en quantité pour tous et assurer la qualité sanitaire des produits mis sur le marché. Tous les acteurs agricoles de la planète – États comme firmes privées – ont donc les yeux tournés vers l'Empire du milieu, tant c'est lui qui polarise les intérêts.

- Voie septentrionale
- Voie centrale
- - - Voie méridionale
- Voie maritime

- Zone centrale de la ceinture économique de la route de la soie terrestre 
- Zone centrale de la route de la soie maritime 



LES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE

- Régions de conflits 
- Pays engagés dans le projet des nouvelles routes de la soie 

SOUDAN : L'ÉTERNELLE PROMESSE

Avec près de 2,5 millions de km², le Soudan a été le plus grand pays d'Afrique jusqu'à l'indépendance du Sud en 2011. Riche de son sous-sol pétrolifère, il ne l'est pas moins en termes de sols cultivables. Qui plus est, son riche réseau hydrographique lui permet d'avoir un réel potentiel, par-delà ses zones méridionales arrosées : le Bahr el Ghazal et l'Atbara créent le Nil Blanc qui rejoint le Nil Bleu, avant de recevoir les eaux du Sobat pour former le Nil.

DES PROMESSES RÉCURRENTES

Quand le pays parvint à l'indépendance en 1956, il fonda de grands espoirs sur

son potentiel agricole. Pour des dirigeants désireux d'en finir avec toute forme de dépendance, il s'agissait d'en faire un atout de puissance. Dans les régions centrales autour de Khartoum, de grands projets hydrauliques, notamment le barrage de Roseires sur le Nil Bleu, furent d'emblée conduits en vue d'étendre la surface irriguée. Avec l'arrivée au pouvoir de Jaafar Nimeiri en 1969, ce « développementalisme » gagna en intensité. Pétri de nationalisme arabe à la mode nassérienne, Nimeiri caressait un appétit de puissance qui passait par une certaine souveraineté économique. L'accord qu'il obtint en 1972 avec les rebelles du Sud, engagés

dans une résistance depuis 1955, ouvrait une fenêtre de stabilité pour le pays. Le pouvoir lança ainsi une politique d'investissements supposée faire décoller le pays. Elle était d'autant plus facilitée que le développement agricole du Soudan intéressait les pays arabes, notamment ceux du Golfe cherchant à s'approvisionner à l'étranger grâce à leurs pétrodollars.

Nimeiri compléta alors le périmètre irrigué de la Gezira initié du temps de la présence anglaise, et il stimula le secteur de l'agriculture mécanisée en région pluviale. Le Sud notamment offrait des atouts considérables. Un plan

de canalisation y fut lancé afin d'assainir les marécages formés par les deux affluents du Bahr el Ghazal (le Barh el Jabal et le Bahr el Zaraf). La construction du canal de Jongleï fut ainsi entamée avec le ferme espoir de transformer la région en zone agricole, à grand renfort de capitaux, notamment ceux du Golfe. Mais le creusement de ce canal fut finalement arrêté par la reprise du conflit avec les sudistes en 1983. Au terme d'un conflit qui dura vingt ans, un accord de paix fut signé en 2005 par John Garang, chef de la SPLA (l'Armée populaire de libération du Sud) et nouvel homme fort du Soudan depuis 1989. Cet accord permit au Sud d'être reconnu comme État indépendant en 2011, le Soudan perdant ainsi toute une partie de son grenier.

L'HEURE DU GRENIER EST-ELLE ARRIVÉE ?

Sorti de deux conflits très violents avec la perte du Soudan du Sud à fort potentiel agricole, Khartoum a donc dû déchanter sur ses rêves de grenier du monde arabe. Malgré tout, le pays n'a pas abandonné son projet de puissance

hydro-agricole. Il compte sur le renforcement de la valeur de la terre dans un monde qui, depuis la crise des matières premières de 2007/2008, a mesuré combien la question de l'approvisionnement alimentaire pouvait se reposer avec acuité. En fondant l'Agribusiness Investment Center en 2007, le Soudan manifesta ainsi sa volonté d'offrir ses terres à qui voulait investir. Cette réaffirmation d'un Soudan nourricier fut d'ailleurs soutenue lors du sommet de la Ligue arabe en janvier 2009 au Koweït. C'était certes avant la sécession du Sud où des investisseurs arabes étaient déjà en train de se rendre. Mais le Nord les attirait aussi. Ces investissements, notamment saoudiens et émiratis, ne se situent pas dans les anciens périmètres irrigués. Dans ces espaces, les sols n'y ont pas été ménagés avec la culture du coton qui, de toute façon, n'intéresse pas les investisseurs du Golfe, avant tout en recherche de ressources alimentaires. Les

nouveaux investissements s'opèrent donc surtout dans des régions considérées comme beaucoup plus innocu-

Lors de la révolte de 2019, le journaliste Mohamed Kawas a écrit : « On ne parle plus du grenier à pain arabe. [...] Les gens veulent juste du pain. »

pées, et donc avec d'autant moins de risques de conflits. C'est ainsi le cas de l'État du Nord où la mise en eau du barrage de Mérowé offre des possibilités d'irrigation en zones désertiques. Après bien des guerres et des dérives idéologiques vers l'islamisme d'État, le Soudan pourra-t-il devenir cet eldorado foncier tant annoncé alors qu'il est amputé d'une partie de son territoire ? Environ 56 millions d'hectares restent cultivables, ce qui représente un potentiel considérable à l'échelle du monde, qui ne manquera sans doute pas de le convoiter. Mais on sait que la réussite agricole d'un pays dépend moins de ses dotations en terres et en eau que de ses dirigeants et du système politique qu'ils mettent en place. Les soulèvements depuis 2019, initiés par la cherté du pain, auront-ils une incidence sur ce plan-là ?

F̄OCUS

Pour le Soudan du Sud, reconnu par la communauté internationale mais sans réelles infrastructures étatiques, le fort potentiel en ressources du sol et du sous-sol constituait une opportunité de développement. En particulier, ses richesses en terres et en eau avaient déjà commencé, avant sa récente indépendance, à attirer les investissements de pays en quête de sécurisation des approvisionnements alimentaires comme la Chine et les pays du Golfe. Avec la bénédiction des « barons du régime », ces investisseurs purent faire leur marché sans considération pour les agropasteurs des zones concernées. Dans le nouveau climat d'insécurité qui frappe le territoire depuis le début de la nouvelle guerre civile en 2013 entre les partisans du président Salva Kiir et ceux du vice-président Riek Machar, respectivement issus des ethnies Dinka et Nuer, il est difficile de savoir où en sont aujourd'hui ces investissements. Pire, c'est la faim qui prévaut. Pays riche, peuple affamé : telle est la réalité du Soudan du Sud depuis 2013.

À RETENIR

Pour le physiocrate François Quesnay, « *il n'est de richesse que d'hommes* ». Il aurait pu plutôt écrire : il n'est de richesses que d'institutions vertueuses. C'est bien ce qui a manqué au Soudan, vaste pays africain, jamais à la hauteur de ses promesses agricoles. Doté de terres arables en nombre et d'un bassin hydrographique abondant, il n'a pourtant jamais réussi à devenir le grenier du monde arabe imaginé dès les années 1970. Seul un changement politique peut le faire advenir.

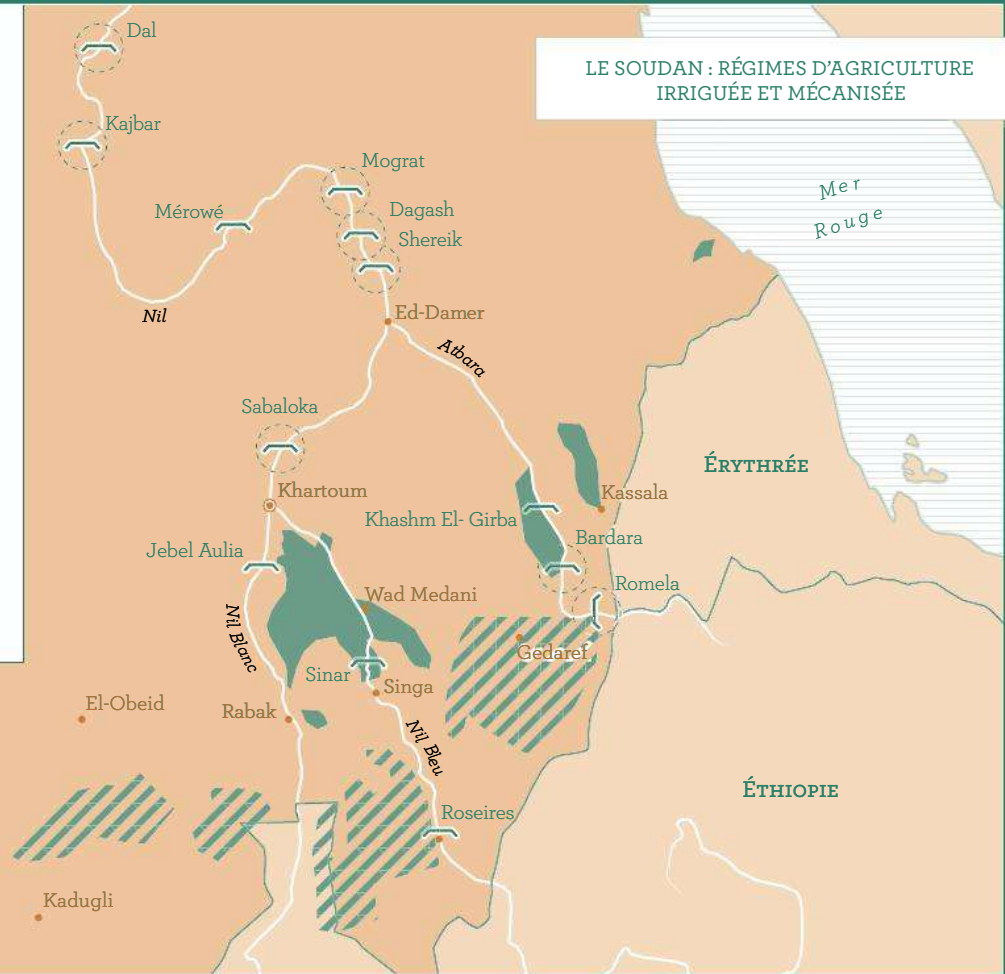
LE SOUDAN : RÉGIMES D'AGRICULTURE IRRIGUÉE ET MÉCANISÉE

■ Régimes agricoles irrigués

▨ Régimes agricoles mécanisés

— Barrages existants

○ Barrages en projet



100 KM

MAROC : CONTRÔLE ET DIPLOMATIE

Après l'indépendance en 1956, l'augmentation de la population tire à la hausse la demande alimentaire tandis que la rareté de l'eau et les aléas du climat limitent les récoltes. Les transformations profondes du Maroc et du contexte international poussent à investir davantage le secteur en ce XXI^e siècle.

LE PLAN MAROC VERT, UN TOURNANT DÉCISIF

Au milieu de la décennie 2000, les marchés mondiaux se tendent et les prix explosent. Le coût est sévère pour le Maroc, dont la sécurité alimentaire passe en partie par des approvisionnements internationaux. Le Palais veille

au grain : les ménages consacrent encore en moyenne la moitié de leur budget pour leur nourriture. La crise alimentaire mondiale incite les autorités à renforcer la politique agricole sur le plan national et à diversifier les relations commerciales. Simultanément, il faut contenir les visées des islamistes en direction des campagnes.

Ces constats stratégiques se traduisent par le lancement du Plan Maroc Vert (PMV) en 2008. Il vise à moderniser l'agriculture, à développer les zones rurales et à favoriser les échanges. Le PMV se décline en deux piliers : le premier accompagne les grandes exploitations ; le second soutient la

petite agriculture et les communautés fragiles. Ce Plan repose sur un principe directeur : le pays doit produire tout ce qui lui est possible et importer tout ce qui est nécessaire. Le Maroc cherche à produire plus (la population augmente, les opportunités à l'export aussi), à produire mieux (réduction de l'empreinte environnementale des activités agricoles et optimisation de la qualité des aliments) et à produire avec stabilité (réduire l'exposition aux chocs météorologiques, notamment à la sécheresse).

Entre 2008 et 2018, le PIB agricole du pays a augmenté de 5 % par an contre

3 % pour le PIB national. Environ 350 000 emplois directs auraient été créés. Le PMV a encouragé l'agrégation : les producteurs se sont regroupés et organisés en coopératives et fédérations professionnelles. L'une des forces du PMV aura été jusqu'à présent de mobiliser l'investissement privé (6 milliards d'euros) à côté de celui du public (4 milliards d'euros), davantage orienté sur l'irrigation et les zones de montagne. Tout n'est pas parfait : les grands propriétaires ont été les principaux bénéficiaires de ces dynamiques et la liste des défis structurels demeure longue : revenus des paysans, chaîne de valeurs dans les filières, tissu agro-industriel, optimisation logistique, attractivité du secteur agricole pour les jeunes, soutenabilité des systèmes agricoles. Sans oublier l'émergence d'une classe moyenne rurale dans un pays toujours traversé par d'importantes fractures sociales et territoriales. Le Maroc n'occupe en effet que

20 % du PIB, 40 %
de l'emploi et 15 %
des exportations :
l'agriculture pèse au
Maroc et reste l'unique
source de revenus pour
85 % des ruraux.

la 123^e place pour l'Indice de développement humain et le pouvoir sait que le progrès dans les campagnes va de pair avec leur stabilité et donc leur contrôle.

NOURRIR LES RELATIONS EXTÉRIEURES ET LA DIPLOMATIE AFRICAINE

Le PMV témoigne de la volonté du Maroc de placer le secteur agricole au cœur de ses priorités géopolitiques. Cela vaut sur le plan interne (12 % du budget de l'État lui sont dévolus) et international. Le Royaume se positionne comme le 3^e exportateur agricole africain. La valeur de ses ventes a doublé depuis 2008. Les ressources de la pêche, les fruits et légumes sont les fers de lance de l'export alimentaire marocain, notamment vers l'Europe et la Russie. Toutefois, 10 Mt de produits (céréales, huiles, oléagineux, sucre) entrent chaque année dans le Royaume.

La balance agrocommerciale reste déficitaire, mais s'est réduite de 60 % depuis 2010 et les flux sont devenus multidirectionnels.

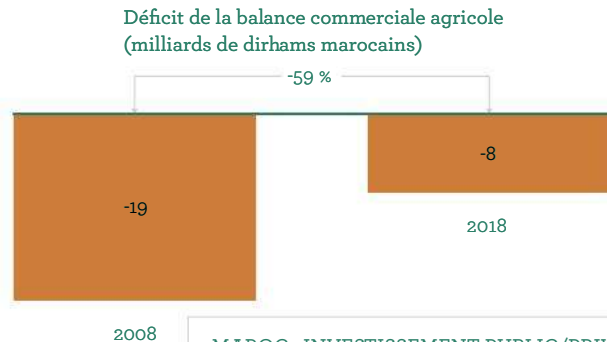
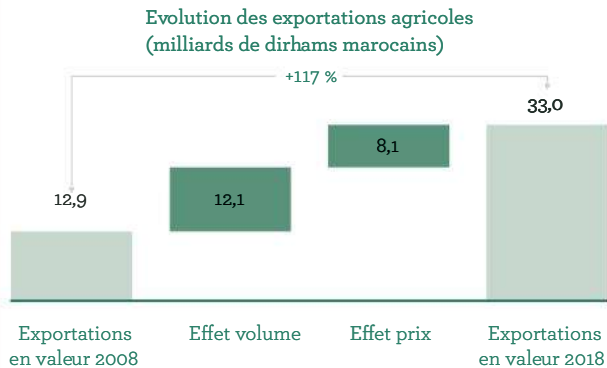
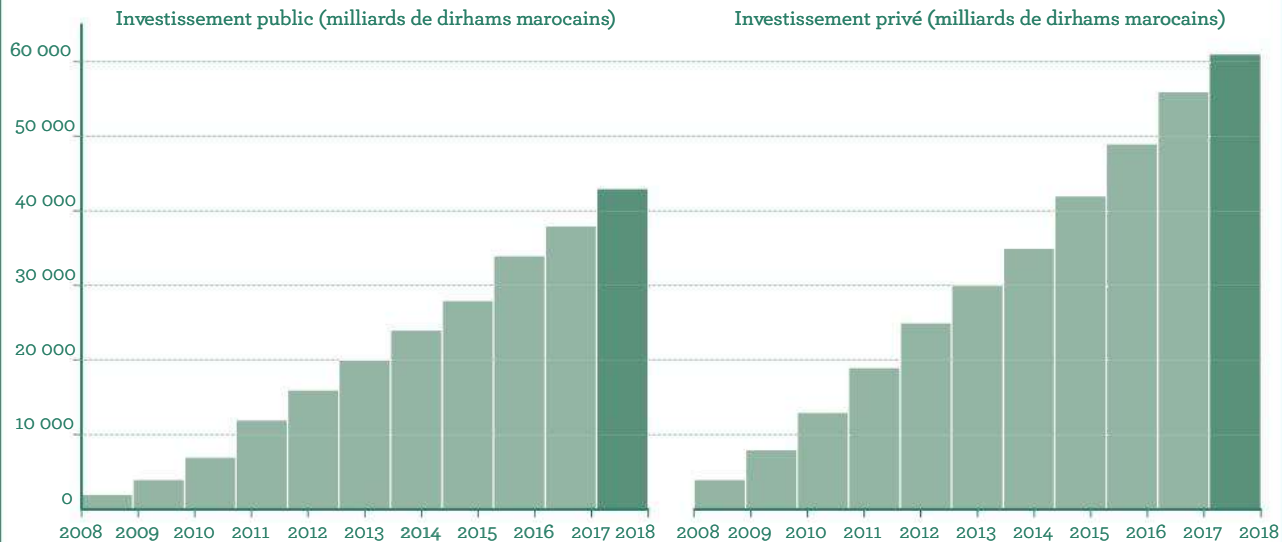
L'une des tendances fortes concerne l'Afrique. Le développement du continent conditionne aussi la sécurité du Maroc. Celui-ci déploie donc une stratégie plurielle Sud-Sud : COP22 à Marrakech centrée sur le climat en Afrique, réintégration à l'Union africaine en 2017, participation aux opérations militaires au Sahel, investissements des entreprises du Royaume à l'instar du géant des phosphates qu'est l'OCP... À cela s'ajoutent des accords agricoles de coopération technique, universitaire et scientifique avec 17 pays. Le PMV constitue d'ailleurs une source d'inspiration de politique agricole pour plusieurs d'entre eux (Gabon, Sénégal). Depuis 2000, les exportations agroalimentaires marocaines en Afrique ont progressé de 13 % par an. Cet activisme diplomatique favorise le resserrement des liens continentaux, incarné par Tanger-Med, devenu le plus grand port africain et se présentant comme le hub économique entre l'Europe, le Maroc et l'Afrique subsaharienne.

F̄OCUS

Parmi les instruments les plus puissants de contestation dont dispose une population figure le boycott. Quand celui-ci s'applique à des produits alimentaires, qu'il se répand dans la société et qu'il perdure dans le temps, la gestion de crise devient délicate pour les entreprises ciblées mais aussi pour les pouvoirs publics. En 2018, le Maroc est concerné par ce phénomène, à la suite d'un simple message posté par un consommateur sur un réseau social. En quelques jours, un boycott contre la vie chère s'organise et frappe des marques d'eau minérale et de produits laitiers appartenant à de grands groupes financiers. Leur chiffre d'affaires s'effondre pendant plusieurs mois. Pour le Palais, ce boycott souligne la permanence du risque de contestations socio-économiques, qui peuvent revêtir ce type d'action légale, mais aussi se traduire par des émeutes locales, toujours fréquentes en milieu rural et dans la région du Rif au nord du Royaume, où les habitants se sentent profondément délaissés.

À RETENIR

L'agriculture et l'agroalimentaire sont essentiels dans le développement économique et social du Maroc. Depuis 2008, le Plan Maroc Vert témoigne d'une ambition politique visant à renforcer les investissements dans le secteur. C'est aussi le sens de l'initiative Génération Green 2030 lancée en 2020 en complément du PMV. Il sert aussi à préserver la stabilité en milieu rural. Domaine clef du commerce du Royaume, l'agriculture joue un rôle dans la diplomatie et la coopération en Afrique. Cependant, la faiblesse des précipitations et les changements climatiques demeurent des problématiques structurelles.



MAROC : INVESTISSEMENT PUBLIC/PRIVÉ ET EXPORTATIONS AGRICOLES

COMMONWEALTH : DÉLÉGATION DE PUISSANCE ?

L'Angleterre a très tôt opéré une révolution politique qui a modifié son paysage institutionnel et permis son décollage économique, tout en déléguant une grande partie de son agriculture à d'autres territoires. Certains, parmi eux, sont devenus de grandes puissances, comme la Nouvelle-Zélande, l'Australie et le Canada. Si l'agriculture du Royaume-Uni se retrouve maintenant devant les incertitudes liées à son choix de quitter l'UE, ces derniers pays en font un élément de leur rayonnement.

L'ANGLETERRE : LA CAPACITÉ DE FAIRE FAIRE

La volonté de puissance britannique ne s'est pas basée sur l'agriculture, même si, en faisant passer le territoire de l'*openfield* à usage commun à la propriété privée, la révolution des enclosures consacrée par le *General Enclosure Act*, voté en 1801 par un parlement acquis aux *landlords* (grands propriétaires), intensifia l'usage de la terre.

Elle devenait un actif de profit et non plus seulement de subsistance, tout en favorisant le déplacement d'une main-d'œuvre agricole vers une industrie de plus en plus puissante. Le modèle choisi visait ainsi à fournir une production agricole conséquente pour nourrir une population ouvrière absorbée par une industrie qui devait rayonner sur le monde. Mais un nouveau changement de doctrine se produisit au milieu du

XIX^e siècle. Alors qu'elles avaient été établies pour protéger les *landlords* producteurs de céréales, les *corn laws* furent en effet supprimées en 1846, révélant au passage la perte d'influence des premiers au profit des industriels. Parallèlement, l'Angleterre bascula progressivement dans une politique de *cheap food* consistant en l'importation à bas prix des territoires de son espace impérial comme la Nouvelle-Zélande, l'Australie, sans perdre de vue l'Amérique du Nord qui lui offrait ses grains. Cette délégation d'une partie de sa production lui posa certes un problème au moment de la Seconde Guerre mondiale (voir fiche 15) mais elle le maintint jusqu'à son entrée dans la CEE : le jeu de la préférence communautaire lui imposa alors de s'approvisionner en priorité dans les pays membres. Bien sûr, le Royaume-Uni n'en a pas moins gardé une agriculture. Assurant environ 60 % de ses approvisionnements alimentaires et couvrant 75 % de sa surface, cette agriculture se retrouve au cœur des affres du Brexit, dont il est difficile pour l'heure de savoir si les agriculteurs qui l'ont plébiscité en seront demain les gagnants.

LES HÉRITIERS DU COMMONWEALTH : LA CAPACITÉ DE FAIRE

Ayant bénéficié de la politique de la délégation agropastorale de l'Angleterre, certains pays du Commonwealth, créé en 1949 pour maintenir une certaine unité entre les pays de l'ancien espace impérial, ont excellé dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage. Dans ce vaste ensemble voulu par Londres, comptant pas moins de 53 États, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada se détachent très nettement en termes de puissance agricole. Grâce à ses provinces tempérées du Québec et de l'Ontario, très favorables à l'élevage, et aux grandes plaines des États du Manitoba, du Saskatchewan et de l'Alberta, propices à la production de grains (blé et oléagineux), le Canada, vaste et peu habité, s'est très tôt orienté vers l'exportation. Pour cela, il a construit une politique agricole ambitieuse faite de soutiens importants à ses producteurs. Même si son espace est plus exigu, mais pour l'essentiel tempéré, la Nouvelle-Zélande offre aussi de réelles capacités,

eu égard à son vaste domaine de prairies qui représente 90 % des surfaces agricoles. Établie par l'Angleterre comme source de produits laitiers et de viande ovine, elle en a fait des fleurons économiques, au point d'être aujourd'hui le premier exportateur pour les premiers. Dotée, elle aussi, d'un vaste territoire de plus de 7,5 millions de km², l'Australie exporte 70 % de sa valeur ajoutée agricole produite, occupant la deuxième place mondiale pour les exportations bovines et la cinquième pour le blé. Consciente de sa capacité exportatrice, elle a été le fer de lance des attaques contre les États-Unis et l'UE pour leur protectionnisme et leur dumping agricoles. Avec plusieurs pays exportateurs, dont la Nouvelle-Zélande et le Canada, elle a fondé le groupe de Cairns qui vise depuis l'Uruguay Round au démantèlement de toute entrave au commerce agricole. Ce faisant, ces pays ont exposé aussi à leur courroux l'Angleterre, devenue européenne depuis 1973. Sa sortie de l'UE pourrait ainsi sonner l'heure de relations agricoles nouvelles entre la « mère Patrie » et ses « héritiers ».








FOCUS

Beaucoup d'incertitudes règnent sur les échanges agricoles en ces temps d'accord de libre-échange ou au contraire de divorce commercial. L'Angleterre et certains pays du Commonwealth sont au cœur de cette actualité. Le Brexit pose par exemple la question du relais que le gouvernement britannique prendra à compter de 2022 pour pallier la suppression des aides que les agriculteurs percevaient dans le cadre de la PAC. De même, avec l'Accord économique et commercial global (CETA) qui va lier le Canada et l'UE, des inquiétudes se font sentir du côté des agriculteurs européens. Certes, le Canada reconnaît les appellations d'origine protégée (AOP) européennes, mais des filières comme le secteur bovin vont souffrir de l'accroissement des contingents d'importation des viandes canadiennes. En fait, dans cet accord global, les intérêts de l'agriculture ont semblé moins peser que ceux des grandes entreprises européennes du secteur de l'eau, du BTP (*bâtiment et travaux publics*) et des infrastructures qui vont bénéficier de la possibilité d'accéder aux appels d'offres publics du Canada.

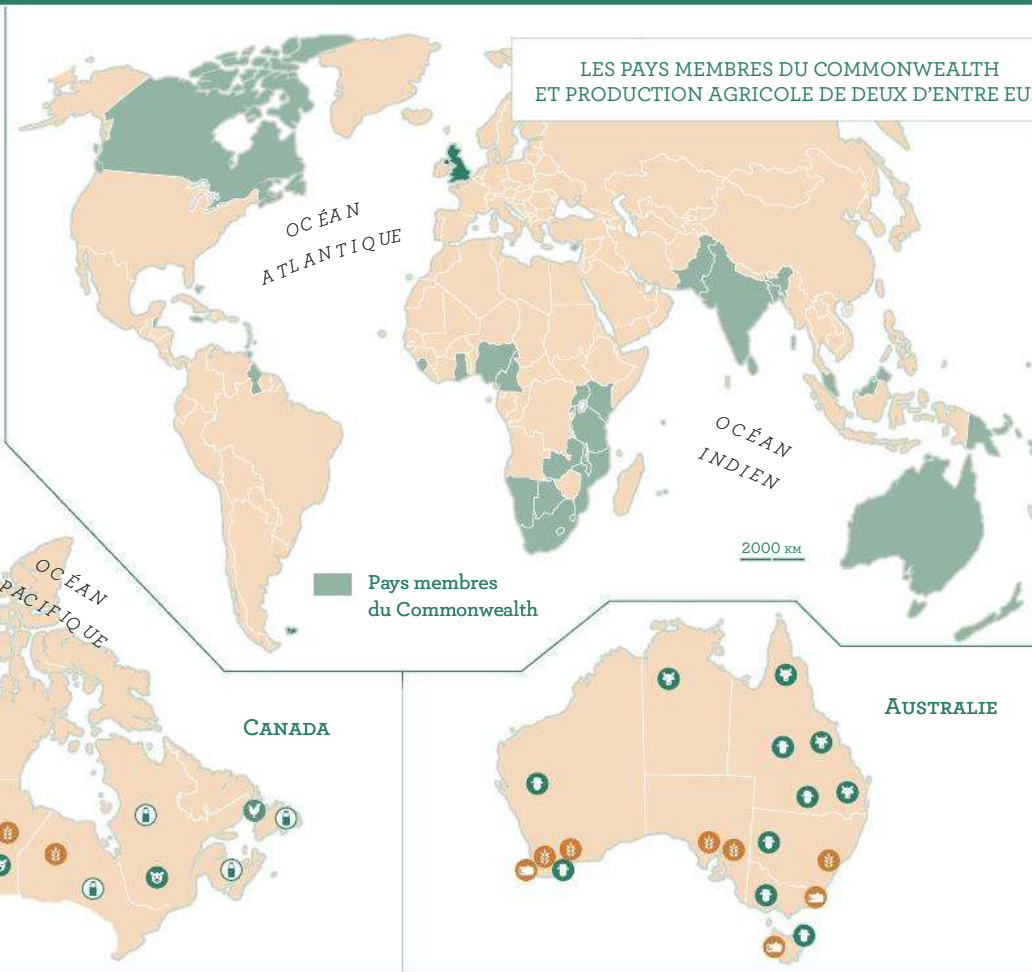
À RETENIR

Ayant investi massivement dans l'industrie, la thalassocratie britannique, plus grand empire de l'histoire, a fait des territoires conquis autant de réserves agropastorales bon marché. La parenthèse européenne à partir de 1973 l'a obligée à modifier partiellement cette politique de *cheap food* Tandis que certains dominions ont profité de cette ancienne délégation pour devenir des puissances agricoles, l'Angleterre se trouve désormais, avec le Brexit en cours, à la croisée des chemins.

Production de...

-  Moutons
-  Bois
-  Porcs
-  Volailles
-  Bovins
-  Produits laitiers
-  Céréales et oléagineux

LES PAYS MEMBRES DU COMMONWEALTH ET PRODUCTION AGRICOLE DE DEUX D'ENTRE EUX



INDE : VICTOIRES ET MALAISES

L'Inde est un géant démographique. La puissance commençant par la sécurité, notamment alimentaire, comment prétendre rayonner quand une grande partie de sa population souffre encore de la faim ? L'Inde a ainsi consenti beaucoup d'efforts pour son agriculture. Pour autant, dans un pays encore majoritairement composé de paysans, les hypothèses sociales et environnementales pèsent sur ce secteur.

LES CHAMPS RÉVOLUTIONNAIRES

Après une longue période de colonisation, le développement agricole était vu comme une urgence au moment de

l'indépendance. Cela d'autant plus que la famine au Bengale en 1943, largement étudiée par l'économiste indien Amartya Sen, demeurait encore dans les mémoires. Cependant, les contraintes étaient énormes. La perte du Pakistan avait éloigné définitivement un grenier de céréales, et l'Inde héritait de structures agricoles extrêmement traditionnelles et hiérarchisées, avec combinaison de la grande propriété et du quasi-servage. Cette situation ne facilitait pas la modernisation. Si la réforme agraire fut ainsi considérée comme la priorité pour rehausser la productivité, tous les États ne la mirent pas en œuvre, étant donné la nature fédérale du pays.

Au début des années 1960, l'Inde, qui n'avait pas vraiment accru sa production tandis que sa population augmentait, était la première destinataire de l'aide alimentaire américaine, ce qui était vécu comme une seconde humiliation après le temps colonial. Inspiré par l'expérience mexicaine des années 1940, le gouvernement d'Indira Gandhi (1966-1977) lança une révolution verte supposée faciliter l'accroissement de la productivité agricole et ainsi permettre d'atteindre la sécurité alimentaire et de stimuler l'industrialisation. Mais pour un gouvernement qui se voulait anti-impérialiste, il s'agissait avant tout de ne plus dépendre

des États-Unis. S'étalant sur plusieurs années, la révolution verte combinait l'usage de variétés de céréales à haut rendement, le déploiement de l'irrigation et l'utilisation d'engrais et de pesticides. Les résultats furent au rendez-vous puisque l'Inde allait devenir autosuffisante, voire exportatrice, notamment en céréales (riz, blé). Plus tard, une même révolution technologique permit à l'Inde de faire une révolution blanche à partir des années 1970, le pays étant désormais autosuffisant en lait.

Ayant ainsi la capacité de ne pas être dépendante sur le plan alimentaire, ce qui est un attribut de puissance, l'Inde a fait de son expertise agricole un vecteur de son influence dans le cadre d'une diplomatie Sud-Sud. La recherche-développement et les structures institutionnelles de l'agriculture sont autant d'éléments que l'Inde promeut au travers de projets de coopération en Afrique. Mieux, l'Inde s'investit aujourd'hui dans l'aide alimentaire, notamment en Afghanistan.

LES CHAMPS DE DÉTRESSE

Mais cette puissance a ses revers et ses limites. Sur le plan territorial, les

régions qui ont le plus profité de cette révolution verte étaient déjà irriguées au temps colonial, à partir de canaux abondés par les fleuves himalayens. Sise au nord-ouest, cette *Green Revolution Belt* concerne le Penjab, l'Haryana et l'Uttar Pradesh. *A contrario*, les zones semi-arides majoritaires du pays (de l'Andhra Pradesh à l'Orissa à l'est et du Rajasthan au Karnataka à l'ouest) ont connu un bien moindre développement, car davantage soumises aux aléas climatiques. Les épisodes de sécheresse se multiplient et s'intensifient.

Sur le plan social, si les exploitants moyens et aisés en état d'investir ont surtout profité de ce contexte, beaucoup de paysans demeurent des laissés pour compte. Pire, un grand nombre s'est laissé enfermer dans le piège de l'endettement. Des dizaines de milliers de paysans se sont suicidés depuis vingt-cinq ans, particulièrement dans cinq États de l'Inde agricole semi-aride (le Marashtra,

le Madhya Pradesh, le Karnataka, le Chattisgarh et l'Andhra Pradesh). Entre les aléas de l'agriculture pluviale, le rabattement des nappes sous la pression des forages et les pratiques usurières, les ruines conduisent ainsi au pire. Par ailleurs, cet accroissement de

la production qui a permis à l'Inde de devenir exportatrice n'empêche pas la malnutrition d'être toujours d'actualité. La sécurité alimentaire n'est pas qu'affaire de production mais

aussi d'accès. Or la forte pauvreté, notamment paysanne, obère cet accès à l'alimentation, en obligeant le pays à mettre des programmes d'aide alimentaire, comme le *Food Security Act* de 2013, au cœur de ses politiques sociales. Enfin, sur le plan environnemental, cet essor agricole sur un demi-siècle aura eu des conséquences sur les ressources en eau et les terres qui subissent également les offensives d'une industrie en plein essor.

« Tout peut attendre, à l'exception de l'agriculture. »

*Jawaharlal Nehru,
Premier ministre indien
de 1947 à 1964*

FOCUS

Lors des élections de 2014, Narendra Modi, le candidat ultranationaliste du BJP (Parti du peuple indien), avait réussi à mobiliser l'important électorat paysan, en lui faisant la promesse de le sortir d'une crise multifactorielle (accidents climatiques, morcellement foncier, endettement, etc.). Mais les suicides paysans avaient continué de même que leurs mobilisations. En prévision des législatives de 2019, l'opposition du Parti du congrès national a cherché à capitaliser sur le mécontentement rural, en annulant les dettes des paysans dans trois États qu'il a gagnés aux élections régionales de 2018. De son côté, le BJP a multiplié les annonces (garanties de revenus, bonifications de prêts, etc.) dans la perspective de ce scrutin. S'il a finalement emporté les élections, il est difficile de connaître dans quelle mesure ce « retour » du BJP vers la paysannerie a pesé dans les zones rurales, car la campagne de Modi a surtout mobilisé le répertoire ultranationaliste contre le Pakistan.

À RETENIR

Après la famine de 1943, l'autosuffisance alimentaire était d'autant plus perçue comme le gage de la souveraineté par les nouvelles autorités de l'Inde indépendante. La révolution agricole et pastorale qui s'est ensuivie a connu une certaine réussite, du moins sur le plan macroéconomique mais sur le plan environnemental et social, le tableau est plus sombre. Ainsi, l'Inde a servi d'exemple pour penser une révolution doublement verte qui allie performance économique et ménagement des ressources environnementales et humaines.

LA RÉVOLUTION VERTE

Espace agricole de l'Inde

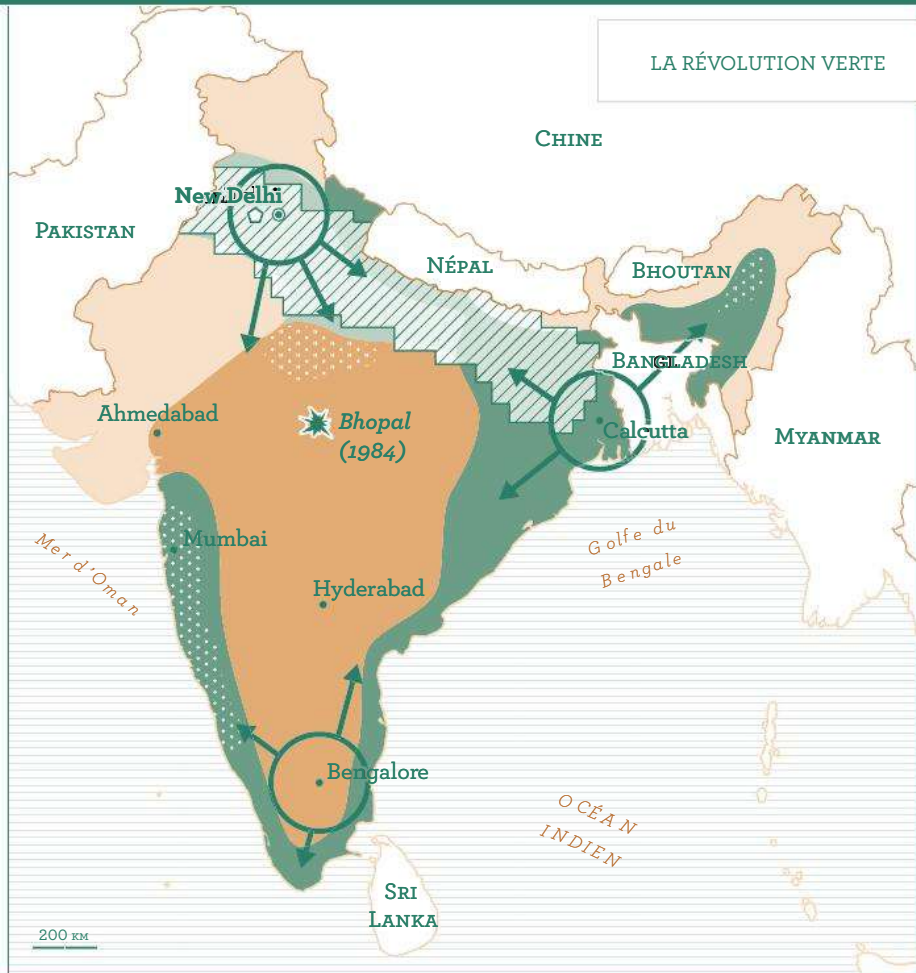
- Blé dominant
IRAN
- Riz dominant
- Millet dominant
- Élevage extensif dominant

La révolution verte...

- OMAN foyers de la révolution verte et sa diffusion
- Premier centre de recherche OGM d'Inde

... et ses conséquences

- Espaces à très hauts rendements
- Sols pollués, très dégradés
- Catastrophe de Bhopal (1984) : une fuite dans une usine de pesticides fait 20 000 morts



SINGAPOUR : L'AMBITION D'UN CARREFOUR

Comptoir britannique devenu indépendant en 1965, Singapour fait partie de cette catégorie de micro-États dont le pouvoir dépasse de très loin leur taille géographique. La rente géopolitique repose sur sa localisation à l'entrée du détroit de Malacca, principal carrefour du commerce international. Invisible sur un planisphère et insignifiant sur le plan démographique au cœur d'une Asie surpeuplée, Singapour existe par sa puissance financière, sa centralité logistique et sa capacité d'innovation.

JOUER SUR LA GÉOGRAPHIE, L'INNOVATION ET LA FINANCE

Singapour s'appuie sur sa géographie pour penser son développement et asseoir son influence. Le pays forme une seule ville qui, elle-même, est une île, sise aux confins méridionaux de la Malaisie. Cette position géostratégique s'est renforcée à mesure que la mondialisation s'accroissait et que le centre

de gravité de l'économie basculait vers l'Asie. Le quart du commerce international transite devant Singapour. Parmi ces produits, de nombreuses matières premières agroalimentaires ou énergétiques. Le port de Singapour s'est spécialisé dans l'import-export. C'est le deuxième au monde pour le trafic de conteneurs. L'industrie maritime pèse pour 8 % du PIB national. À cela s'ajoute un aéroport, le 17^e plus fréquenté de la

planète, avec 60 millions de voyageurs par an et un fret aérien dynamique pour de multiples produits frais.

La cité-État représente aussi un haut-lieu de l'innovation mondiale, avec de la recherche et des investissements dans les technologies et la finance. Alors que la place boursière de Singapour ne cesse de prendre du poids, en étant la quatrième mondiale, le régime fiscal avantageux et un climat propice aux affaires drainent des milliers d'entreprises multinationales à Singapour. C'est souvent la porte d'entrée vers les marchés asiatiques. La formation du capital humain constitue un autre axe fort. Aujourd'hui, le pays, densément peuplé avec ses 6 millions de citoyens dont la moitié sont étrangers, peut se targuer d'être le 3^e le plus riche du monde en PIB par habitant.

Ces performances sont à relier avec la prééminence d'un État stratège, peu bureaucraté et qui cultive une vision de long terme, ce qu'une dose d'autoritarisme peut parfois conférer. Entrepreneur libéral déterminé, soutenant pleinement le capitalisme, celui-ci fonde toute son action sur la recherche de la compétitivité maximale pour un si

mince territoire. Singapour développe ainsi un marketing politique agressif pour vanter l'attractivité du pays et valoriser ses activités de coopération à l'étranger, notamment en Afrique où le rôle diplomatio-financier de la cité-État s'avère discret mais réel.

S'INVESTIR DANS LES AFFAIRES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Quand on fait partie des 15 pays qui commercent le plus et qui sont parmi les géants de la logistique, il est difficile d'échapper à la centralité des questions agricoles et alimentaires au milieu de ces flux. En outre, l'attractivité de la *success story* singapourienne entraîne une croissance démographique et donc des besoins supplémentaires en nourriture. La population y a triplé de 1970 à 2020, passant de 2 à 6 millions. À la demande quantitative s'est superposée une exigence qualitative de la part de Singapouriens dotés des ressources économiques suffisantes pour s'offrir des produits alimentaires haut de gamme. Or 90 % des calories consommées à Singapour proviennent de l'étranger.

Si la capacité du pays à importer n'est pas en danger, sauf dans un scénario de blocus peu probable, les autorités ont récemment décidé de réduire cette dépendance. Leur objectif : produire 30 % de l'alimentation consommée à Singapour en 2030. Les investissements s'effectuent ainsi dans différents secteurs à forte valeur ajoutée : la nutrition infantile, l'aquaculture, les protéines végétales, l'élevage d'insectes et surtout les fermes verticales. Pour ces dernières, Singapour mise sur ses capacités urbanistiques et technologiques pour trouver les modèles les plus efficaces, qui pourront dans le futur être exportés vers d'autres mégapoles dans le monde. L'écosystème politico-financier de la cité-État favorise aussi l'éclosion de start-up portée par l'engouement des étudiants. Pour autant, Singapour ne délaisse pas le grand large. Des prises de position à l'international, notamment en matière de recherche-développement ou de solutions technologiques, sont fréquentes. Comme le commerce, ces opérations financières extérieures participent au rayonnement de la cité singapourienne.

FOCUS

Pour son action internationale en matière économique et financière, Singapour dispose de nombreux leviers, dont Temasek. Ce fonds d'investissement, dont le portefeuille atteint 250 MUSD, opère sur les cinq continents et dans plusieurs secteurs stratégiques. Entre l'amplification des enjeux géopolitiques dans l'agriculture et la volonté de l'État singapourien d'augmenter ses productions alimentaires locales, Temasek accélère ses investissements dans ces domaines, avec plus de 7 MUSD déployés désormais dans le monde. Le soutien à l'innovation et aux start-up constitue le fer de lance de cette dynamique. Temasek contrôle Olam, entreprise singapourienne de négoce et de courtage de matières premières (huile de palme, coton, café, cacao, céréales). Si ses activités sont notamment en forte croissance en Afrique, ce groupe est présent dans 80 pays sur l'ensemble de la chaîne (exploitations, approvisionnements, logistique, trading, distribution).

À RETENIR

Singapour est un micro-État dont la puissance géopolitique internationale repose sur sa connectivité logistique, son attractivité financière et ses capacités d'innovation technologique. La cité portuaire polarise, déplace et réexpédie des volumes de nourriture considérables tout au long de l'année, sans oublier son emprise boursière sur la cotation de nombreux produits. Soucieuse de renforcer sa sécurité alimentaire, la nation asiatique cherche des solutions pour verticaliser sa production agricole et développer de nouvelles sources en protéines. Elle investit aussi à l'étranger grâce à la force de ses opérateurs économiques.

SINGAPOUR AU CENTRE DE L'ASIE



Les infrastructures portuaires

■ Port

■ Zones industrielles et logistiques

Les activités tertiaires développées en lien avec les activités portuaires

■ Parcs d'entreprises

○ Zones d'implantation d'activités technologiques

Une bonne accessibilité à toutes les échelles

— Routes principales

✈ Aéroport international

→ Route maritime mondiale

PARTIE 4

DÉFIS, TRANSITIONS ET FRAGILITÉS

PAYSANS : UNE IMPOSSIBLE FORCE ?

Les « paysans parcellaires », qualifiés ainsi par Karl Marx, étaient perçus comme trop atomisés par leur mode de production pour faire émerger une conscience de classe. Pourtant, les paysans, par leurs mobilisations collectives, ont transformé la réalité agricole et rurale du XX^e siècle jusqu'à nos jours. La France est un exemple de ce point de vue. Mais leur action collective a d'autant plus été puissante qu'elle s'est déployée en régime de libertés. Dans un monde globalisé, l'enjeu pour les agriculteurs est aujourd'hui de s'associer par-delà les frontières.

LA FRANCE : UN RÉCIT SYNDICAL

En France, l'affirmation d'un syndicalisme agricole représentatif remonte à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Auparavant, les campagnes avaient donné lieu à la naissance de structures supposées représenter le monde agricole, mais c'était le fait de deux sociétés qui avaient été initiées par le « haut », dans le contexte du conflit entre monarchistes et républicains. Créée en 1881, la

Société des agriculteurs de France émanait de quelques grands propriétaires aux idées monarchistes. De son côté, la Société d'encouragement à l'agriculture fut créée en 1880 par des notables radicaux soucieux de faire des paysans un pilier du républicanisme cher à Gambetta. Ce clivage demeura jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. L'épisode autoritaire sous le maréchal Pétain fut l'occasion d'une reprise en main du

monde agricole, plus que jamais organisé par le haut. La corporation paysanne servait ainsi de courroie de transmission entre les mots d'ordre du pouvoir pétainiste et les masses paysannes.

La fin de la Seconde Guerre mondiale fut marquée par la consécration de la Confédération générale de l'agriculture, largement dominée par la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) nouvellement créée. La fin du conflit fut l'incubateur d'un mouvement rural débarrassé des travers antérieurs, à savoir la verticalité et le conservatisme agraire. La Jeunesse agricole catholique (JAC) qui avait été fondée en 1929 était en effet devenue un vecteur de modernisation auprès des jeunes paysans qui firent émerger un syndicalisme de transformation. Après avoir créé le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) en 1957, c'est eux qui négocièrent les lois de modernisation agricole avec Edgar Pisani, ministre de l'Agriculture du général de Gaulle. Malgré une différence d'audace et parfois de points de vue, le CNJA resta lié à la FNSEA dont il constituait la structure jeune.

Cette unité paysanne fut mise à mal du fait de réalités agricoles très différentes

et de courants politiques qui traversaient le monde rural. Après la sécession d'une mouvance communiste qui avait fondé le Mouvement de défense des exploitants familiaux (MODEF) en 1959, la FNSEA et les Jeunes agriculteurs furent contestés à gauche par des anciens militants de la JAC qui formèrent Les Paysans-travailleurs, ancêtre de l'actuelle Confédération paysanne. À droite, le syndicalisme majoritaire fut défié par la coordination rurale créée en 1991 sur fond de réforme de la politique agricole commune (PAC).

DÉPASSER LES FRONTIÈRES

Étant donné le cadre de la PAC, les syndicats nationaux et les organisations professionnelles ont dû s'organiser à l'échelle européenne, encouragés en cela par la Commission européenne qui voulait pouvoir établir un dialogue avec les mondes agricoles européens. Le Comité des organisations professionnelles agricoles (COPA) a ainsi été créé en 1958. Composé essentiellement des syndicats majoritaires de chaque pays, il n'est donc pas considéré par toutes les sensibilités agricoles comme leur émanation. Ainsi,

le syndicalisme agricole de gauche ou alternatif se retrouve dans la Coordination paysanne européenne (CPE), fondée en 1986 avant de devenir la Coordination européenne-Via Campesina (CE-VC) en 2008. Par-delà l'Europe, Via Campesina se veut internationaliste, mouvement mondial de concertation syndicale. Porteuse de l'idée de souveraineté alimentaire et défenseur d'une agriculture paysanne, opposée à la financiarisation de l'agriculture, Via Campesina, créée en 1993, compte 182 organisations situées dans 81 pays.

Beaucoup de pays où Via Campesina n'est pas présente sont des régimes autoritaires. Rien d'étonnant à cela. Comme l'histoire l'a montré, ces régimes ne tolèrent pas que les campagnes échappent à leur contrôle. Soit les paysans ont l'interdiction de se regrouper, soit ils sont presque obligés de se retrouver dans un syndicat contrôlé par le pouvoir. De l'Espagne franquiste à la Syrie d'Assad, de grandes centrales ont été ainsi créées comme autant d'outils d'influence et de contrôle dans les campagnes. En Chine, c'est le Parti communiste chinois qui encadre les paysans.

FOCUS

Le monde arabe n'a pas échappé à la surveillance politique du monde rural, notamment au travers de grandes centrales syndicales totalement inféodées aux pouvoirs en place. En Syrie, c'est l'Union générale des paysans qui a joué ce rôle, quand, en Algérie, le pouvoir s'est appuyé sur l'Union nationale des paysans algériens. Mais avec les soulèvements de 2011, les campagnes de la région ont été fortement touchées. Dans les pays les plus en pointe dans ces changements révolutionnaires, et à l'exception des situations de guerre civile (Syrie et Yémen), une floraison syndicale s'est produite, ce qui prouve bien le lien entre la nature du régime autoritaire et l'état du syndicalisme agricole. Par-delà les occupations des terres spoliées par des proches des régimes, la Tunisie et l'Égypte ont été très actives en termes d'apparition de syndicats agricoles. Mais si pour la première, l'ouverture a permis la confirmation de l'activisme paysan, la parenthèse s'est refermée depuis en Égypte, sans doute au grand dam des agriculteurs du pays.

À RETENIR

L'agriculture est avant tout affaire de politique. Tous les pays mènent peu ou prou des politiques agricoles. Mais un élément est déterminant dans l'effectivité de ces politiques : c'est l'engagement du monde paysan dans les négociations de ces politiques puis dans leur traduction sur le terrain. Or cet engagement diffère nettement selon qu'on est en régime autoritaire ou démocratique. Toutefois, cet engagement ne suffit pas. Dans un monde globalisé, les luttes paysannes tentent de dépasser les frontières nationales.

AGROMAFIA ET ÉCONOMIE INFORMELLE

Si les rapports entre agriculture, alimentation et organisation criminelle sont anciens et concernent toutes les régions du monde, le cas emblématique de l'Italie mérite de s'y attarder.

DES ORIGINES SICILIENNES ET AGRUMICOLES

Au moment de l'unification du pays (1860-1870), la sécurité publique est déficiente en Sicile. Devant la fréquence des extorsions de fonds, des vols et des assassinats germe le terme de *mafia* afin de qualifier ces zones occultes de la société locale. C'est l'agrumiculture qui

va asseoir l'essor de la mafia sicilienne. Les vergers qui ceignent Palerme alimentent les marchés internationaux. Le citron sert d'additif à la production de thé anglais et New York, de l'autre côté de l'Atlantique, en achète des millions de caisses chaque année. Dans l'Europe de la seconde moitié du XIX^e siècle, les exploitations agricoles du nord-ouest de la Sicile sont parmi les plus rentables. Et entre l'Amérique, le port de Palerme et les arbres fruitiers des campagnes alentour se trouve alors une multitude d'intermédiaires (courtiers, transporteurs, etc.) qui séquent le commerce

d'agrumes et s'octroient à chaque passage une commission.

La mafia, dès le départ, cherche à détenir pouvoir et argent. Initialement, le mot *mafioso* signifiait d'ailleurs « sûr de soi ». Ce n'est donc pas l'isolement et la pauvreté qui conduisent à son développement, mais sa capacité à se positionner sur les secteurs d'activité lucratifs en tirant profit des avantages des territoires où elle opère, en liaison étroite avec la diaspora. L'immigration sicilienne aux États-Unis nourrit indirectement ces flux à partir

du début du **XX^e** siècle. Cela n'entrave pas l'ancrage croissant de la mafia dans la vie politique et économique italienne. Elle traverse les décennies en agissant dans de nombreux domaines et sur tous les continents. Si la drogue devient à l'avenir un pilier du système et nécessite pour la criminalité organisée de disposer de terres agricoles et d'infrastructures rurales, les produits alimentaires constituent une autre valeur sûre.

L'AGROMAFIA EN PLEINE EXPANSION

Peu à peu, les principales mafias italiennes (*Cosa Nostra* en Sicile, *Camorra* à Naples ou *Ndrangheta* en Calabre) ont investi la chaîne alimentaire, ne se contentant pas de matières premières à troquer ou à vendre. Elles font l'acquisition d'usines de transformation agro-industrielle et d'entreprises de logistique, tout en profitant de la crise économique pour racheter en Italie des terrains, des élevages et des restaurants dans les grandes villes. Ce dispositif dans l'amont et l'aval facilite le recyclage d'argent sale et structure parfois des filières entières, au point

que le concept d'agromafia s'est imposé. L'Observatoire italien sur la criminalité dans l'agriculture et le secteur alimentaire évalue à près de 25 milliards d'euros le chiffre d'affaires de cette agromafia, le double en moins de dix ans.

Des vignes aux boissons en passant par les fruits et légumes, le riz, l'huile d'olive, les viandes ou la pêche, elles profitent également du succès du *Made In Italy* agroalimentaire. Les contrefaçons de produits alimentaires se multiplient. Sur la seule année 2018, près de 45 000 infractions ont été enregistrées en Italie. Les mafias misent beaucoup sur ces aspects pour tenter d'assainir leur commerce, fraudent alors en matière d'étiquetage et usent de faux pour contourner les réglementations. Elles mettent ainsi sur les marchés des biens de consommation qui ne respectent ni les normes sanitaires ni les indications d'origine géographique. Des scandales ont éclaté autour d'imitations de produits phares de la filière

lait que sont la *mozzarella di bufala campana* et le *parmigiano reggiano*. De même, le concentré de tomates produit dans des conditions épouvantables dans le Xinjiang chinois est commercialisé en Europe *via* les mafias italiennes. Pas étonnant que le secteur de l'agriculture biologique fasse l'objet d'une

L'agrobusiness
représenterait 15 % du
montant des revenus
annuels des mafias
italiennes, estimés au
total à 150 milliards
d'euros.

surveillance soutenue des autorités italiennes, qui redoutent des détournements autour de ces productions à la mode.

Autre tendance, l'attractivité du style mafieux sur

la planète et les dérives observées en matière de communication... En Espagne, une chaîne de restauration (« La Mafia ») tapisse ses murs d'images de parrains et gangsters. En Californie, les vins *Il Padrino* rencontrent un franc succès, tout comme les livres de recettes de diète méditerranéenne intitulés *The Mafia Cookbook*. L'exploitation d'un tel filon interroge sur les acteurs qui soutiennent discrètement ces campagnes marketing globalisées.

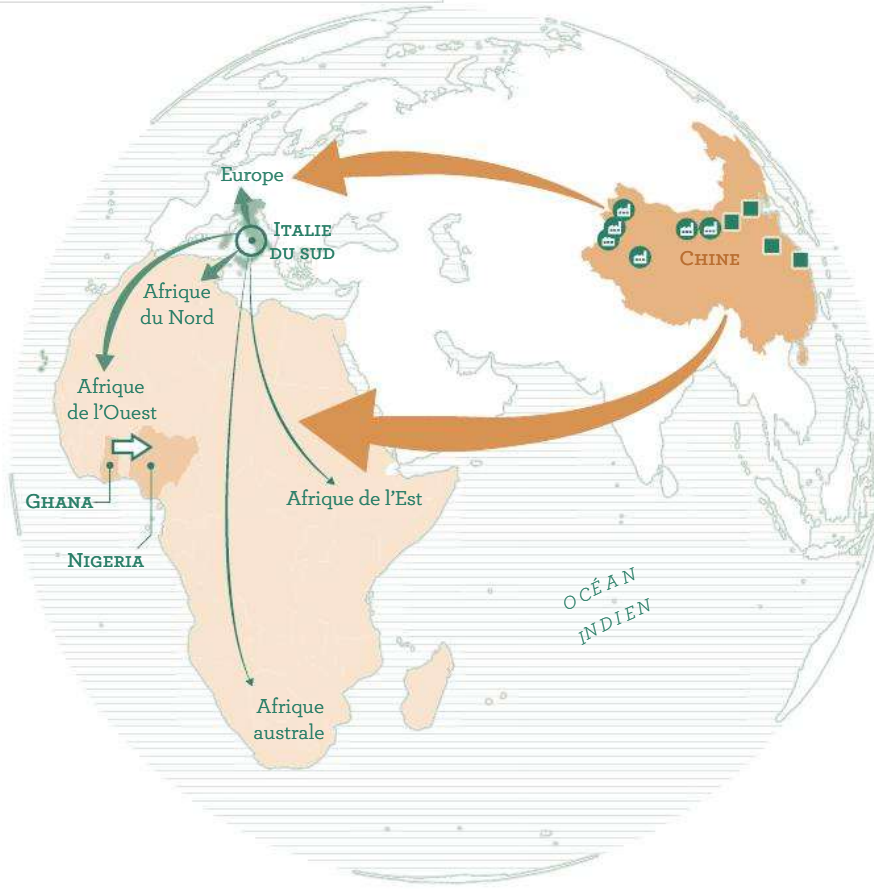
FOCUS

L'agriculture subit de multiples violences. Ce sont parfois des terres occupées par des factions militaires contestataires comme en Colombie avec les FARC ou en Syrie et en Irak par *Daesh*. Ce sont aussi des productions contrôlées par des réseaux de trafiquants, avec des plantes interdites cultivées comme la coca ou le pavot pour le marché de la drogue, mais aussi des biens à forte valeur ajoutée comme les alcools ou les épices. Les produits de la mer n'échappent pas au phénomène, puisque les pêches illégales se développent, notamment en Asie. Le racket touche les biens agricoles et alimentaires aux frontières, surtout quand celles-ci sont fermées et stimulent les actes de corruption. En milieu rural, les vols de matériel sont fréquents, surtout si les exploitations s'avèrent vastes et mal protégées. Les systèmes électroniques des tracteurs se démontent et se revendent au marché noir. Avec l'irruption du digital dans l'économie agricole, c'est enfin le business des *data* qui explose, avec son lot d'espionnage et de détournement potentiel.

À RETENIR

En Italie, les systèmes mafieux ont depuis longtemps investi le champ de l'agriculture et de l'alimentaire pour faire fructifier leurs affaires et accroître leur pouvoir. Au-delà des aspects sécuritaires, ce développement suscite des inquiétudes en matière d'économie souterraine mais aussi de protection des consommateurs. De la production à la restauration en passant par la transformation et le transport, les réseaux de l'agromafia s'étendent dans toute l'Italie et à l'étranger. Ce n'est qu'une illustration d'une problématique plus globale concernant l'agriculture et la criminalité organisée.

L'INDUSTRIE DU CONCENTRÉ DE TOMATE CHINE-ITALIE-AFRIQUE



Industrie chinoise

- Principales usines de production
- Principales usines de reconditionnement
- Exportations
- Premiers importateurs africains
- Marché secondaire
- ⇨ Contrebande de concentré chinois

Industrie napolitaine

- Pôle de reconditionnement de concentrés d'origines diverses (Italie, Chine, Espagne, Californie)
- Exportations

GOVERNANCES CONTESTÉES

Vieillissant, le système onusien des relations internationales et du commerce vacille depuis peu, avec les tumultes de la mondialisation et la poussée des rivalités géoéconomiques. Pour l'agriculture et l'alimentation, ces dynamiques de compétition ne sont pas sans incidences.

UN MULTILATÉRALISME QUI S'ESOUFFLE

Non sans raison, dès 1945, la première des institutions onusiennes sera la FAO. Son objectif est de réduire la faim et de favoriser la coopération agricole. Mais l'agriculture n'est pas le domaine réservé de la FAO, ce qui complique

l'efficacité des dispositifs onusiens. Par sa multidimensionnalité, l'agriculture se retrouve au cœur des activités développées dans d'autres enceintes multilatérales, notamment le *General Agreement on Tariffs and Trade* (GATT)/OMC et la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (commerce), le PNUD (développement), la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (économie-financement), l'OMS (santé-nutrition) ou encore l'UNESCO (culture et science). S'y ajoutent le Programme alimentaire mondial (PAM) depuis 1961 et le Fonds international de développement agricole à partir de 1977. Le tout dans un

contexte de bipolarité Est-Ouest, qui ne manque pas d'utiliser l'alimentaire pour intimider, désinformer ou nouer des alliances.

Multipolaire, moins occidental-centré et bien plus mobile, le monde s'est transformé depuis. La prolifération étatique, les émergences au Sud, d'indéniables progrès en matière de développement humain mais aussi l'apparition de nouveaux risques ont modifié les équilibres et redessiné l'agenda international. Simultanément, la crise de leadership, après la parenthèse de l'unipolarité américaine, génère de l'instabilité chronique. La mondialisation stagne car, à

la croissance des échanges et des interdépendances économiques font écho des désaccords politiques fréquents et des volontés de souveraineté nationale. Les replis territoriaux et les populismes réapparaissent. La pacification des relations internationales n'est pas au rendez-vous du siècle. Collectivités locales, ONG et entreprises prétendent parfois agir comme des puissances : pour faire, défaire, faire faire ou empêcher de faire. Le système onusien apparaît donc usé et inopérant tandis que l'OMC est en panne depuis deux décennies. Dans cet état de désunion, seule l'Europe semble encore défendre l'ouverture économique et la solidarité politique. La Chine tient le même discours, mais en cultivant ses intérêts au service de son influence internationale. L'arrivée d'un Chinois à la direction générale de la FAO en 2019 n'est pas anodine. Dès qu'on assiste à un emballement de prix sur les marchés alimentaires, des États n'hésitent pas à fermer les frontières et à ériger des embargos. La Russie excelle dans ce domaine, avec une touche de diplomatie contrecarrant les sanctions occidentales après l'annexion de la Crimée en 2014. Depuis, Moscou n'achète plus

de produits agricoles venant d'Europe ou des États-Unis. Elle n'est plus invitée au G7, point commun avec Pékin qui, malgré la création du G20 au moment de la crise financière internationale en 2009, se consacre surtout à renforcer le rôle de l'Organisation de coopération de Shanghai, où se côtoient Asiatiques, Russes, Turcs ou Iraniens. C'est le pivot asiatique de la géopolitique mondiale, entraînant dans son sillage les flux agricoles et l'innovation. Quant à l'Afrique, elle parie sur sa nouvelle Zone de libre-échange continentale (ZLEC) pour réduire ses divisions et surpasser ses insécurités, notamment alimentaires.

DES TENSIONS EN DEVENIR

Alors que la sous-alimentation reste tenace et que les inégalités socio-économiques s'amplifient partout, les nations s'occupent davantage de leurs problèmes internes ou de leurs supposés ennemis avant de penser aux enjeux globaux ou à leurs partenaires commerciaux. L'avenir est-il à l'indifférence (malgré la connaissance et l'émotion passagère) et à l'isolement (malgré l'imbrication des crises et des solutions) ?

Quelle sera demain la bonne échelle pour agir, entre la revanche du local et l'exigence du transnational ? Le pouvoir des États va-t-il s'affaïssir au profit des collectivités territoriales ou continueront-ils à peser sur la marche du monde en favorisant le bien-être collectif ? Se dirige-t-on vers une démondialisation de l'économie après celle du politique ? Est-ce soutenable pour la sécurité alimentaire mondiale ?

À ces incertitudes s'ajoutent les concurrence monétaires, les batailles en matière de normes et de droit ou l'accès aux ressources (énergie, eau/sol, métaux stratégiques). Le numérique, la science ou la protection de l'environnement constituent aussi de nouveaux terrains d'affrontement. Pour l'Europe et beaucoup de pays, il s'agira de savoir, pour leurs affaires globales comme en agriculture, comment desserrer l'étai sino-américain lancé vers le surarmement normatif, juridique et technologique. Comme les conflits, ces guerres commerciales seront préjudiciables aux agriculteurs et à l'alimentation de chacun.

F̄OCUS

La pandémie du Covid-19 qui frappe la planète au printemps 2020 révèle à quel point la santé et l'alimentation forment un binôme stratégique pour la sécurité individuelle et collective. Cette crise interroge également la mondialisation, avec son lot d'interdépendances et d'excès. Alors que le multilatéralisme n'a sans doute jamais été autant nécessaire pour répondre aux enjeux globaux, les réponses politiques tendent à se différencier. Des mouvements progressent au sein des sociétés à propos d'une préférence nationale et d'un repli territorial à cultiver. Pour certains, le Covid-19 inviterait même à la démondialisation. Si ce virus se combat en isolant les pays et les personnes, faut-il pour autant traduire cette solidarité dans l'urgence en nouveau paradigme d'avenir ? Rester ouvert dans un monde qui se ferme : c'est sans doute un autre défi lancé aux agricultures.

À RETENIR

La quête d'un développement agricole durable et l'affirmation d'un droit à l'alimentation buttent sur des réalités géopolitiques mettant à mal le système onusien issu des deux guerres mondiales et l'esprit multilatéral qui s'était propagé à la fin du xx^e siècle. Les institutions internationales semblent anachroniques et les rivalités se multiplient entre les différentes parties prenantes qui pèsent sur les affaires économiques, commerciales et sociales de la planète. La crise de la mondialisation impose une nouvelle gouvernance et des formes de régulation inédites. Nationalismes et populismes surfent sur ces terrains politiques déstabilisés.

L'AGENDA MONDIAL DU DÉVELOPPEMENT POUR 2030 ET
LES 17 ODD, DÉCLINÉ AU PRISME DES ENJEUX AGRICOLES
ET ALIMENTAIRES

1

Pas de pauvreté

Près de 80 % des personnes pauvres vivent en zone rurale.

2

Élimination de la faim dans le monde

Nous produisons de la nourriture pour tout le monde et pourtant près de 800 M de personnes souffrent de la faim.

3

Santé et bien-être

Une bonne santé commence par une bonne alimentation.

4

Éducation de qualité

Une alimentation nutritive est essentielle à l'apprentissage.

5

Égalité des sexes

Les femmes produisent la moitié de la nourriture mondiale mais ont beaucoup moins accès à la terre.

6

Eau propre et assainissement

L'agriculture durable offre la possibilité de remédier à la pénurie d'eau.

7

Énergie propre et d'un coût abordable

Les systèmes alimentaires modernes sont fortement dépendants des énergies fossiles.

8

Travail décent et croissance économique

La croissance agricole dans les économies à faible revenu peut réduire la pauvreté de moitié.

9

Industrie, innovation et infrastructure

L'agriculture représente un quart du PIB dans les pays en développement.

10

Réduction des inégalités

Les réformes agraires peuvent donner un accès plus équitable aux terres rurales.

11

Villes et communautés durables

L'investissement rural peut décourager une urbanisation ingérable.

12

Consommation et production responsable

Un tiers de la nourriture que nous produisons est perdue ou gaspillée.

13

Mesures contre les changements climatiques

L'agriculture est essentielle pour répondre au changement climatique.

14

Vie aquatique

Le poisson donne à 3 milliards de personnes 20 % des protéines animales quotidiennes.

15

Vie terrestre

Les forêts contiennent plus de 80 % de la biodiversité terrestre mondiale.

16

Paix, justice et institutions efficaces

L'élimination de la faim peut contribuer grandement à la paix et à la stabilité.

17

Partenariats pour la réalisation des objectifs

Les partenariats permettent de faire entendre la voix des personnes sous-alimentées.

GÉANTS EN COMPÉTITION

La galaxie des acteurs économiques qui opèrent dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentaire est très vaste.

Microstructures mais aussi petites et moyennes entreprises ou industries (PME-PMI) sont légion. À leurs côtés, des géants, aux capacités financières, territoriales et stra-

tégiques colossales. L'accélération de la mondialisation agricole a consolidé leur pouvoir, au détriment parfois des agriculteurs.

L'organisation professionnelle des agriculteurs se traduit souvent par la mise

en place de dispositifs leur permettant de collecter et de transformer leurs ré-

coltes. Le système de la coopérative, unité créée et dirigée collectivement par des agriculteurs, s'est disséminé dans le monde. Certaines coopératives atteignent des

tailles considérables, réalisant plus de 10 milliards d'euros de chiffre d'affaires (Zen-Noh au Japon, Nonghyup en Corée du Sud, CHS Inc., Land O'Lakes ou DairyFarmers of America aux États-Unis, Bay Wa en Allemagne, Fonterra

en Nouvelle-Zélande, Danish Crown au Danemark) et agissant au-delà de leurs frontières nationales.

En amont de la production, le secteur des semences et de la protection des plantes s'est fortement concentré avec trois opérations retentissantes : la fusion de Dow et Dupont qui désormais forme Corteva, le rachat de Syngenta par Chemchina puis celui de Monsanto par Bayer. Si l'on ajoute BASF à ce trio, quatre entreprises contrôlent 75 % du marché. Les agriculteurs sont par ailleurs de gros consommateurs de matériels et de machines. Deux entreprises de l'agroéquipement, John Deere et Klass,

Les 20 premières multinationales de l'agroalimentaire représentent un CA cumulé de 650 MUSD, soit le 21^e PIB mondial.

fournissent un tiers du marché mondial. Dans le domaine des fertilisants, une dizaine d'entreprises fournit plus de la moitié des intrants, dont les leaders Yara (engrais azotés), Potashcorp (potasse) et OCP (phosphate).

NÉGOCE INTERCONTINENTAL

Une fois les produits récoltés, il faut les transporter. Ces mouvements ont lieu sur de longues distances, parfois intercontinentales, terrestres, aériennes et surtout maritimes. Quelques sociétés ont investi ce créneau essentiel du négoce de matières premières agricoles. Leur relative discrétion contraste avec leur poids économique. Prestataires de services, maillons clef entre acheteurs et vendeurs, elles endossent la gestion de risques majeurs en contrepartie de marges commerciales parfois élevées. Ces entreprises ont globalisé leurs flux. Ingénierie financière, logistique, stockage, transformation, voire distribution : ces compagnies diversifient sans cesse leurs activités.

Quatre d'entre elles sont présentes sur les marchés mondiaux depuis plus d'un siècle : Archer Daniel Midlands

(ADM), Bunge, Cargill et Louis-Dreyfus. Baptisées les « ABCD », elles réalisent près de 260 MUSD de chiffre d'affaires et emploient 200 000 personnes dans le monde. De nouveaux acteurs, issus essentiellement des pays émergents, viennent les concurrencer. La Chine représentant désormais près de 20 % des achats mondiaux, Cofco est devenu un géant du trading pour assurer l'approvisionnement du pays. Ce conglomérat chinois tisse sa toile en Asie, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est et en Amérique latine, contribuant à alimenter les routes de la soie. D'autres groupes se sont placés depuis peu : Wilmar (Indonésie), Olam (Singapour) et Marubeni (Japon), sans oublier Glencore (Anglo-Suisse). Ces neuf entreprises – ABCD + CWOMG – ont réalisé un chiffre d'affaires de près de 700 MUSD et emploient environ 740 000 personnes dans le monde. Elles assurent la moitié du commerce de céréales et d'oléagineux et 20 % du négoce agricole.

FIRMES AGROALIMENTAIRES

Parmi les 15 plus grandes entreprises de large consommation, 11 vendent des

produits alimentaires. Là encore, les processus à l'œuvre sont peu ou prou identiques : internationalisation, fusion-acquisition et concentration. Aux côtés de Nestlé, Coca-Cola, PepsiCo, Kellogg's et Danone se trouvent Mars, Mondelez, Unilever, General Mills et Associated British Foods, dont les différents chiffres d'affaires dépassent le PIB de certains pays. Parallèlement, il existe des géants mondiaux dans leur domaine spécifique : JBS (Brésil) et Tyson Foods (États-Unis) pour les viandes, Ab Inbev (Belgique) et Heineken (Pays-Bas) pour les bières, Lactalis (France) pour les produits laitiers ou encore Kraft Heinz (États-Unis) pour les assaisonnements. Créer de la valeur demain pour toutes ces entreprises, de l'amont et de l'aval, passera nécessairement par des résultats économiques, mais aussi par des progrès sociaux et environnementaux. Le secteur privé sera jugé à l'aune de ces multiples performances.

F̄OCUS

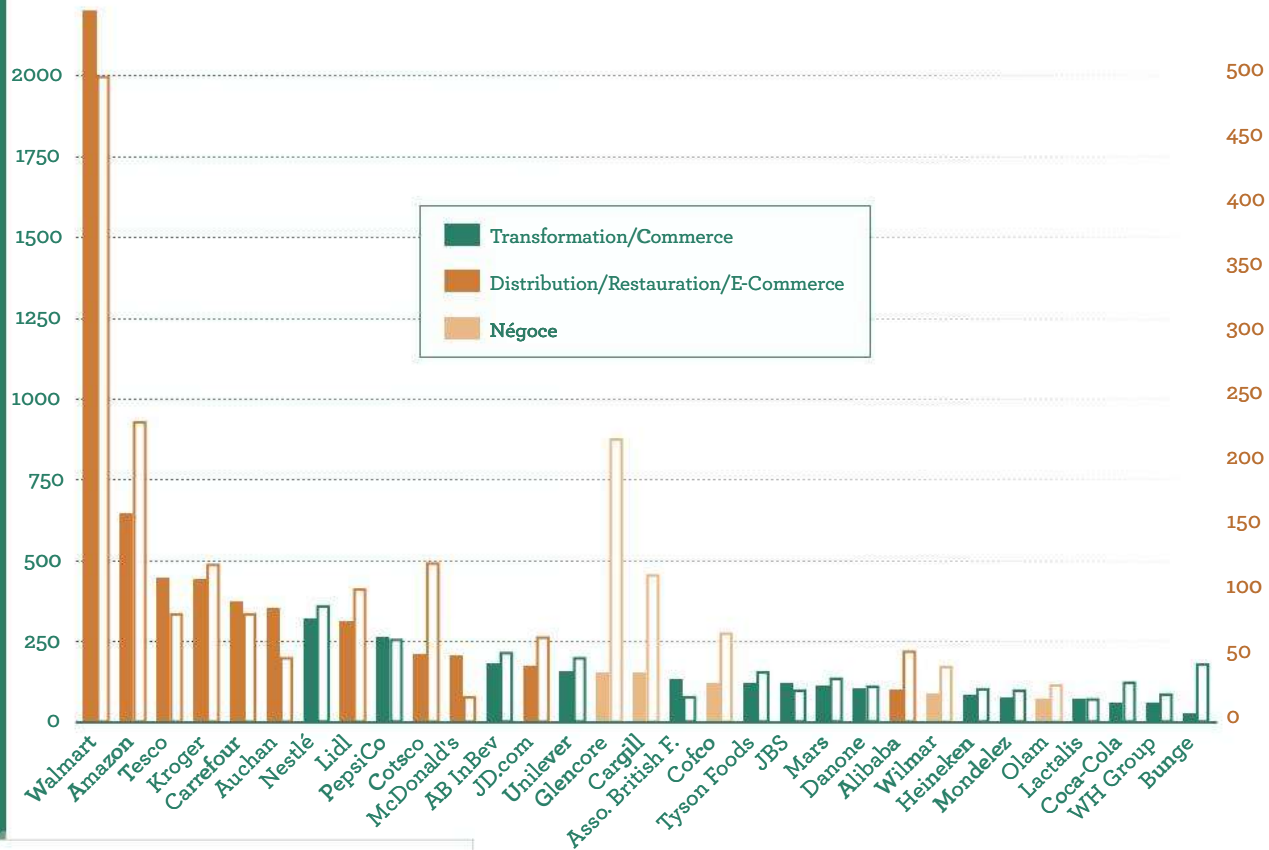
Le secteur de la grande distribution, longtemps épargné par la concurrence, dopé par l'urbanisation du monde et l'essor des classes moyennes au xx^e siècle, rencontre de véritables difficultés depuis peu. Dans certains États, surtout les plus riches, la consommation de masse est sous le feu des critiques et le commerce de proximité plebiscité. Les « expériences clients » sont désormais recherchées pour ré-humaniser ces espaces. Dans les pays émergents, notamment asiatiques, la digitalisation des modes de vie et de l'économie favorise le développement du e-commerce. Le mastodonte Walmart (2,2 millions d'employés, 500 MUSD de chiffre d'affaires) surveille ainsi de plus en plus Amazon, rival en puissance sur le territoire américain, et qui ne cache pas ses visées dans le secteur alimentaire en Europe. En Chine, les enseignes de la distribution classique, au premier rang desquelles les groupes français Carrefour et Auchan, sont progressivement évincées des marchés par les conquérants Alibaba et JD.com.

À RETENIR

Des coopératives à l'agroéquipement, en passant par les entreprises semencières et agropharmaceutiques, celles du négoce ou de la transformation agroalimentaire, tous les acteurs cherchent à mettre en avant la complexité des défis contemporains - produire plus mais mieux - pour justifier leur concentration ou leur alliance. Leur pouvoir financier et territorial est immense. Derrière quelques groupes multinationaux, souvent méconnus, se cache une panoplie de marques consommées quotidiennement partout dans le monde.

■ Nombre total d'employés
(en milliers)

■ Chiffre d'affaires 2018
(en milliards de dollars)



DES GÉANTS ÉCONOMIQUES
DE LA PRODUCTION À LA DISTRIBUTION

POUVOIRS NUMÉRIQUES : L'EXTENSION DE LA TOILE

Les mondes agricoles utilisent au quotidien les technologies les plus modernes pour suivre les marchés, anticiper les aléas météorologiques et échanger avec le reste de la société. Le digital représente le levier le plus puissant de modernisation et de désenclavement rural, et ce, sur tous les continents.

DES TECHNOLOGIES DANS LES CHAMPS ET LES ASSIETTES

Robots, drones, capteurs, géolocalisation, solutions numériques d'aide à la décision, intelligence artificielle... autant de

nouveaux outils qui impactent l'agriculture contemporaine. Ils permettent de piloter les exploitations avec davantage de précision, d'améliorer le rendement des cultures et d'optimiser la traçabilité des productions. Les promoteurs du numérique dans le secteur mettent d'ailleurs en avant leur contribution au développement durable. L'essor de l'AgTech répond aux grands défis planétaires : produire plus mais mieux, avec moins de ressources naturelles, d'intrants chimiques et de bras eu égard au vieillissement des actifs agricoles dans les pays les plus développés... Les bastions de cette

innovation se trouvent aux États-Unis, en Chine et en Israël. Mais en Argentine, au Brésil, en Inde, en Europe et depuis peu en Afrique, le boom de l'AgTech est significatif.

En parallèle, les technologies numériques transforment peu à peu les modes de consommation alimentaire. En quête de transparence pour les produits qu'ils achètent et qui les nourrissent, bon nombre d'individus veulent désormais connaître l'origine de leurs aliments, leur composition, leur impact sur la planète et

sur leur santé, la manière dont la valeur ajoutée sera partagée... tout en les achetant sur Internet ou par reconnaissance faciale. Simultanément, des applications personnalisables offrent aux consommateurs des indications sur mesure ou des moyens simplifiés pour commander sa nourriture et être rapidement livré. Le circuit court le plus structurant de notre époque est assurément l'interface digitale. À travers ces outils s'accumule une masse considérable de données. Elles révèlent ce que veulent et qui sont ces consommateurs à ceux qui détiennent et traitent ces informations. Cela peut aussi demain conduire à des prix personnalisés des produits en fonction des lieux et des modes de vie de chacun, engendrant de nouvelles discriminations potentielles.

DES GÉANTS DU NUMÉRIQUE QUI ACCÉLÈRENT

Aspirant à transformer le monde et la vie des populations, les grandes entreprises américaines et chinoises du numérique que sont les GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft) et les BATX (Baidu, Alibaba, Tencent et

Xiaomi) se sont inévitablement intéressées aux deux questions qui touchent quotidiennement chaque individu : l'alimentation et la santé. En misant sur le « vivant », ces firmes, qui incarnent l'innovation et préparent l'avenir, se tournent en réalité vers les plus anciennes préoccupations de l'être humain.

La digitalisation de la distribution se double d'une percée physique des opérateurs du numérique. Amazon, Alibaba, Rakuten ou JD.com investissent dans l'alimentaire. Outre la promotion de magasins très innovants, ils remontent aussi à la source jusqu'à l'amont agricole. En Chine, Alibaba investit dans les zones rurales, en finançant directement des agriculteurs et en les équipant de technologies pour les brancher aux marchés. Cette stratégie, déployée à travers les villages Taobao, sert les intérêts du pouvoir central à Pékin, soucieux d'inclure ces territoires intérieurs à la croissance économique et de les contrôler par le biais du numérique.

Toutes ces innovations et outils technologiques ne sont pas encore à la portée de chacun. Le coût et le manque de

Les investissements dans l'AgTech et la FoodTech se sont élevés à 20 MUSD en 2019.

formation peuvent pénaliser certains producteurs. Qui plus est, elles génèrent une masse de données considérable qui attirent les convoitises.

Quand des informations sont ainsi renseignées et compilées dans les champs, pendant les achats et sur les tables, leur traitement devient stratégique. Il peut être monnayé, échangé ou détourné. La protection et la sécurité des données s'avèrent être aussi l'affaire des mondes agricoles.

Par leur puissance financière, technologique et d'influence, ces géants du numérique appellent à une certaine vigilance géopolitique. En Europe et en France, la souveraineté des données agricoles au service de la sécurité alimentaire et de l'intelligence économique est devenue un enjeu essentiel face aux colosses américains et chinois.

F̄OCUS

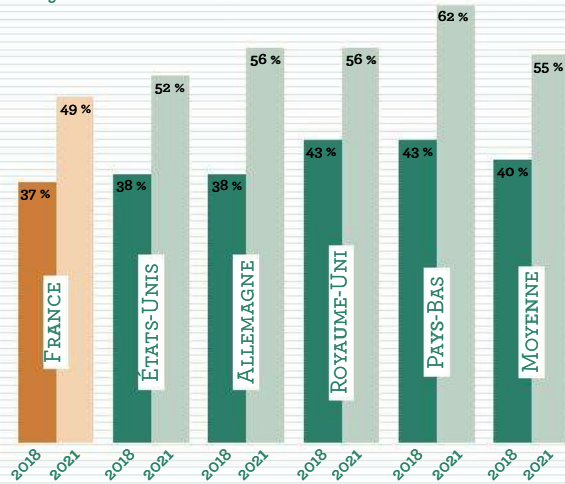
Poumon de l'innovation mondiale, la Silicon Valley en Californie est riche de cette mixité entre des dynamiques de réussite académique, entrepreneuriale, technologique et financière. Entre ces sphères, les navettes et les alliances sont incessantes. La culture du risque repose sur un modèle économique fondé sur l'agilité, le collaboratif et le disruptif. Microsoft mise par exemple de plus en plus sur l'agriculture connectée et de précision *via* l'intelligence artificielle. Elle investit dans des start-up qui cherchent des alternatives aux protéines animales. Les avancées en biologie synthétique et en microbiologie ainsi que l'augmentation de la puissance de calcul des ordinateurs ont ouvert la voie à l'agriculture cellulaire. La Fondation Melinda et Bill Gates dépense désormais des sommes gigantesques dans l'industrie du microbiote. Celle-ci offre un champ de solutions possibles considérable pour situer avec une infime précision les réponses à apporter demain à la santé de l'être humain, de l'animal ou du végétal.

À RETENIR

L'innovation technologique se développe en agriculture. En se déployant, le numérique génère une quantité importante de données qui favorisent la mise en œuvre de pratiques agricoles plus précises, tout en apportant davantage d'informations aux consommateurs sur leur nourriture. Les géants de cette économie numérique investissent dans le secteur alimentaire et dans la production agricole. Face au pouvoir grandissant qu'ils détiennent et des enjeux de souveraineté qu'ils posent, des questions géopolitiques émergent.

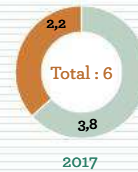
Un secteur en pleine expansion dans le monde...

Part des consommateurs livrés un fois ou plus par semaine par les grands distributeurs

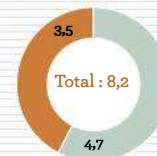


... qui séduit aussi en France

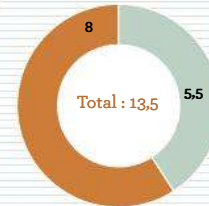
Évolution du e-commerce alimentaire en France, en milliards d'euros (tous circuits)



2017

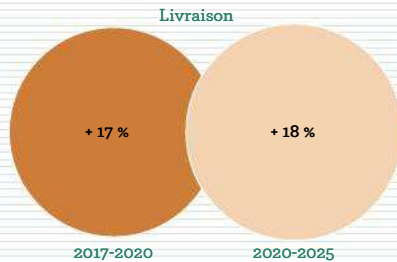


2020



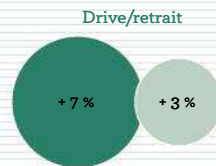
2025

Évolution en % (en France)



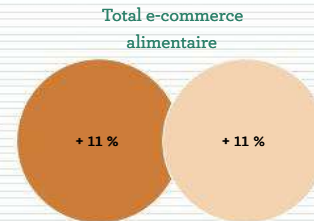
2017-2020

2020-2025



2017-2020

2020-2025



2017-2020

2020-2025

RUPTURES CLIMATIQUES

Dans un article publié en 1959, l'historien Emmanuel Leroy-Ladurie avait ouvert un champ de réflexion, aujourd'hui très en vogue, du fait des changements climatiques massifs en cours. Parce qu'elle est conditionnée par la météorologie et qu'il s'agit d'une activité à forte résonance économique et sociale, l'agriculture a été le prisme de ce lien entre climat et histoire. Aujourd'hui, alors que les changements climatiques sont sans commune mesure avec les variations météorologiques des deux derniers millénaires, les activités agricoles et pastorales doivent être encore plus considérées à l'aune de ces bouleversements : ces activités contribuent aux changements climatiques alors qu'en

retour elles les subissent tout en offrant des opportunités de résistance.

**PARTIELLEMENT
RESPONSABLE ET
FORTEMENT VICTIME**

L'agriculture engendre au moins 14 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES). La fermentation entérique, c'est-à-dire le méthane provenant de la digestion des ruminants, est la première source d'émissions de GES dans l'agriculture (40 %). Le reste est lié à l'utilisation des carburants d'origine fossile et d'engrais mais aussi aux changements d'usage des terres qu'elle

induit, notamment la déforestation. Qui plus est, ces changements altèrent la capacité de la terre à absorber ou à réfléchir la chaleur et la lumière. En termes de contributions régionales, l'agriculture asiatique est aujourd'hui la première émettrice de GES (44 % des émissions). Viennent ensuite les Amériques (25 %), l'Afrique (15 %), l'Europe (12 %) et l'Océanie (4 %). Selon la FAO, au cours des trois dernières décennies, c'est la contribution de l'Asie qui a le plus augmenté et c'est celle de l'Europe qui a le plus régressé. L'agriculture est aussi victime des changements climatiques. Certaines régions seront très affectées sur le plan

agropastoral quand d'autres le seront moins, voire y gagneront. Plusieurs phénomènes se combinent avec plus ou moins d'intensité selon les zones de la planète : élévation des températures, modification du régime des précipitations, accroissement des évaporations, occurrence des tempêtes, grignotage des terres par les océans... La combinaison de variables défavorables sera particulièrement préjudiciable en Afrique sahélienne, au point de rendre de plus en plus invivable cette région déjà bouleversée politiquement par les changements climatiques. Pire : les effets de ce changement seront d'autant plus massifs que, sur le plan institutionnel, c'est la région au monde la plus fragile. La difficulté du voisinage entre agriculteurs et pasteurs risque ainsi de renforcer la violence des conflits pour la ressource. Bien que déjà marqués du sceau de l'aridité, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient sont également un *hot spot* des changements climatiques. Là aussi, l'état des institutions dans certains pays en guerre (Yémen, Syrie, Libye) ou tout juste en sortie de guerre (Irak) n'arrange pas les situations. L'Asie du Sud s'avère également particulièrement exposée en termes de

changements climatiques et de ruptures agropastorales. Certains États de l'Inde, le Bangladesh et le Pakistan, que ce soit par le recul des deltas, l'occurrence des vagues de chaleur ou la modification des régimes de mousson, sont également très exposés. Ailleurs, les changements seront également à l'œuvre, avec des basculements cultureux déjà observables. Mais s'ils seront peut-être moins massifs, c'est parce que les variables de l'agriculture seront moins affectées mais surtout parce que ces régions ont de plus grandes capacités en termes de réponses économiques et institutionnelles.

ASSURÉMENT BIENFAITRICE

Dans tous les cas, les activités agropastorales vont devoir s'adapter à ce nouveau paradigme climatique. Des adaptations sont déjà bien engagées sur le plan des conduites culturelles, des innovations

La Banque mondiale évoque 143 millions de migrants d'ici à 2050, victimes de l'effondrement agropastoral et des guerres qui en découleront.

techniques et scientifiques. Mais, encore une fois, tout cela ne saurait être totalement efficient sans la solidité des institutions depuis l'échelon professionnel jusqu'à l'échelon politique. Cependant, plus que ces capacités d'adaptation, l'agriculture peut contribuer à limiter les changements climatiques. La méthanisation des effluents d'éle-

vage, l'agrobiologie, le développement de l'agroforesterie qui associe arbres et cultures ou animaux sur une même parcelle peuvent en effet réduire les émanations de GES. Mieux, l'agriculture pourrait absorber une grande partie des émissions de GES. Un taux de croissance de 0,4 % des stocks de carbone du sol, ou 4 % par an, pourrait en effet annuler les émanations annuelles de CO₂ liées aux activités humaines. C'est tout l'intérêt de l'initiative 4/1000 qui, si elle offre des perspectives, ne saurait exonérer les individus de leurs efforts en matière de modes de vie.

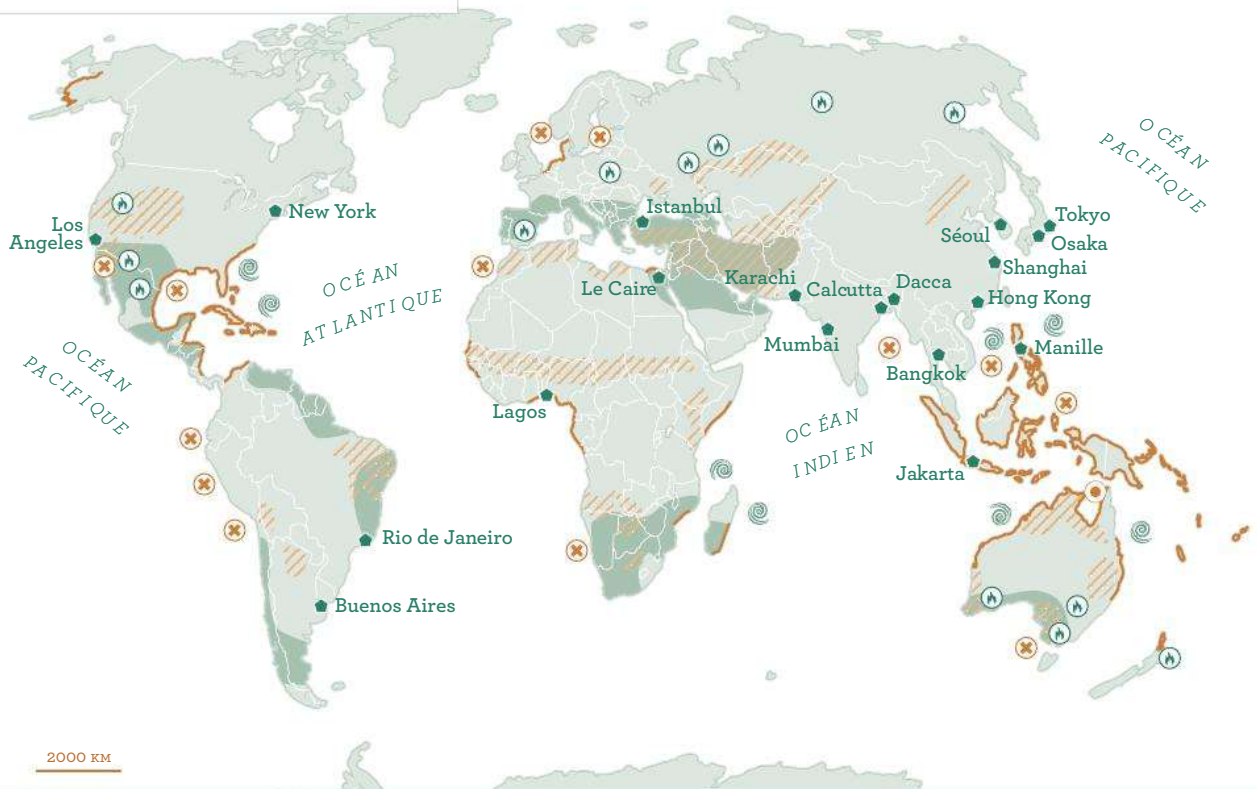
FOCUS

La migration provoquée par la sécheresse en Syrie entre 2006 et 2010, où près de 60 % de la population a connu une grave sécheresse, est un bon exemple des incidences climatiques qui peuvent être massives autant que systémiques. Au moment des premières mobilisations politiques en mars 2011, près d'un million de Syriens avaient été exposés à l'insécurité alimentaire tandis qu'environ 200 000 personnes avaient quitté leurs exploitations agricoles vers les zones urbaines. La région de la Djézireh au nord-est avait particulièrement subi cette crise climatique. Les effets de cette sécheresse avaient été décuplés par la mal-gouvernance et des choix de politiques publiques (multiplication des forages, marginalisation de la région de la Djézireh dans les politiques d'aménagement du territoire, morcellement foncier, libéralisation économique, etc.). Si la révolution avortée a été portée par un ras-le-bol de la corruption, de l'autoritarisme et des inégalités criantes, nul doute que cette sécheresse a aussi joué un rôle.

À RETENIR

Les bouleversements démographiques constituent une situation inédite pour la planète. Mais leurs incidences sur la sécurité alimentaire sont d'autant plus fortes qu'ils se croisent avec des changements climatiques tout autant exceptionnels au regard des temps longs de l'histoire. Responsables en partie de cette crise climatique, l'agriculture et l'élevage ont aussi de remarquables capacités d'adaptation. Mieux, ils présentent un espoir pour la lutte contre les violences climatiques qui s'exercent déjà.

LES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX LIÉS AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES



/// Désertification

— Risque de submersion marine

■ Baisse des précipitations

⊙ Augmentation des cyclones

⊕ Augmentation des risques d'incendie

⊗ Épuisement des stocks de poisson

● Villes de plus de 10 millions d'habitants soumises au risque de submersion marine

MOYEN-ORIENT : L'INSÉCURITÉ À JAMAIS ?

Après leur sortie de la tutelle occidentale à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, certains pays du Moyen-Orient ont essayé de construire des politiques de sécurisation alimentaire, gages d'indépendance et de stabilité politique. Dans un contexte de forte croissance démographique, il s'agissait d'accroître la productivité agricole pour se rapprocher au mieux de l'autosuffisance, notamment pour les céréales qui constituaient de loin la base alimentaire, et ainsi s'abstraire le plus possible de l'utilisation de l'arme alimentaire par

les pays fournisseurs, en particulier les États-Unis.

SÉCURISER LES PAYS DU FRONT

L'Égypte et la Syrie illustrent cette recherche d'une « capacité à refuser de faire », un attribut de la puissance, fondée sur le développement hydro-agricole pour parvenir à l'autosuffisance alimentaire. À son arrivée au pouvoir, Nasser envisagea notamment

d'aménager le Nil pour accroître les surfaces irriguées dans le pays. L'Égypte gagna ainsi quelque 1,5 million d'hectares sans toutefois parvenir à l'autosuffisance du fait de son énorme croissance démographique de 1950 à nos jours.

En Syrie, avec la prise du pouvoir par le parti Baas en 1963, une politique hydro-agricole fut conduite pour lui permettre d'être aussi un pays du front contre Israël. Pour faire sa révolution rurale et alimentaire, le parti Baas misa

notamment sur les eaux de l'Euphrate et de l'Oronte pour accroître sa production basée aussi sur la mobilisation des eaux souterraines. Elle parvint ainsi à l'autosuffisance jusqu'à la sécheresse de 2006-2010 dont les effets n'ont pas été marginaux dans la révolte de 2011.

À l'exception de la Syrie, l'objectif d'indépendance alimentaire fut par la force des choses assez souvent abandonné. Aussi, pour éviter de s'exposer aux émeutes de la faim, les États de la région lancèrent-ils, en parallèle de leurs plans hydro-agricoles, des programmes de subventions aux importations parfois lourds à soutenir. Quand certains eurent des velléités de suspendre cette aide, des émeutes se produisirent (l'Égypte en 1977 et la Jordanie en 1988), ce qui soulignait l'insécurité alimentaire de la région.

Fort heureusement pour ces pays, la diminution des prix des produits agricoles sur les marchés mondiaux, notamment dans un contexte de guerre commerciale entre Américains et Européens à partir des années 1980, leur permit de faire des économies sur ces programmes. Cependant, avec l'accroissement des prix en 2007 et 2008, les budgets s'envolèrent pour amortir le choc.

Trop hâtivement sans doute, on a vu dans le mouvement révolutionnaire qui s'est produit à partir de 2011 une nouvelle expression de ces émeutes de la faim. Les pays de la région eux-mêmes firent cette interprétation en accroissant d'urgence leurs subventions aux importations. L'histoire leur avait en effet démontré que la faim pouvait être source d'instabilité. Néanmoins, ils n'avaient pas retenu ce que l'histoire enseigne aussi : que, par-delà le pain, l'on ne peut pas endiguer indéfiniment le flot des aspirations à la liberté et à la dignité des peuples.

LA RENTE POUR L'ARABIE SAOUDITE

Si la sécurisation interne par l'autosuffisance en produits de base n'a pratiquement pas été atteinte, elle est encore moins envisageable actuellement, le rapport ressources/population dans la région ne permettant plus d'atteindre cet objectif. Riches de leur rente, les pays du Golfe font pourtant valoir des atouts pour contourner cette fatalité. C'est en particulier le cas de l'Arabie saoudite. Ce pays avait décidé d'être autosuffisant

en 1973 juste après la guerre de Kippour pour s'exonérer de l'arme alimentaire américaine. Des grandes structures agricoles avaient alors été créées dans le désert pour y produire des céréales et irriguer à partir des nappes d'eau fossiles. Non seulement l'Arabie saoudite devint autosuffisante mais elle accéda au rang de grand exportateur de céréales, renforçant ainsi son *soft power* dans la région. Cependant, en 2008, les autorités saoudiennes décidèrent d'interrompre ce modèle : les grandes structures agricoles présentes dans le désert saoudien ont ainsi été encouragées à se relocaliser dans des pays riches en terres et en eau. Même un pays très riche comme le Qatar cherche à renforcer sa sécurité alimentaire en dopant sa production locale et en investissant à l'étranger. Cet impératif est d'autant plus impérieux qu'il est soumis depuis 2017 à un embargo de la part de ses voisins du Golfe. Ceci prouve encore l'acuité de la question de la sécurité alimentaire et ses incidences politiques évidentes. La limitation des livraisons de la mer Noire dans le cadre de la guerre en Ukraine est venue souligner cette précarité.

F̄OCUS

Du fait d'une volonté de puissance affirmée, et malgré sa richesse en pétrole, l'Iran n'a pas négligé son agriculture. Déjà sous le chah, ce pays adopta une réforme agraire pour redistribuer la terre et ainsi catalyser la production tout en se prémunissant des mobilisations des paysans sans terre. Mais c'est surtout après la révolution islamique en 1979 que l'Iran a mis ce secteur au centre de son agenda politique. Le ministère pour le Jihad agricole fut chargé de la mission de ne plus dépendre des approvisionnements du « satan » américain. Entre autres instruments de cette politique, le pouvoir se lança dans un équipement hydraulique, les gardiens de la révolution étant chargés de la construction des barrages. Ayant peu tenu compte des contraintes environnementales tout en fonctionnant comme une pompe à corruption, cette politique de barrages a conduit à une crise de l'eau qui menace le pays sans compter que la dépendance alimentaire n'est guère résolue.

À RETENIR

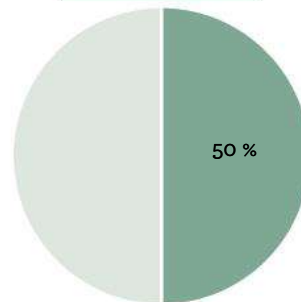
En dépit de ses contraintes environnementales, le Moyen-Orient a accordé une place de premier choix à l'agriculture. Soucieux de stabilité interne et d'indépendance alimentaire par rapport à des gros fournisseurs comme les États-Unis, les pays de la région se sont adonnés à de gros investissements hydro-agricoles et parfois à un fort encadrement paysan. Mais l'équation entre production et croissance démographique n'a pratiquement pas été résolue sans compter que cette politique a hypothéqué durablement les ressources naturelles.

Le Moyen-Orient est distingué ici entre pays du Golfe arabo-persique, Levant, Égypte et Turquie.



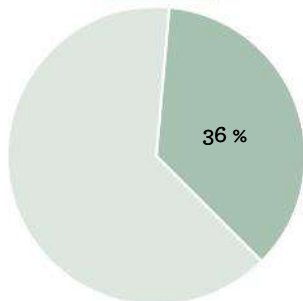
LE TAUX DE DÉPENDANCE AUX IMPORTATIONS ALIMENTAIRES

PAYS DU GOLFE ARABO-PERSIQUE



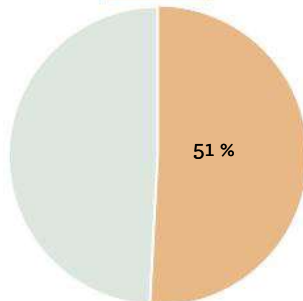
180 millions d'habitants

ÉGYPTE



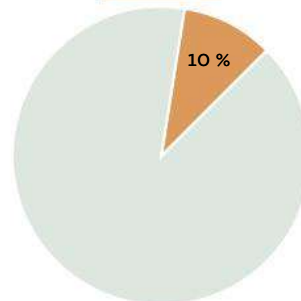
80 millions d'habitants

LEVANT



45 millions d'habitants

TURQUIE



74 millions d'habitants

ÉTHIOPIE : L'ÉMERGENCE INCERTAINE

L'Éthiopie est de retour sur le terrain économique et géopolitique. L'agriculture se trouve en très bonne position dans le nouveau dessein de puissance du pays. Pourtant, c'est cette même Éthiopie qui a connu des famines d'une rare violence.

TRAGÉDIES PASSÉES

Après un long reflux territorial de quatre siècles, les Amhara-Tigréens chrétiens du Nord, sous les règnes de Ménélik II (de 1889 à 1913) et d'Hailé Selassié (de

1930 à 1974), redonnèrent au pays une surface cinq fois plus grande en moins d'un siècle. En incorporant les zones afar, somali et oromo du centre et du sud, plus ou moins islamisées, l'Éthiopie redevint un vaste pays de 1,2 million de kilomètres carrés. Pour contrôler ces territoires, le pouvoir établit de grands domaines agricoles où étaient employés des paysans sans terre. Leur statut précaire constituait une source de ressentiment, tandis qu'au nord la famine à l'automne 1973 mécontenta une population

pourtant plus proche du pouvoir. Cette combinaison de facteurs ainsi que le ras-le-bol de l'autoritarisme provoquèrent la révolution marxiste de 1974 qui lança une vaste étatisation de la terre, avec de piètres résultats. Une nouvelle famine se produisit en 1983 qui contribua à délégitimer Haile Mariam Mengistu. Près de 2 millions d'Éthiopiens périrent et 700 000 personnes furent déplacées. Ce contexte facilita la confluence de différentes rébellions ethniques qui

obtinrent le départ de Mengistu en 1991, facilité par la disparition de l'URSS qui avait parrainé l'Éthiopie.

Le nouveau dirigeant, Meles Zenawi, se lança dans une révolution verte supposée faire reculer l'insécurité et la dépendance alimentaires. Un premier échec le conduisit au milieu des années 2000 à se tourner vers les investissements internationaux, l'État pouvant allouer les terres qu'il avait étatisées sous Mengistu. Ces investissements avaient beau concerner les régions les moins peuplées, c'est parfois au prix d'expulsions que cette politique fut conduite. Pendant ce temps, dans les hautes terres, les plus habitées du pays, l'agriculture n'avait pas connu une véritable transformation.

PROMESSES ET INQUIÉTUDES

Engagé dans l'accélération des changements, le Premier ministre Abiy Ahmed, Prix Nobel de la paix 2019, tente d'aller de l'avant en conjuguant ouverture économique, réformes politiques et dialogues interethniques. Pour favoriser son développement et renforcer son influence, l'Éthiopie mise sur quatre ressources.

Premièrement, son potentiel humain. En 2050, avec près de 190 millions d'habitants prévus, l'Éthiopie entrera dans le classement des dix nations les plus peuplées du monde. Avec 110 millions, c'est déjà la deuxième population africaine. Si la jeunesse caractérise cette société (40 % des Éthiopiens ont moins de 15 ans), l'Éthiopie est surtout très rurale. 80 % des habitants vivent encore dans les campagnes où ils travaillent surtout dans l'agriculture, secteur qui contribue pour deux tiers à l'emploi total du pays. L'État veut stabiliser les populations en milieu rural et les mobiliser au service d'une puissance agricole en devenir. La formation, l'innovation et la garantie de revenus sont essentielles pour séduire la jeunesse éthiopienne.

Deuxième ressource : la terre. Les surfaces arables sont volumineuses et deux tiers d'entre elles toujours inexploitées. Plus de 5 millions d'hectares ont été mis en culture au cours des deux dernières décennies. L'agriculture pèse pour 80 % de l'emploi, 35 % du PIB et 40 % des exportations totales du pays. L'Éthiopie mise sur le secteur pour accroître sa sécurité alimentaire, possédant également le plus grand cheptel africain, avec 150

à 200 millions de têtes de bétail. Mais le pays veut aussi exporter : des fleurs coupées, des céréales et surtout du café, dont l'Éthiopie est aujourd'hui le deuxième fournisseur mondial.

L'eau constitue la troisième ressource sur laquelle le pays s'appuie. Château d'eau de la Corne de l'Afrique, ayant la main sur le robinet que constitue le bassin du Nil, construisant avec le barrage de la Renaissance l'un des édifices hydrauliques les plus importants de la planète, l'Éthiopie dispose d'atouts certains dans ce domaine. Toutefois, les inégalités sont criantes et les rivalités, intérieures comme régionales, pourraient s'accroître demain.

Dernière ressource clef : le ciel. Avec *Ethiopian Airlines*, le pays s'est doté d'une compagnie aérienne compétitive. Les produits agricoles, éthiopiens ou du monde, sont déjà à bord des cargos aériens déployés sur le continent et le globe.

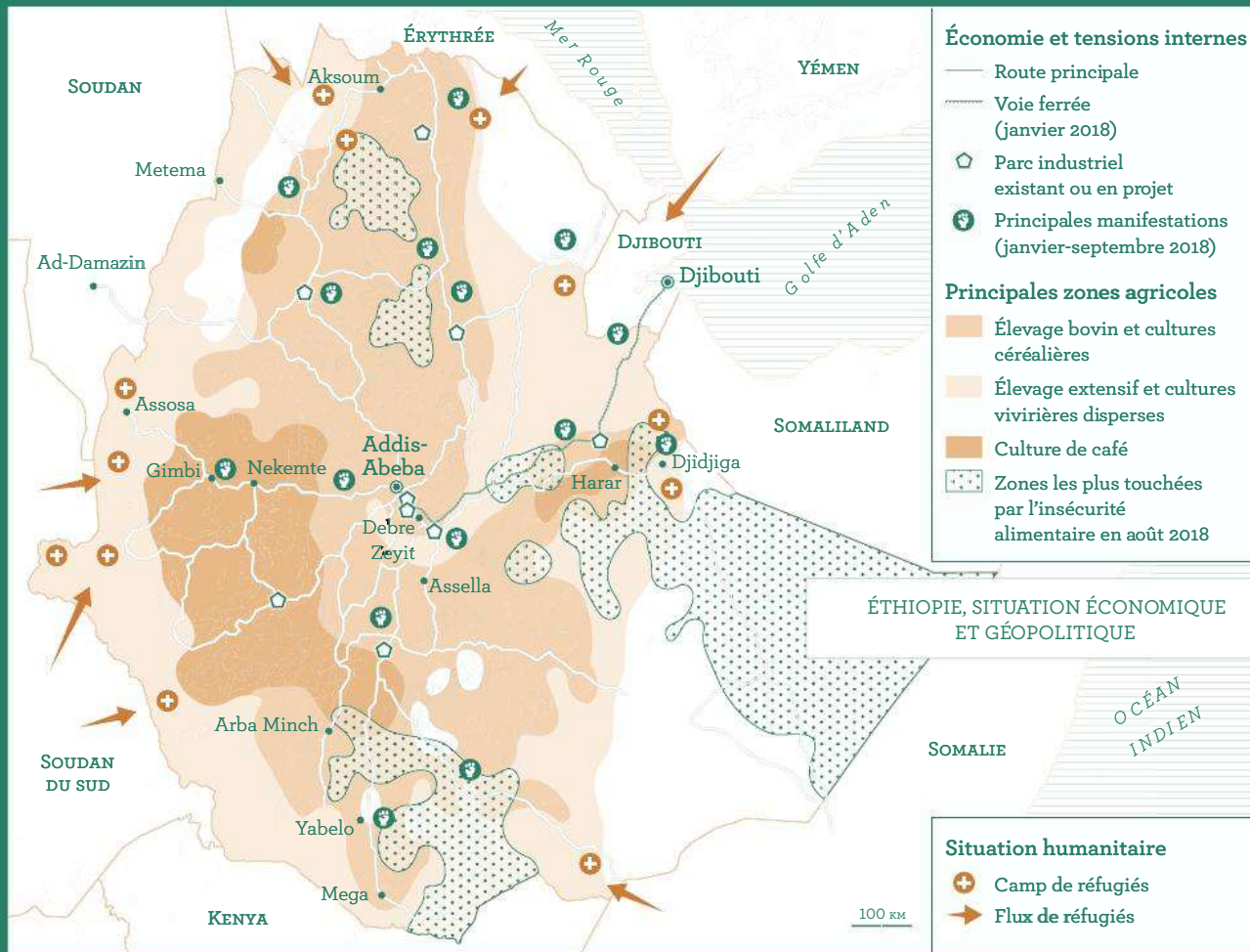
Mais la valorisation de ces atouts est suspendue au retour de la stabilité alors que les conflits internes ont repris depuis 2020, notamment dans la région du Tigré.

F̄OCUS

L'Éthiopie, immense géographiquement (1,1 million de km², soit deux fois la taille de la France), présente la particularité d'être enclavée. L'absence d'accès à la mer pose d'indéniables défis. Le relief montagneux du pays ne facilite pas les choses, la moitié des Éthiopiens vivant à des altitudes supérieures à 2 000 mètres. Pour échanger avec les marchés internationaux, l'Éthiopie dépend à 90 % de Djibouti, indispensable voie de respiration commerciale et portuaire. Le réchauffement du dialogue avec l'Érythrée doit se comprendre à l'aune de cette problématique géographique et logistique, car la maritimisation du développement de l'Éthiopie est un objectif affiché par les autorités... et soutenu notamment par la Chine. Addis-Abeba abritant le siège de l'Union africaine, l'Éthiopie est également l'une des forces motrices de la mise en place de la ZLEC, appelée à devenir la plus vaste du monde.

À RETENIR

Comptant 110 millions d'habitants, riche en terre et en eau, l'Éthiopie ne cache pas son désir de puissance. La croissance économique, la multiplication des investissements étrangers et les réformes mises en place propulsent l'Éthiopie sur le devant de l'émergence africaine. Pour son développement, le pays s'appuie sur un secteur agricole important, à la fois en termes d'emploi mais aussi de cultures stratégiques comme le café, à même de contribuer aux exportations. La lutte contre la pauvreté rurale constitue une priorité des pouvoirs publics, conscients des fragilités territoriales et ethniques qui perdurent au sein d'un pays par ailleurs privé d'accès à la mer.



FRANCE : UN ÉQUILIBRE À TROUVER

La France est une puissance de premier rang sur la scène internationale. Disposant de nombreux atouts, elle cherche à les entretenir pour contrer le risque de déclassement stratégique. Ce constat vaut tout particulièrement pour l'agriculture, secteur phare pour l'économie, les territoires et l'influence du pays.

UN DEMI-SIÈCLE DE TRANSFORMATIONS

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'agriculture française connaît une évolution profonde. Les combats ont tué des paysans, ravagé des outils de production et endommagé des infrastructures. Le rationnement du pain

ne prend fin qu'en 1949. L'agriculture se retrouve au cœur de la modernisation de l'économie et de la recherche d'indépendance. Les lois d'orientation de 1960-1962 et la mise en place de la PAC facilitent les progrès en matière agronomique, de formation, de mécanisation des exploitations, de structuration de la profession et de financement des investissements. Dans un pays attaché à ses racines rurales, les décideurs et la société attendent des agriculteurs que les rendements s'améliorent et que la production s'accroisse. La peur de manquer disparaît, la sûreté sanitaire s'amplifie et le maillage logistique s'étend. À partir des années 1970, les Français,

qui découvrent la grande distribution, mangent bien plus et mieux, en dépensant surtout moins.

Les agriculteurs ont fait le travail. Le développement agricole est tel que la France se met à exporter vers les marchés communautaires qui s'élargissent ou vers d'autres continents où les besoins explosent. De 1980 à 1995, le pays s'installe à la deuxième place des puissances agro-exportatrices du monde, derrière les États-Unis. Bénéficiant d'un cadre politique stimulant, d'une stabilité climatique certaine et du déploiement de filières agro-industrielles, la France s'agrandit sur un planisphère quand

L'attention porte sur le pouvoir vert de l'alimentaire. Semences, céréales, lait et produits laitiers, sucre, animaux vivants, vins et spiritueux : autant de domaines où les productions françaises sont parmi les premières en Europe et les plus importantes au monde. À ces volumes s'associent des performances en matière scientifique, de formation d'ingénieurs et d'innovations socio-organisationnelles comme les coopératives ou les labels de qualité. L'agriculture contribue aussi à l'attractivité touristique d'une France réputée pour ses paysages et sa gastronomie.

S'ADAPTER À DE NOUVELLES RÉALITÉS

La société est cependant déconnectée des réalités tant agricoles que rurales. Alors que la sécurité alimentaire n'a jamais été aussi élevée, les urbains se distancient du secteur. Les agriculteurs sont ultra-minoritaires (1 % des Français) et le PIB agricole invisible (1,5 %). Environ 400 000 exploitations parsèment le territoire, trois fois moins qu'en 1990. L'économie est devenue agroalimentaire, avec plus de

2 millions de salariés, 6 % du PIB et près de 20 000 entreprises (essentiellement des PME-PMI). La France produit, mais surtout transforme, transporte et commercialise des aliments reconnus dans le monde entier pour leur qualité. En outre, l'accompagnement des politiques publiques, européennes ou nationales s'est repositionné davantage sur les questions environnementales et sociétales. Alimentation, énergie, climat, vitalité rurale : le secteur est attendu sur de nombreux fronts. La compétitivité économique en souffre parfois, tout comme le bien-être des agriculteurs. Ils s'interrogent sur les moyens de réconciliation avec cette population qui les méconnaît.

La recomposition des équilibres planétaires touche pleinement l'agriculture française. La concurrence s'intensifie, émanant d'autres puissances, européennes ou internationales, mais également d'acteurs privés qui n'hésitent plus à convoiter les ressources foncières, scientifiques et alimentaires de l'Hexagone. À force de ne pas anticiper ces changements, la France a perdu sa cohérence stratégique agricole ainsi que des parts de marché. Si elle exporte

encore, elle importe davantage que par le passé, sans toujours veiller aux normes des produits venant d'ailleurs, ce qui provoque la colère d'agriculteurs nationaux soumis à des réglementations parfois plus contraignantes.

D'aucuns estiment que la question de la souveraineté alimentaire du pays se pose à nouveau. D'autres pensent que la France peut demeurer l'une des puissances agricoles de ce siècle, à condition de le vouloir et de s'en donner les moyens techniques et budgétaires. Et certains préconisent les approches terroirs, l'agroécologie et la montée en gamme des productions pour différencier l'offre française dans le pays et dans le monde. Au-delà de ces scénarios, il serait judicieux de réhabiliter la géopolitique - locale et globale - dans les grilles d'analyse servant à piloter les affaires publiques, les stratégies économiques et les multiples transitions à propos de l'agriculture. Et reconnaître que le « modèle » français se situe dans la diversité de ses exploitations, de ses entreprises et de ses productions.

De l'agriculture en France demain : c'est indispensable.

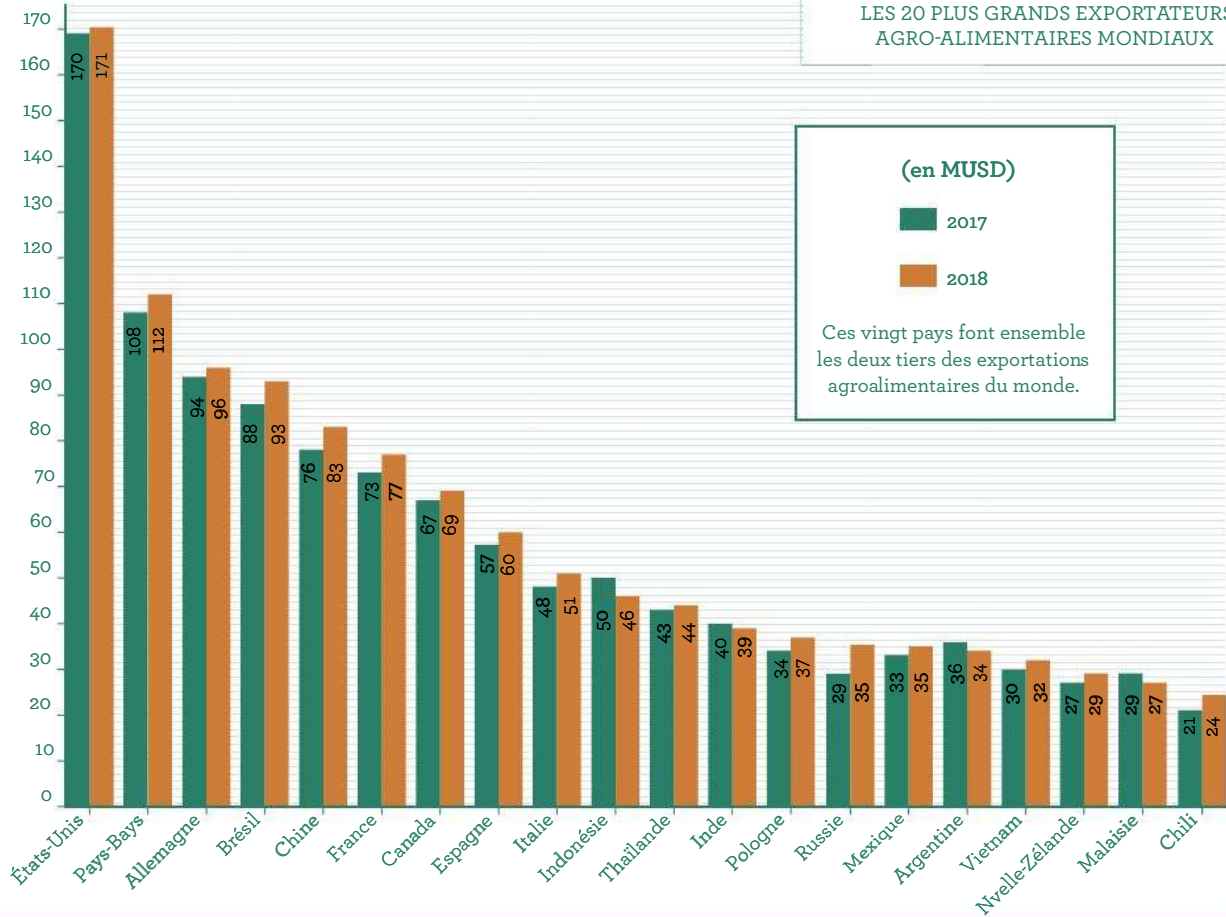
F̄OCUS

La France joue son rôle dans la recherche d'une meilleure sécurité alimentaire mondiale. Outre ses atouts géographiques, techniques et humains pour produire et vendre des aliments sains et diversifiés, elle compte un tissu d'acteurs engagés à l'extérieur. Entre l'action des pouvoirs publics sur le terrain diplomatique, scientifique et de défense, celle des opérateurs privés et des entreprises, des écoles de formation et des centres de recherche, sans oublier les initiatives essentielles de la société civile, la France présente un éventail très large de mobilisation favorable au développement agricole et aux équilibres alimentaires internationaux. Cette influence positive, que la dimension européenne renforce, peut progresser si les différentes parties prenantes travaillent davantage ensemble demain. La complexité géopolitique des défis agricoles et alimentaires mondiaux exige de croiser les approches, de resserrer les rangs et de fédérer les moyens.

À RETENIR

Après un demi-siècle de progrès remarquable, la France s'interroge sur la trajectoire que le secteur agricole doit prendre. Les attentes sociétales et la hiérarchie des puissances internationales se sont transformées. Si le pays demeure un grand producteur et un exportateur dans plusieurs filières, les dynamiques à favoriser entre économie, innovation et environnement suscitent le débat. En Europe comme à l'international, la compétitivité de l'agriculture française est en jeu.

LES 20 PLUS GRANDS EXPORTATEURS AGRO-ALIMENTAIRES MONDIAUX



BIBLIŌGRAPHIE

ABIS Sébastien, *Géopolitique du blé. Un produit vital pour la sécurité mondiale*, IRIS Éditions, Armand Colin, 2015.

ABIS Sébastien et BLANC Pierre (sous la dir. de), *Agriculture et alimentation : des champs géopolitiques de confrontations au XXI^e siècle*, Cahier n° 13, DEMETER, 2012.

ABIS Sébastien, BRUN Matthieu (sous la dir. de), *Le Déméter 2020*, DEMETER, IRIS Éditions, 2020.

BADIE Bertrand, *Nous ne sommes plus seuls au monde. Un autre regard sur l'« ordre international »*, La Découverte, 2016.

BLANC Pierre, *Terres, pouvoirs et conflits*, Presses de Sciences Po, 2018 (nouvelle édition 2020).

BLANC Pierre, *Proche-Orient : le pouvoir, la terre et l'eau*, Presses de Sciences Po, 2012.

BLANC Pierre et CHAGNOLLAUD Jean-Paul, *Israël face à Israël, promesses et dérives d'une utopie*, Autrement, 2018.

BLANC Pierre et GIBLIN Béatrice (sous la dir. de), *Géopolitique de l'agriculture*, Hérodote, 2015.

CHAUMET Jean-Marc et POUCH Thierry, *La Chine au risque de la dépendance alimentaire*, Presses universitaires de Rennes, 2017.

COCHET Hubert, *Comparative Agriculture*, Springer Quae, 2015.

COLLINGHAM Lizzie, *The Taste of War: World War II and the Battle for Food*, Penguin Press, New York, 2012.

COUTANSAIS Cyrille (sous la dir.), *La Terre est bleue. Atlas de la mer au XXI^e siècle*, Les Arènes, 2015.

DE CASTRO José, *Géopolitique de la faim*, Éditions Ouvrières, 1952.

DE CHÂTEL Francesca, *Vanishing Landscape in the Middle East*, 2014.

DUFUMIER Marc, *Agricultures et paysanneries des Tiers mondes*, Karthala, 2004.

DURY Sandrine, BENDJEBBAR Pauline, HAINZELIN Étienne, GIORDANO Thierry et BRICAS Nicolas (sous la dir. de), *Food Systems at Risk: New Trends and Challenges*, FAO, CIRAD et Commission européenne, 2019.

Eurispes, Coldiretti, Osservatorio sulla criminalità nell'agricoltura e sul sistema agroalimentare, *Agromafie : 6° Rapporto sui crimini agroalimentari in Italia*, Minerva Edizioni, Febbraio 2019.

FAO, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2018. Migrations, agriculture et développement rural*, 2018.

FAO, *The Future of Food and Agriculture. Trends and Challenges*, 2017.

FAO, *The State of World Fisheries and Aquaculture 2020. Sustainability in action*, 2020.

FAO, Banque mondiale, UNICEF, OMS, IFAD et PAM, *The State of Food Security and Nutrition in the World, Safeguarding against Economic Slowdowns and Downturns*, 2019.

FRASER Evan D.G. et RIMAS Andrew, *Empires of Food. Feast, Famine and the Rise and Fall of the Civilizations*, Arrow Books, Croydon, 2010.

GANDILHON Michel, *La guerre des paysans en Colombie. De l'autodéfense agraire à la guérilla des Farc*, Les Nuits rouges, 2011.

GRAZIANO DA SILVA José, LACIRIGNOLA Cosimo (éd.), *Zero Waste in the Mediterranean. Natural Resources, Food and Knowledge*, The Mediterra Report, CIHEAM-FAO, Les Presses de Sciences-Po, 2016.

GRIFFON Michel, *Nourrir la planète*, Odile Jacob, 2006.

GUIBERT Martine et JEAN Yves (sous la dir. de), *Dynamiques des espaces ruraux dans le monde*, Armand Colin, 2011.

HERVIEU Bertrand, *Les orphelins de l'exode rural, Essai sur l'agriculture et les campagnes du XXI^e siècle*, L'Aube, 2008.

HERVIEU Bertrand et PURSEIGLE François, *Sociologie des mondes agricoles*, Armand Colin, 2013.

KAPLAN Robert L., *The Revenge of Geography: What the Map Tells Us About Coming Conflicts and the Battle Against Fate*, Random House, 2012.

LANDES David, *Richesse et pauvreté des nations*, Albin Michel, 1998.

LEBEAU René, *Les grands types de structure agraire dans le monde*, Armand Colin, 1996.

LEJEUNE Hervé, *Un monde sans faim. Nous pourrions nourrir le monde en 2050*, L'Harmattan, 2013.

LE MOUËL Chantal, DE LATTRE-GASQUET Marie, MORA Olivier (sous la dir. de), *Land Use and Food Security in 2050: a Narrow Road*, Éditions QUAE, 2018.

LINHART Robert, *Lénine, les paysans*, Taylor, Seuil, 2010.

MALASSIS Louis, *L'épopée inachevée des paysans du monde*, Fayard, 2004.

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, Centre d'études prospectives (collectif), *MOND'Alim 2030. Panorama prospectif de la mondialisation des systèmes alimentaires*, La Documentation française, 2017.

NAMM Ramez, *The Infinite Resource: the Power of Ideas on a Finite Planet*, University Press of New England, 2013.

ONU, *World Population Prospects*, The 2019 Revision.

ONU, *World Urbanization Prospects*, The 2018 Revision.

POTIER Dominique, BLANC Pierre et GRIMONPREZ Benoît, *La terre en commun, plaidoyer pour une justice foncière*, Fondation Jean Jaurès, 2019.

PURSEIGLE François, NGUYEN Geneviève, BLANC Pierre, *Le nouveau capitalisme agraire, de la ferme à la firme*, Presses de Sciences Po, 2017.

SHAW John D., *World Food Security: A History since 1945*, New York, Palgrave-Macmillan, 2007.

WOLF Éric, *Les guerres paysannes du vingtième siècle*, François Maspero, 1974.

ZUREIK Rami, *Food, Farming and Freedom: Sowing the Arab Spring*, Just world books, 2011.

INDEX

A

agriculteurs 6, 7, 15, 16, 34, 53, 64, 65, 66, 69, 86, 102, 103, 127, 128, 140, 142, 149, 152, 157, 161, 172, 173
Antiquité 52
aquaculture 26, 27, 28, 43, 135
autosuffisance 104, 116, 132, 164, 165

B

barrage 23, 61, 62, 118, 119, 166, 169
bassin 23, 60, 61, 90, 120, 169
blé 52, 92, 111, 112, 114, 115, 116, 127, 131

C

céréale 112
céréales 24, 39, 52, 53, 54, 93, 99, 112, 116, 123, 127, 130, 131, 136, 153, 164, 165, 169, 173
classe moyenne 11, 12, 35, 123, 154
climat 23, 24, 98, 110, 122, 123, 160, 173

colonisation 70, 72, 73, 76, 77, 78, 89, 130
commerce 38, 39, 40, 42, 47, 52, 53, 54, 81, 93, 99, 104, 111, 112, 124, 127, 134, 135, 144, 145, 148, 153, 154
compétitivité 111, 135, 173, 174
conflit 65
conflit 7, 32, 43, 51, 53, 54, 56, 57, 60, 64, 65, 66, 69, 78, 80, 81, 85, 86, 88, 89, 90, 94, 119, 140, 141, 149, 161
consommateur 35, 102, 103, 124, 146, 152, 157, 158
coopération 123, 124, 131, 135, 148

D

détroit 134
développement 14, 15, 16, 20, 24, 36, 38, 43, 52, 62, 66, 68, 70, 73, 92, 102, 114, 118, 120, 123, 124, 130, 131, 134, 144, 148, 150, 154, 156, 161, 164, 169, 170, 172, 174

diplomatie 103, 112, 123, 124, 131, 149
Diplomatie 53
distribution 34, 35, 39, 62, 73, 86, 107, 136, 153, 154, 157, 172
drogue 80, 81, 82, 145, 146
droit 30, 76, 89, 108, 149, 150

E

eau 19, 22, 23, 24, 35, 60, 61, 62, 90, 107, 110, 114, 119, 120, 122, 124, 128, 131, 149, 165, 166, 169, 170
écosystème 42, 47, 102, 135
éducation 43
élevage 18, 44, 52, 64, 68, 70, 106, 108, 111, 127, 135, 145, 161, 162
embargo 39, 111, 149, 165
emploi 15, 16, 27, 123, 169, 170
énergie 15, 20, 32, 35, 93, 112, 149, 173
entreprise 47, 104, 106, 115, 123, 124, 128, 135, 136, 145, 149, 152, 153, 154, 157, 173, 174

environnement 35, 68, 108, 149, 174
exportation 40, 99, 100, 108, 127
exportations 28, 39, 53, 92, 99, 100, 106, 107, 110, 111, 112, 123, 127, 169, 170

F

faim 19, 20, 30, 31, 32, 42, 107, 108, 120, 130, 148, 165
femmes 7, 15, 58
fleuve 22, 39, 61, 68, 131
foncier 18, 19, 65, 68, 69, 76, 77, 84, 98, 107, 115, 119, 132, 162
frontière 56, 68, 89, 90
frontières 19, 39, 47, 88, 140, 141, 142, 146, 149, 152
fruits 39, 123, 145

G

gaspiillage 35, 39
génocide 64
gouvernance 34, 35, 36, 72, 150, 162

Gouvernance 148
guerre 15, 23, 30, 31, 53, 57,
58, 60, 61, 66, 69, 73, 76, 77, 78,
80, 81, 85, 89, 92, 98, 99, 100,
102, 104, 119, 120, 142, 149, 150,
161, 165
Guerre 30, 53, 54, 56, 57, 58,
99, 100, 127, 140, 141, 164, 172

H

huile 39, 93, 123, 136, 145
hydro-hégémonie 60, 61

I

importation 127, 128
importations 27, 40, 115, 165
inégalité 78
inégalités 15, 31, 38, 40, 43, 54,
58, 77, 82, 107, 149, 162, 169
innovation 30, 36, 38, 47, 111,
134, 135, 136, 149, 156, 157, 158,
161, 169, 173, 174
inondations 22, 31
investissement 14, 19, 40, 47,
92, 106, 110, 115, 118, 119, 120,

123, 124, 135, 136, 157, 166, 169,
170, 172
irrigation 19, 22, 23, 24, 61, 90,
119, 123, 131

J

jeunes 16, 31, 123, 141

L

légumes 24, 123, 145
logistique 34, 35, 36, 39, 40,
53, 104, 115, 123, 134, 135, 136,
145, 153, 172
logistique, 170

M

mafia 144, 145
mafias 145
maïs 53, 92, 100, 114, 115, 116
malnutrition 42, 43, 44, 131
marchés 11, 12, 15, 27, 32, 35,
44, 47, 53, 99, 100, 102, 112, 122,
135, 144, 145, 149, 153, 154, 156,
157, 165, 170, 172
mer 14, 19, 23, 26, 27, 28, 35,

36, 39, 40, 52, 110, 146, 170
migration 15, 16, 31, 162
militaire 27, 54, 56, 61, 66, 77,
81, 84, 86, 106, 112, 123, 146
mondialisation 14, 44, 134,
148, 150, 152

N

nationalisme 89, 90, 118
Nationalisme 150
négoce 136, 153, 154
Négoce 153
normes 42, 145, 173
numérique 77, 111, 149, 156,
157, 158
nutrition 135, 148

O

obésité 43, 44

P

PAC 99, 102, 103, 104, 128,
141, 172
paix 7, 15, 52, 53, 73, 80, 81, 82,
102, 104, 119, 169

Paix 81
pastoralisme 43, 64, 66
pauvreté 12, 24, 30, 31, 32, 73,
74, 115, 131, 144, 170
Pauvreté 15
paysans 6, 19, 23, 54, 57, 58,
64, 66, 69, 72, 73, 74, 76, 77, 80,
81, 82, 84, 85, 89, 90, 107, 108,
115, 123, 130, 131, 132, 140, 141,
166, 168, 172
Paysans 140
pêche 26, 27, 28, 123, 145, 146
poisson 27, 28
population 10, 11, 12, 14, 15,
20, 23, 30, 31, 32, 34, 36, 53, 56,
57, 65, 69, 70, 76, 78, 80, 85, 114,
122, 124, 126, 130, 135, 162, 165,
168, 169, 173
port 53, 104, 123, 134, 144
précipitations 23, 124, 161
prix 19, 20, 31, 32, 35, 39, 44,
52, 53, 54, 58, 65, 111, 115, 122,
127, 149, 157, 165, 169
productivité 18, 22, 23, 24,

130, 164
propriété 72, 74, 76, 84, 86,
106, 108, 126, 130
puissance 6, 7, 53, 57, 61, 69,
72, 86, 98, 99, 100, 103, 104,
106, 108, 110, 111, 112, 115, 116,
118, 119, 126, 127, 130, 131, 134,
136, 154, 157, 158, 164, 166, 168,
169, 170, 172
puissances 39, 52, 97, 110, 111,
126, 128, 149, 172, 173, 174

Q

qualité 11, 12, 19, 32, 34, 35, 36,
42, 102, 103, 116, 122, 173

R

recherche 19, 43, 53, 104, 119,
135, 164, 172, 174
religion 46, 47, 48
rendement 131, 156
rendements 19, 111, 114, 172
routes de la soie 39, 115, 116,
153
rural 14, 15, 16, 27, 30, 34, 44,
62, 73, 76, 78, 82, 102, 107, 115,

116, 122, 123, 124, 132, 140, 141,
142, 145, 146, 156, 157, 164, 169,
170, 172, 173

S

santé 42, 44, 46, 47, 148, 157,
158
science 53, 148, 149
sécheresse 31, 64, 111, 122,
131, 162, 165
sécurité 10, 11, 15, 19, 23, 26,
30, 34, 35, 36, 38, 42, 46, 48,
54, 62, 102, 103, 104, 111, 112,
114, 115, 116, 122, 123, 130, 131,
136, 144, 149, 157, 162, 165, 169,
173, 174
semences 152
Semences 173
sol 18, 56, 84, 85, 88, 92, 120,
149, 161
souveraineté 118, 132, 141,
149, 157, 158, 173
stockage 39, 110, 153
surpoids 43, 44
syndicat 141, 142

T

technologie 104, 135, 156, 157
terre 19, 26, 39, 57, 64, 65, 68,
69, 70, 72, 73, 76, 77, 80, 81, 82,
84, 85, 86, 88, 89, 92, 100, 107,
108, 119, 126, 160, 166, 168,
169, 170
Terre 78

U

urbain 14, 19, 34, 35, 36, 48, 81,
102, 162, 173

V

viande 24, 39, 44, 47, 48, 100,
107, 111, 114, 127, 128, 145, 153
ville 14, 15, 34, 35, 36, 52, 61,
85, 134, 145

TABLE DES ILLUSTRATIONS ET SOURCES

Évolution de la population mondiale et de la population africaine	13	Pouvoir des villes : dynamique des grandes métropoles mondiales	37
Sources : ONU, World Population Prospects, The 2017 Revision		Source : Laura Margueritte, Club Demeter, d'après ONU, World Urbanization Prospects: The 2018 Revision	
Part des agriculteurs dans la population active en 2018.....	17	Évolution des échanges commerciaux mondiaux.....	41
Source : Banque mondiale		Sources : International Trade Center (ITC), TradeMap.org	
Les terres cultivées dans le monde.....	21	L'obésité, un enjeu de santé planétaire.....	45
Source : World Atlas of Desertification, « Extent of Global Agriculture »		Source : OurWorldInData.org/obesity, d'après WHO et Global Health Observatory	
Les surfaces irriguées en pourcentage de la surface cultivée	25	Halal, un marché en forte croissance	49
Source : FAO		Source : State of the Global Islamic Economy Report 2018	
Nombre d'emplois dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture dans le monde.....	29	Quelles céréales consommées dans le monde ?	55
Sources : FAO, The State of World Fisheries and Aquaculture 2018		Source : Laura Margueritte, <i>Le Demeter 2020</i>	
1 personne sur 9 dans le monde ne mange pas à sa faim	33	L'opération Barbarossa : à la conquête des terres noires.....	59
Sources : World Food Programme, « 2019 – Hunger Map », 14 août 2019 ; FAO, The State of Food Security and Nutrition in the World 2019.		Source : « Les non-dits de l'Histoire... », http://willow-s-house.over-blog.com , avril 2016	
		En amont de l'Euphrate et du Tigre : un vaste projet turc	63
		Source : Atlas Mediterra 2010, CIHEAM, Presses de Sciences Po	
		Migrations pastorales et fronts pionniers agricoles.....	67
		Source : Alexis Gonon, « "La terre est finie !" Quel avenir pour le pastoralisme en Afrique de l'Ouest ? », www.metropolitiques.eu , 18 septembre 2017	
		Les terres agricoles d'Afrique du Sud toujours essentiellement détenues par des Blancs.....	71
		Source : « Comment redistribuer les terres des Blancs en Afrique du Sud ? », <i>Courrier international</i> , 8 mars 2018	

L'Inde face à la guérilla naxalite	75	La Russie, premier producteur de blé au monde.....	113
Source : Guillaume Gandelin, « Inde : la guerre oubliée des maoïstes », https://asiyalyst.com/fr , 28 avril 2016		Source : USDA	
Répartition des terres agricoles par taille des exploitations en Amérique du Sud	79	Les nouvelles routes de la soie.....	117
Source : Agnès Stienne, « Inégalités foncières en Amérique du Sud et aux États-Unis », https://visionscarto.net , 2 novembre 2016		Source : Lime	
Un trafic de cocaïne qui a été nourri par le conflit agraire	83	Le Soudan : régimes d'agriculture irriguée et mécanisée.....	121
Source : www.sciencespo.fr		Source : UNEP GRID Europe	
La contre-réforme agraire égyptienne à la fin du XX ^e siècle : entre atomisation et re-concentration.....	87	Maroc : investissement public/privé et exportations agricoles.....	125
Source : Recensements agricoles 1982-1990-2000		Source : Ministère de l'agriculture et de la pêche maritime du Maroc	
Les grands aquifères de Cisjordanie.....	91	Les pays membres du Commonwealth et production agricole de deux d'entre eux	129
Source : Pierre Blanc et Jean-Paul Chagnollaud, <i>Atlas du Moyen-Orient</i> , Autrement, 2019		Sources : Gouvernement canadien ; Grolier Online Atlas	
Commerce mondial de l'huile de tournesol de 2016 à 2021	95	La révolution verte	133
Source : Club DEMETER		Source : Yann Bouvier, https://yann-bouvier.jimdofree.com , 2018	
États-Unis : un espace agricole vaste et spécialisé.....	101	Singapour au centre de l'Asie	137
Source : « Les espaces agricoles des États-Unis », https://www.assistancescolaire.com		Source : « Singapour, l'articulation de la finance, de la production et des flux », www.lelivrescolaire.fr	
L'UE parmi les grands exportateurs et importateurs mondiaux	105	Pays avec une organisation membre de Via Campesina	143
Source : Union européenne, « Agri-food trade in 2018 », 2019		Source : Wikipédia	
L'espace agricole brésilien	109	L'industrie du concentré de tomate Chine-Italie-Afrique	147
Source : « Le Brésil, un géant agricole », www.maxicours.com		Source : Agnès Stienne, <i>Le Monde diplomatique</i> , juin 2017	
		L'agenda mondial du développement pour 2030 et les 17 ODD, décliné au prisme des enjeux agricoles et alimentaires.....	151
		Source : FAO	

Des géants économiques de la production à la distribution.....	155
Source : recherche des auteurs sur la base des informations publiées sur le site Internet des entreprises, juillet 2019	
E-commerce et alimentation : un marché en devenir..	159
Source : Philippe Bertrand, « Le e-commerce alimentaire en pleine croissance », https://lesechos.fr , 23 avril 2019	
Les risques environnementaux liés aux changements climatiques.....	163
Source : www.populationdata.net	
Le taux de dépendance aux importations alimentaires	167
Source : Muriel Jacque, « Du Maghreb au Moyen-Orient, une dépendance alimentaire galopante », https://lesechos.fr , 30 octobre 2015	
Éthiopie, situation économique et géopolitique	171
Source : Jean-Baptiste Damestoy, « L'Éthiopie, une puissance agricole au milieu des turbulences », <i>Le Déméter</i> 2019, 2019	
Les 20 plus grands exportateurs agro-alimentaires mondiaux.....	175
Source : OMC/Base de données statistiques	

« Géopolitique », la collection indispensable pour comprendre le monde

Crises, guerres, incidents diplomatiques... Le jeu des grandes puissances s'invite quotidiennement dans l'actualité, et la géopolitique procure les clés indispensables pour décoder le monde d'aujourd'hui. Cette collection présente aux amateurs, aux curieux et aux perplexes une entrée directe et décomplexée dans les grandes questions contemporaines : contexte, défis, enjeux et perspectives sont décryptés par des auteurs experts dans des fiches synthétiques et accessibles à tous.

